

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LE RÉGIME SUCCESSORAL

DANS LES COUTUMES D'ARTOIS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 12 Juin 1914, à 1 heure et demie

PAR

GEORGES LENOIR

AVOCAT

LICENCIÉ ÈS-LETTRES

Président : M. CHÉNON
Assesseurs : { MM. LEFEBVRE } *Professeurs.*
 { MEYNIAL }

ARRAS

IMPRIMERIE DE LA SOCIÉTÉ DU PAS-DE-CALAIS

J. ÉLOY, DIRECTEUR

1914



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41551614_0019

LE RÉGIME SUCCESSORAL

DANS LES

COUTUMES D'ARTOIS

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LE RÉGIME SUCCESSORAL

DANS LES COUTUMES D'ARTOIS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 12 Juin 1914, à 1 heure et demie

PAR

GEORGES LENOIR

AVOCAT

LICENCIÉ ÈS-LETTRES



Président : M. CHÉNON

Assesseurs : { MM. LEFEBVRE } Professeurs.
MEYNIAL

ARRAS

IMPRIMERIE DE LA SOCIÉTÉ DU PAS-DE-CALAIS

J. ÉLOY, DIRECTEUR

1914

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

BIBLIOGRAPHIE

I. — Sources Manuscrites.

1. « *Actes de Notoriété du Conseil provincial d'Artois.* » [Recueil de la main de M^e d'Assenoy, avocat à Aire au XVIII^e siècle.] (Archives du Pas-de-Calais), ms. in-4^e, 474 p. et tables. Achat à la bibliothèque du baron Dard.
2. DESMASURES : *Remarques et observations, tant sur la Coutume générale d'Artois, pratique y observée, que d'autres lieux de ces Pays-Bas et provinces voisines, confirmés par plusieurs arrêts des Cours souveraines, sentences des juges provinciaux, décisions de droit, comme autrement.*
[Manuscrit (XVIII^e siècle) jadis déposé au Tribunal civil d'Arras ; aujourd'hui conservé aux Archives départementales du Pas-de-Calais. 5 vol. in-f^o, rel. veau, au fer du « Conseil provincial d'Artois. »] (Il existe aux Archives une copie incomplète de Desmasures.)
3. HÉBERT : « *Remarques sur plusieurs articles de Coutume d'Artois et sur quelques questions de droit et de pratique ; par feu Monsieur le Conseiller Hébert* [ms. copie (XVIII^e siècle) appartenant à l'auteur.]
4. *États d'Artois : Coutumes*, liasses cotées 176, 178, 179, 180. (Archives du Pas-de-Calais.)
5. *États d'Artois : Registres aux Assemblées générales des Trois Ordres* (Ibid.)
6. *Conseil paroissial d'Artois : Registres sur Audiences et sur Sentences* (Ibid.)

II. — Coutumes et Commentateurs.

7. TARDIF (Ad.) *Coutumier d'Artois*. Paris, Picard, 1883, in-8°.
8. *Coutumes générales du comté d'Artois nouvellement décrétées, avec plusieurs ordonnances, statuts, faictz et ordonnéz par Sa Majesté Impériale sur plusieurs polices du comté d'Artois*. Arras, Jean Bourgeois, 1547, in-12, goth. (Archives du Pas-de-Calais.)
9. *Coutumes générales du comté d'Artois, nouvellement décrétées. Coutumes de Béthune, Lens, Saint-Pol, Saint-Omer*. Arras, Jean Bourgeois, 1553, in-8° (Ibid.)
10. *Les Coutumes générales du comté d'Artois nouvellement décrétées; avec celles de Béthune, Lens, Saint-Omer et Saint-Pol*. En Arras, par Jehan BOURGEOIS, près le petit marché, devant l'église Saint-Géri. M.D.LXXIII. In-8° (Ibid.)
- 10^{bis}. *Coutumes générales du Comté d'Artois, avec celles de l'eschevinage d'Arras, etc. Avec privilège*, 1679. In-16.
11. *Code des Coutumes homologuées de la province d'Artois*. Arras. V^e César Duchamp, in-12.
12. *Coutumes locales, tant anciennes que nouvelles de la Loy, banlieue et échevinage de la ville d'Arras; de la Cité..* Paris, Pierre-Guillaume Simon, 1746.
13. BRUNEL (T.) *Observations notables sur les règles et les principes du droit coutumier touchant les matières les plus importantes... et particulièrement des successions des Propres*. Saint-Omer, Martin-Fertel, 1724.
14. [BRUNEL (T.-B.)] *Projets proposés pour la réformation des Coutumes d'Artois*, par T. B., Douai, Jacques-François Willerval, 1735.
15. MAILLARD (Adrien.) *Coutumes générales d'Artois, avec des notes*. Paris, Jean Debure, 1739, in-f°, 2^e édition.
16. *Analyse de la Coutume générale d'Artois, avec les dérogations des Coutumes locales*. Paris, Charpentier, 1763.
17. ROUSSEL DE BOURET : *Coutumes générales d'Artois, rédigées dans un ordre didactique et méthodique, pour en faciliter l'intelligence, l'étude et l'usage*. Paris, Chenault, 1771, 2 vol.
18. LE CAMUS D'HOULOUVE (Bertrand-Louis) : *Coutumes du Boulannois*,

conférées avec les Coutumes de Paris, d'Artois, de Ponthieu, d'Amiens et de Montreuil; le droit commun de la France et la jurisprudence des arrêts. Paris, chez Didot, l'ainé, 1777-1787, 2 vol. in-4°.

19. CALONNE (DE) : *Observations sur les Coutumes d'Amiens, d'Artois, de Boulogne et de Ponthieu.* Paris, 1784, in-4°.

20. BOUTHORS : *Coutumes locales du bailliage d'Amiens rédigées en 1507.* Amiens, 1848, 2 vol. in-4°.

21. LECESNE (Edmond) : *Exposé de la législation Coutumière de l'Artois.* Paris, Durand, 1869.

III. — Ouvrages généraux.

22. *Somme rurale ou le Grand Coutumier de Jehan Bouteiller; avec notes,* par CHARONDAS LE CARON, Paris, Barthélemy Macé, au Mont-Saint-Hilaire, 1611.

23. *Nouveau Commentaire sur l'Édit perpétuel,* 12 juillet 1611. Lille, in-12.

24. GUESLE (Jacques de la) : *Tracté en forme de contradictz, touchant le Comté de Saint-Paul.* Paris, chez Jacques Villery, 1634.

25. *Ordonnance de Louis XIV, roy de France, et de Navarre. Donnée à Saint-Germain-en-Laye, au mois d'avril 1667.* Paris, chez les Associés choisis par ordre de Sa Majesté pour l'impression de ses nouvelles Ordonnances, 1720.

26. *Ordonnance de Louis XV, concernant les donations et les testaments.* Paris, 1777.

27. *Coustumes générales et particulières du royaume de France;* par Charles DUMOULIN. Paris, 1681.

28. POTHIER : *Traité sur différentes matières de droit civil, appliquées à l'usage du barreau et de jurisprudence française,* par M. POTHIER, conseiller au présidial d'Orléans. Paris, chez Jean Debure, père, libraire, Quai des Augustins, à l'image de saint Paul; — Orléans, veuve Rougeau-Montrut, 1773, 7 vol. in-4°.

29. POTHIER : *Coutumes du duché, bailliage et prévôté d'Orléans et ressort d'iceux,* par M. POTHIER. Paris, chez Debure, l'ainé; — Orléans, chez veuve Rougeau-Montrut, 1780, in-4°.

30. PENSEY (Heurion de) : *Trate des Fiefs de Dumoulm, analyse et conféré avec les autres Feudistes*. Paris, Valade, 1773.
31. GUYOT : *Repertoire universel et raisonné de Jurisprudence civile, criminelle, canonique et bénéficiale; mis en ordre et publié par M. GUYOT, écuyer, ancien magistrat*. Paris, chez Visse, libraire, rue de la Harpe, 1785, 16 vol. in-4°.
32. *État par ordre alphabétique des villes, bourgs, villages et hameaux de la généralité de Flandres et d'Artois, des juridictions et cours souveraines dont ils relèvent, des diocèses dont ils dépendent, avec une notice des tribunaux, des principaux établissements des provinces, des couvents et des maisons de Force qui se tiennent dans chaque lieu; et des observations sur les différents objets qui peuvent en exiger.*
[Cet Etat a été formé par les ordres de M. Esmengart, intendant de Flandres et d'Artois.] Lille, C. M. Péterinck-Cramé, impr. ordinaire du Roi, rue Esquermoise, 1787, in-4°.
[Ma Carte est dressée d'après cet Etat]
33. [BULTEL (second président du Conseil d'Artois.)] *Notice sur l'état ancien et moderne de la province et Comté d'Artois*. Paris, Guillaume Despréz, 1748, in-12.
34. *Recueil d'Arrêts, règlements et ordonnances concernant les Etats d'Artois*. [Mis en ordre alphabétique par Nicolas-François Herman, avocat, greffier des Etats. Archives du Pas-de-Calais 6 vol. in-f°, XVIII^e siècle.]
35. VIOLET (Paul) : *Histoire du Droit civil français*. Paris, Larose, 1893, in-8°.
36. DEPOTTER (Chan. J.) : *Le Pays de Lallœu. Histoire, mœurs et institutions*. Lille, Giard, 1910; in-8°.
-

INTRODUCTION

D'aucuns considèrent la Coutume d'Artois comme absolument autochtone ; d'autres, ne voyant en elle que ses ressemblances, avec les Coutumes d'Amiens, Ponthieu, Boulonnais, la rattachent au groupe des Coutumes de Picardie.

Les institutions furent longtemps les mêmes pour les Artésiens et les Picards. Puis les vicissitudes politiques donnèrent au comté d'Artois une vie spéciale.

La Coutume générale qui connut une infinité de dérogations locales régit tout le pays qui s'étend de l'Authie au Calais et pays reconquis, de Douay jusqu'aux régions maritimes du Ponthieu et du Boulonnais, qui continuèrent d'être de Picardie.

C'est un pays de plaines, de collines et de marais, généralement couvert de forêts ; ses habitants ont été ainsi appréciés en 1698 par M. de Bignon, commissaire de Sa Majesté en Picardie et en Artois.

« Ces peuples sont sincères, droits et fidèles ; ils sont dociles,
« soumis et reconnaissans ; ils sont pleins de confiance ; mais il
« est dangereux de leur manquer, car ils ne reviennent pas aisé-
« ment dès qu'on les a trompés ; ils ont du discernement et du
« bon sens ; ils sont assez froids et serrés dans les premières
« approches, mais en les fréquentant, ils se développent et on
« trouve en eux des hommes fort accommodans, presque tous
« tranquilles et exemts des grandes agitations de l'esprit, qui
« disposent les autres hommes à former de grands desseins et à
« faire de grandes entreprises ; ils sont laborieux et appliqués
« aux différens genres de vie, qu'ils ont embrassés ; ils sont

« exacts à remplir les devoirs de leurs états, inébranlables dans
« leur attachement à la religion catholique, apostolique et
« romaine, et dans leur fidélité à leur prince; jaloux d'ailleurs
« jusqu'à l'excès de leurs anciens privilèges et de leurs cou-
« tumes, jusques là que tout établissement nouveau, quelque
« indifférent qu'il puisse être, les allarme et altère leurs esprits :
« dès là qu'on les contente sur ce point et que l'on tempère l'au-
« torité à leur égard, on peut se promettre d'obtenir d'eux avec
« franchise, ce que d'autres peuples regardent comme impos-
« sible de faire(1). »

Certains auraient voulu faire remonter jusqu'à saint Louis la codification des Coutumes d'Artois. Ils s'y croient autorisés par une promesse de la comtesse Mahaut, du 12 juillet 1315, de donner pour loi au comté d'Artois les Coutumes en usage sous saint Louis.

Il est vraisemblable que ces Coutumes demeurèrent de simples usages appliqués par les officiers du comte d'Artois et les justices seigneuriales jusqu'en 1509 où, sur l'ordre de Charles Quint, elles furent rédigées pour la première fois. Cette première rédaction serait donc contemporaine du grand mouvement juridique suscité en France par Charles VII au lendemain de la guerre de cent ans.

Des usages d'Artois, il reste seulement le *Coutumier d'Artois*, ouvrage didactique, surtout de pratique, œuvre privée d'un habitué des justices de la région, qui raconte les procès auxquels il assista comme avocat. Ce livre publié pour la première fois par Maillart l'a été à nouveau par M. Tardif, qui corrigea heureusement le texte transmis par son devancier. Ce Coutumier, dit M. Tardif, dans la préface de son édition, fut rédigé aux environs de l'an 1300. L'auteur en effet « dit avoir assisté à un débat, en la cour le Roy, entre messire d'Artois et le comte de Clermont, sur le partage des meubles et cateux laissés par Madame de Bour-

(1) BULTÉL *Notice de l'état ancien et moderne de la province et comté d'Artois*; p. 283.

bonnois » « que messire d'Artois, eut à femme ». Il s'agit ici de Robert II, comte d'Artois, qui avait épousé en secondes noces Agnès de Bourbon et qui, sans nul doute, vivait encore au moment où l'auteur écrivait ces lignes. Si, en effet, la comtesse Mahaut, héritière de Robert II, avait été, à cette époque, en possession du comté, le *Coutumier* n'eut pas désigné son père et prédécesseur par les mots *messire d'Artois* qui ne peuvent s'entendre que d'un prince régnant. Robert II fut tué en 1302 à la bataille de Courtrai et Agnès de Bourbon était morte en 1283. Le *Coutumier* a donc été rédigé entre 1283 et 1302 » (1). D'autres faits permettent de lui assigner une date assez rapprochée de 1300.

La Coutume d'Artois n'a eu que trois rédactions, toutes trois au XVI^e siècle et sous le règne de Charles Quint. La première est de 1509, la seconde de 1540, la troisième de 1544. Plus d'une fois, notamment en 1735 où Brunel présenta des « Observations », les États d'Artois songèrent à une nouvelle rédaction et même à une refonte complète de la Coutume. Les articles en effet en sont peu clairs, jetés sans ordre et sont loin de viser tous les cas qu'avaient à trancher les diverses juridictions. La première édition de 1509 comprend cent quarante-quatre articles ; la seconde édition de 1540 : cent quarante-sept ; la troisième édition de 1544 : deux cent-un.

Les Coutumes locales, à part quelques-unes d'entre elles dont nous indiquerons, au cours de l'ouvrage, les principales dispositions par rapport aux successions, ne furent jamais « décrétées » c'est-à-dire officiellement reconnues par l'autorité souveraine.

La Coutume déclare « le mort saisit le vif (2) ; mais d'accord en cela, avec tout le droit coutumier, elle n'admet pas « d'héritiers nécessaires. »

La saisine existait-elle en Artois : les auteurs, comme nous le verrons plus loin, ont embrouillé la question. Originellement, il

(1) TARDIF, p. XIV. Introduction au *Coutumier d'Artois*.

(2) Art. 92.

fallut certainement un envoi en possession du seigneur. Nicolas de Gosson le dit assez clairement.

Peu à peu, l'usage disparut de demander à chaque transmission par succession l'investiture seigneuriale. L'héritier se mit lui même en possession de l'héritage, sous la charge de le relever du seigneur dont il était tenu.

L'article 71 rappelle ainsi le droit du seigneur :

« Pour acquérir droit réel en aucuns héritages soit à tiltre de succession, don, achat, eschange ou autre aliénation, il est requis faire appréhension de fait. A sçavoir en tant qu'il touche successions, les relever des seigneurs immédiats desquels ils sont tenus et mouvans, mais à aultre tiltre, il les faut appréhender en évoquant ceux à qui ce touche, par dessaisine et saisine, faite par devant les hommes et en la court du seigneur dont tels héritages sont tenus ; ou par mise de fait par la justice du seigneur, ou autre souveraine et compétente tenue et décrétée de droit. Autrement, sans appréhension par relief, mise de fait et par dessaisine et saisine, nul ne peut valablement par succession ny autrement transmettre ne transporter héritages de son chef en autre personne ».

La Coutume n'est pas non plus Coutume souchère, mais de côte et ligne (1).

Elle est aussi d'égalité. Les commentateurs, surtout ceux de la fin du XVIII^e siècle, ont loué ce caractère spécial. Les Cotteries, en succession directe, se partagent également entre les enfants, sans acception d'aînés ni de puînés. Il s'en faut cependant que nous soyons en présence d'une coutume de complète et parfaite égalité. L'aîné des enfants emporte pour sa part de succession les quatres quints des fiefs. Et ce n'est pas là le seul point réputé odieux par les auteurs. Au reste, au XVIII^e siècle, il y a comme un duel permanent entre les partisans du principe d'égalité et

(1) Art. 108.

les tenants de la tradition qui se refusent à bouleverser les vieux usages.

Les Coutumes d'Artois présentent des particularités qui leur assurent une véritable originalité. Elles ont gardé des étrangetés juridiques, telle que le refus d'admettre la représentation, même en ligne directe, jusqu'à la veille de 1789. C'est sur ces points particuliers à la Coutume d'Artois que portera surtout notre étude.

Nous l'avons divisée en quatre parties d'inégale longueur. Nous traiterons : 1^o *des personnes appelées à succession*, 2^o *des biens objets de la succession*, 3^o *des garanties accordées à l'héritier*, 4^o *de l'acceptation et du partage de l'hérédité avec le règlement de ses charges*.

Les Coutumes ne présentent aucune division nette ; les articles y sont jetés sans ordre. Brunel(1) constate qu'elles sont « remplies d'obscuritez, d'équivoque et même de contradictions. » Il ajoute : « cette Coutume fut rédigée avec une extrême négligence, car, non seulement, il n'y fut gardé que très peu d'arrangement dans l'ordre des matières, mais encore il s'y trouve dispersé pêle-mêle, plusieurs anciennes décisions qui, selon l'usage moderne, devoient être corrigées : et de plus, il s'y trouve beaucoup de dispositions semblables et répétées, sur quelques sujets différens, tandis que la dite Coutume est restée muette ou défectueuse, ou mal expliquée en quantité de points des plus importants. »

Ces difficultés d'analyse qui ont fait le désespoir de tous les commentateurs anciens et modernes de la Coutume d'Artois expliqueront en partie peut-être les défauts de plan de cette modeste étude.

(1) *Projets proposez pour la réformation des Coutumes d'Artois*.

TITRE I

Les personnes

CHAPITRE I

Les Enfants.

La représentation.

« La coutume d'Artois, dit Roussel de Bouret (1), n'appelle à la succession directe descendante que les enfants du défunt, au défaut d'enfants ses petits-enfants, au défaut de ceux-ci les arrière petits-enfants. »

Elle rejette donc toute représentation, même en ligne directe. « La représentation, dit Maillart (2) est un bénéfice qui admet à la succession d'un défunt, un parent éloigné concurremment avec un qui est plus prochain », ou encore c'est « une subrogation faite en certains cas des enfans à la place de leurs ascendans morts naturellement ou civilement, à l'effet de leur déférer la portion d'une hérédité, que ces ascendans auroient eue, s'ils avoient été vivants civilement au jour de l'ouverture de cette succession. »

(1) Tome 1^{er}, p. 332.

(2) Sur art. 93.

L'Artois a eu trois rédactions de ses coutumes. Et chaque fois revient cet article qui ne laisse place à aucune discussion : « Représentation n'a lieu en matière de succession. » C'est l'article 60 de la rédaction de 1509, l'article 63 de l'homologation de 1540 et l'article 93 de l'homologation de 1544 qui est demeuré la loi générale de la Province, confirmée par Décret de Charles Quint.

Cet article a soulevé les colères de nombreux commentateurs.

Bauduin, cité par Maillart, estime cette disposition « assez inique et contre toute raison de droit. » Roussel de Bouret, très bref sur la non représentation, trouve sévère la règle de l'article 93, même tempérée par le rappel à succession. Desmasures en son manuscrit (1) cite, en l'approuvant, Dumoulin qui qualifie de « barbarie » la coutume de non représentation. Il donne comme origine à cette barbarie qu'on a voulu par là contenir les enfants de famille en leur devoir, ils ne doivent « *contrahere matrimonia et generare nepotes sine consensu parentum.* » Desmasures fait remonter la coutume de non représentation à Philippe VI de Valois et à l'arrêt du Parlement qui attribua l'Artois à Mahaut, au détriment du comte Robert.

Maillart n'a pas apprécié l'absence de représentation, mais il s'est efforcé de justifier l'article 93 en le représentant, non comme une sorte d'exception et à la loi naturelle et à la loi générale des français, mais comme un souvenir « de l'ancien usage de la France, où la représentation n'avait ordinairement pas lieu, tant en directe qu'en collatérale. » Il explique l'établissement même de cet usage, par ce fait que les Francs n'étant plus soumis à l'empire romain, la constitution de

(1) Titre II, titre VIII, *Représentation.*

Justinien réglant la représentation n'avait pas été généralement adoptée.

Sans suivre aveuglément le sentiment de Maillart, on peut dire cependant que la coutume d'Artois n'apparaît pas comme une sorte de monstre juridique. Pothier ne voulait connaître que quatre coutumes excluant la représentation, c'était : Ponthieu (art. 3), Boullonnois (art. 76), Artois (art. 93), et Hainaut (chap. 90, art. 5).

Cette proposition n'est pas exacte. Il faut y adjoindre les coutumes de la gouvernance de Douai, chapitre 2, art. 15 ; de Saint-Amand, art. 133, et de Mortagne en Tournaisis ; au titre des successions, art. 2.

Quant à la coutume de Haynaut, elle ne doit pas être classée parmi celles excluant absolument la représentation. Les Chartres générales de cette province portent en effet, à l'endroit cité par Pothier : « Représentation n'a lieu en succession de fief non plus en ligne directe que collatérale. » La représentation n'est donc proscrite qu'en successions féodales.

Mais, toutes les coutumes locales d'Artois ne sont pas unanimes à rejeter la représentation.

Bultel les a ainsi notées (1) :

« Celle d'Ham (village) décrétée en 1770 qui accorde la représentation en ligne directe et collatérale, aux termes du droit (art. 5) (2).

« Celle du pays de Langle, décrétée en 1586, qui ne l'accorde que pour les petits-enfants, en la succession de leur ayeul, paternel ou maternel, et pour les neveux ès successions d'on-

(1) BULTEL, p. 414 et 415.

(2) « *Item*, en matière de succession en ligne directe représentation a lieu et aussy en ligne collatérale, tellement que les nepveux partissent avec l'oncle. »

cles ou tantes, quant aux meubles et aux héritages cottiers seulement. » (Art. 50) (1).

« Celle de Saint-Omer (bailliage), décrétée en 1743, qui l'accorde en ligne directe et collatérale aux termes de droit, seulement pour tous les biens qui ne sont pas fiefs. (Art. 24) (2).

« Celle de Saint-Omer (ville), qui porte la même disposition. » (Art. 16.)

« Celle de Brédenarde (art. 15) qui, pour les héritages patrimoniaux, accorde la représentation en ligne directe et collatérale jusqu'à l'infini. » (3)

« Celle de Tournehem (art. 7), qui l'accorde de même, mais à tous égards. » (4)

« Celle d'Aire (bailliage), art. 33 (5), qui déclare qu'il y aura représentation en ligne directe, et en collatérale, aux termes de droit pour toute espèce de biens.

Cette disposition fut appliquée dans le ressort de la ville d'Aire elle-même, bien qu'elle ne figure pas aux coutumes

(1) « BULTEL, représentation a lieu ès successions mobilières et héritages cottiers, en telle manière que leurs neveux ou nieces succèdent en représentant leur père ou mère ès successions de leur grand père ou grande mère, oncles ou tantes et n'a représentation lieu en plus lointain degré. »

(2) Art. 24 : « en ligne directe, représentation a lieu à l'infini et en ligne collatérale, aux termes de droit et non au-delà, et ce pour toutes sortes de biens, sauf et néanmoins excepté pour les biens tenus en fiefs, si autrement il n'y avoit rappel à succession pour les dits biens tenus en fiefs, soit par les contrats de mariage, soit par autres actes d'entre-vifs ou par dispositions testamentaires ou de dernière volonté. »

(3) Art. 15 : Par la dite coutume, les héritages patrimoniaux suivent cette et ligne, et a représentation lieu, tant en directe qu'en collatérale, jusques à l'infini.

(4) Art. 7 : Par la dite coutume, la représentation a lieu à l'infini tant en directe qu'en collatérale tant pour les meubles, cateux, qu'héritages.

(5) Art. 33 : « Par la coutume de ce bailliage et chatellenie, à l'avenir, représentation aura lieu en ligne directe jusqu'à l'infini et en ligne collatérale aux termes de droits et non au delà et ce pour succéder en toutes sortes de biens, soit féodaux, cottiers, meubles, acquêts et autres, et exercer par les représentants le droit qu'auroient eu les représentés. »

particulières de la ville. Elle fut appliquée, en vertu du renvoi que fait la coutume d'Aire, pour les cas dont elle ne décide point, aux coutumes du bailliage.

Celles d'Arras ville (art. 5) et de la cité d'Arras (art. 3) (1), introduisent de même la représentation, lorsqu'elles sont décrétées en 1745.

De même la coutume de la ville et bailliage de Bapaume (art. 14) (2) l'introduit en ligne directe et collatérale, aux termes de droit, pour toutes sortes de biens.

La coutume du pays de Lallœu admet en son article xvi (3) la représentation en ligne directe et en collatérale aux termes de droit. L'attachement du pays à cet article était tel que, lorsque les gens de Lallœu, au temps où parurent les dernières coutumes décrétées (1745), abandonnèrent leurs usages locaux pour suivre la coutume générale, ils gardèrent l'article posant le principe de la représentation.

La coutume de la ville, banlieue et échevinage de Lens admet, elle aussi, en son article 8 (4), la représentation.

« Toutes ces coutumes, dit Bultel (5), n'opèrent que pour les biens qu'elles régissent, car, elles sont réelles ; elles ne sont que des exceptions au droit général de la province : *« consuetudines clauduntur territorio. »* De sorte qu'il n'y a

(1) Art. 5 ou 3 : Dans la ville, loy, banlieue et échevinage d'Arras, à l'avenir la représentation aura lieu en ligne directe à l'infini, et en ligne collatérale, aux termes de droit et non au delà.

(2) Art. 14 : Par la même coutume de la ville et bailliage de Bapaume, à l'avenir représentation aura lieu en ligne directe à l'infini, et en quelque degré que ce soit, et en ligne collatérale aux termes de droits et non au delà.

(3) Art. 16 : De tous temps, au dit pays, représentation a lieu à l'infini en ligne directe, et en ligne collatérale aux termes de droits.

(4) Dans la ville, banlieue et échevinage de Lens, à l'avenir, la représentation aura lieu à l'infini en ligne directe, et en ligne collatérale aux termes de droits,

(5) BULTEL, page 417.

qu'environ le quart de l'Artois pour la représentation dans les sens différens qu'on vient d'indiquer, et les trois autres quarts ou environ tiennent bon sur la non représentation ; car depuis le bailliage de Bapaume jusqu'aux limites les bailliages d'Aire, de Saint-Omer et du pays de Lallœu, toute la province, à la seule exception des villes d'Arras, de la cité d'Arras, de Lens et du village d'Ilan, excluent la représentation ; ce qui comprend : les bailliages d'Arras, d'Avennes-le-Comte, de Béthune, d'Hénin-Liétard, d'Hesdin, de Lens, de Lillers, de Saint-Venant, le comté de Saint-Pol, la principauté d'Epinoy, les lieux dépendant de la régale de Thérouanne, des juridictions du chapitre d'Arras, du chapitre de Saint-Amé de Douay, des abbayes de Saint-Vaast d'Arras et de Blangi en Ternois, des Châtellenies d'Havrincourt, d'Houdain, d'Oisy et autres endroits y enclavés, où *la représentation n'a lieu*.

Mais dans la coutume générale, le principe fameux de la non représentation est-il, comme le croit Maillart, une survivance des anciens usages des Francs ? La question n'est plus aujourd'hui discutée : la non représentation est d'origine germanique.

D'aucuns ont voulu que ce principe fut gouverné par cette idée : que le possesseur de fief fut toujours en mesure de rendre à son suzerain tous les services féodaux, ceux de guerre comme ceux de plaid. Mais, en Artois, la non représentation s'applique même aux biens roturiers. Maillart a donné de cette « barbarie », comme disait Dumoulit, une explication strictement juridique. C'est, dit-il, une application complète de la maxime : *le mort saisit le vif, son hoir le plus proche* ; le fils étant pour le défunt plus proche que le petit-fils. A cela, on peut répondre que la représentation n'a d'autre but que de

mettre le petit-fils au rang du fils. Maillart cite à l'appui de son dire Pasquier : « Pasquier, un des meilleurs antiquaires que nous ayons, dit précisément que vers l'année 1341, il n'y avait pas encore de représentation en directe et par conséquent qu'on n'y avait point encore dérogé à la règle générale « le mort saisit le vif. » (1)

A cette date de 1341, la représentation n'existe pas en Artois. Car, si le recueil connu sous le nom de *Coutumier d'Artois* est muet sur la question, plusieurs cas célèbres prouvent que le principe de non représentation avait en ce moment force de loi. C'est d'abord la succession du comte de Saint-Pol en 1232, que Maillart rapporte ainsi : « Du mariage de Gaucher III de Châtillon, et d'Elisabeth, comtesse de Saint-Pol, fille aînée et principale héritière de Hugue camp d'Avène célébré en 1196, vinrent trois enfants : 1. Gui de Châtillon I^{er} ; 2. Hugues de Châtillon II ; 3. et Isabeau de Châtillon. Gaucher III décéda en 1219. Gui de Châtillon I^{er} fils aîné fut tué devant Avignon en aoust 1226 et laissa deux enfants d'Agnès de Douzy sa femme : 1^o Gaucher IV, 2^o Yolande. Elisabeth de Saint-Pol, mère des trois enfants, du chef de laquelle venoit le comté de Saint-Pol, ne décéda qu'en 1232. En conséquence de la règle : *le mort saisit le vif, son plus prochain*, et faute d'admission de la représentation directe, Gaucher IV ne succéda pas à son ayeule paternelle, dans le comté de Saint-Pol, mais cette seigneurie fut dévolue et recueillie par Hugue de Châtillon second fils d'Elisabeth de Saint-Pol. »

La question fut posée de façon plus solennelle encore pour la succession de l'Artois lui-même, à la mort de Robert II d'Artois, tué à la bataille de Courtrai, le mercredi 11 juillet

(1) MAILLART sur l'art. 93.

1302. De son mariage avec Aimée de Courtenay, Robert eut deux enfants : Philippe et Mahaut. Philippe d'Artois, qui épousa Blanche de Bretagne, mourut avant son père, le 11 septembre 1298, des blessures qu'il avait reçues à la bataille de Furnes, le 17 août 1297. Il laissait comme enfants : Robert III, comte de Beaumont-le-Roger ; Marguerite, femme de Louis de France, comte d'Evreux ; Jeanne d'Artois, comtesse de Foix et Marie, comtesse de Namur. Etant donné que la représentation n'existait pas en Artois, Mahaut succéda à son père Robert II au comté d'Artois excluant son neveu Robert III. Robert prétendit l'Artois, du chef de son père. Par jugement arbitral rendu à Asnières, le 9 octobre 1309 par Philippe IV le Bel, Robert fut débouté, lorsqu'il eut été justifié par devant le roi que la représentation n'existait pas en Artois. Robert ne se tint pas pour battu et renouvela son procès sous le règne de Philippe V. La tante et le neveu s'en rapportèrent au roi. En plein parlement, le roi adjugea encore à Mahaut le comté d'Artois. Cet arrêt fut, du consentement des parties, homologué au parlement au mois de mai 1318. Robert lui-même consentit à l'exécution de l'arrêt le dimanche de devant l'Ascension le 28 mai 1318. »

Le principe de la non représentation reproduit dans les trois éditions de nos coutumes demeura en vigueur presque jusqu'aux dernières années de l'ancien régime. En 1556, un édit de Henri II avait introduit la représentation dans le royaume. Mais, cet édit ne fut jamais enregistré. Au reste eut-il eu force de loi en France, qu'il n'eut pu s'appliquer en Artois. Car, depuis la paix de Cambrai, en 1529, l'Artois était complètement détaché de la couronne.

L'article 93, interdisant la représentation même en ligne directe, survécut donc dans la coutume générale jusqu'à la fin

de l'ancien régime. Il fut atténué en 1775 mais ne disparut pas complètement. Pourtant, il avait subi bien des attaques. Les commentateurs avaient tous demandé sa suppression. Brunel, spécialement, fut le principal tenant de la représentation. Il demandait, avec la révision de la coutume, l'abrogation de l'article 93 et consacra même un volume à la refonte complète de la coutume. L'affaire n'aboutit point.

La représentation fut introduite cependant subrepticement à la faveur d'un incident très minime et après bien des protestations. Les habitants de la bourgade de Pernes étaient régis par une coutume qui n'avait jamais été homologuée. Ils demandèrent donc à être soumis à la coutume générale. Mais, leur usage particulier admettait la représentation en directe et en collatérale. La coutume de Saint-Pol, à laquelle on eût pu faire appel, était, comme la coutume générale exclusive de représentation.

Les juristes de l'assemblée, spécialement les représentants du tiers-état, jugèrent l'occasion propice pour introduire en Artois la représentation et prièrent les députés à la cour d'obtenir du roi des lettres patentes changeant sur ce point la coutume générale. Ces lettres-patentes révisant ce point devenu odieux furent données à Versailles, au mois d'avril de l'an de grâce 1773 et enregistrées à Arras, au Conseil supérieur, le 7 décembre 1773 (1).

En mars 1774, le roi confirma par un édit ses lettres-patentes de l'année précédente (2). En même temps, il tranchait un autre point de droit connexe à la représentation de rapport à succession que nous étudierons plus loin.

La question paraissait réglée : la volonté royale s'étant

(1) Voir documents justificatifs. Pièce n° I.

(2) Voir documents justificatifs. Pièce n° II.

exprimée à deux reprises. Mais, cette double intervention elle-même éveillait les susceptibilités et les défiances de la province, spécialement de la noblesse. Dans l'assemblée à la main qui se tint à Arras le 15 juin 1774 et qui préparait l'assemblée générale de novembre, les commissaires de ce corps, le second de la Province, protestèrent contre l'édit et les lettres-patentes. Ils considérèrent l'intervention royale comme une atteinte portée aux privilèges de la province. Ils montrèrent même leur désolation de ce que les Etats avaient paru prêter leur concours à ce petit coup d'Etat perpétré par la royauté. Mais les commissaires estimaient avec juste raison qu'il était impossible de restaurer complètement ce qui avait disparu. Ils se bornèrent donc à demander que la représentation ne fût admise que pour les meubles, cateux et biens roturiers, mais que l'art. 93 demeurât en vigueur, en ce qui concernait les successions féodales.

Ce mémoire (1) est signé de MM. le marquis de Coupigny, le baron de Wismes, le marquis de Verquigneul, le comte de Brandt de Marconne, le comte Chanteraine, le marquis de Salperwick et le marquis de Croix. Le corps du clergé à qui il en fut donné lecture estima qu'il fallait « supplier Sa Majesté « de surseoir à l'exécution des lettres-patentes du mois d'avril « 1773 et édit du mois de mars 1774, jusqu'à ce qu'il ait été « statué par Sa Majesté, sur les représentations du corps de « la noblesse. Le corps de la noblesse a adopté l'avis du clergé. « Le corps du tiers-état déclare que la présente assemblée « n'est point compétente pour prendre connoissance de cette « affaire. » (2)

La question revint à l'assemblée générale de 1774. La No-

(1) Voir documents justificatifs. Pièce n° IV.

(2) Archives départementales, série C. (Etats d'Artois).

blesse tout entière, suivant l'avis de ses commissaires à l'Assemblée à la main qui avait précédé, avait déjà adressé au Roi un mémoire demandant une transaction et auquel il allait être fait droit dans l'Edit de 1775. Il y eut toutefois division entre les trois ordres. Les deux premiers ordres firent adopter la motion suivante : « Résolu de charger MM. les Députés
« ordinaires et à la Cour de demander la révocation des lettres-
« patentes du mois d'avril 1773 et de l'édit du mois de mars
« 1774, qui ont changé un point de la coutume générale de la
« province sans que les formalités en pareil cas requises, aient
« été observées (1); au surplus de nommer une commission
« de deux membres de chaque corps, qui s'occupera des
« moyens de remplir les vœux de tous les ordres relativement
« à cet objet, pour en rendre compte à l'assemblée générale
« prochaine, auquel effet le corps du clergé a nommé M.
« l'abbé de Saint-Vaast et M. d'Incourt, prévôt de la Cathé-
« drale d'Arras, le corps de la noblesse M. le comte de Mar-
« conne et M. d'Aix de Remy. » (2).

Le tiers-état refusa de suivre les deux autres corps et ne nomma pas de commissaires. Il prend alors cette résolution :

« Attendu que la représentation est conforme au vœu de la
« nature et d'ailleurs au vœu le plus général du peuple de
« cette province, manifesté par la stipulation du rapel dans
« la plupart des contrats de mariage, consigné dans les pro-
« cès-verbaux des nouvelles rédactions des différentes cou-
« tumes de cette province ; que le rapport (rapport à succes-
« sion que nous étudierons plus loin) établi par l'édit du
« 22 mars 1774, est nécessairement lié au droit de représenta-

(1) Archives départementales, série C. (Etats d'Artois).

(2) Voir *Mémoire des Etats*, pièces justificatives n° V.

« tion ; qu'il résulteroit de la révocation ou de la surséance
« des dites loix les plus grands inconvénients dans les
« familles qui ont contracté sous leur foi, le corps du tiers-
« état en adhérant à la résolution de l'assemblée générale
« déclare s'opposer à toute résolution contraire ; ajoute :
« MM. les députés à la Cour voudront bien se conformer à la
« résolution de l'assemblée générale dernière qui prescrit la
« conduite qu'ils seront dans le cas de tenir. » (1)

L'assemblée générale de 1773 à laquelle le tiers prescrit aux députés à la cour de se référer, considère comme « finie » l'affaire de la représentation. C'est donc enjoindre aux députés de considérer comme définitivement entrées dans le droit les lettres-patentes de 1773 (2).

Le conflit aboutit à une transaction. L'assemblée à la main de 1775 se range à l'avis suivant : « Résolu d'autoriser MM. les
« députés ordinaires et à la cour à demander une déclara-
« tion portant que la représentation et le rapport auront lieu
« en Artois et que néanmoins les biens fiefs possédés par la
« noblesse en seront exceptés, au surplus de solliciter l'enre-
« gistrement de la dite déclaration au Parlement. Le corps
« de la noblesse a déclaré qu'il ne peut prendre de résolution,
« attendu que cette assemblée n'est pas compétente pour déli-
« bérer sur cet objet. » (3)

Mais, ce ne fut là qu'une bouderie de pure forme. Au mois d'août suivant, un édit royal, enregistré au Parlement le 29 de ce mois, sanctionnait les résolutions des Etats et fixait désormais le droit en matière de représentation. Il introdui-

(1) Archives départementales, série C.: Etats d'Artois. Liasse Coutumes (non cotée).

(2) Archives départementales, série C.: Etats d'Artois. Liasse Coutumes (non cotée).

(3) Archives départementales, série C. Etats d'Artois.

sait, en somme, dans la coutume générale, la disposition de la coutume spéciale de Saint-Omer, notée plus haut.

L'édit (1) ordonnait (article II) : « les dispositions des articles 93 et 118 (article visant le retrait des fiefs ou l'achat du fief du vassal par le suzerain) de la coutume générale d'Artois, continueront d'être observées dans notre province d'Artois, à l'égard des biens fiefs possédés par les personnes nobles, et de ce qui en dépend, sans préjudice de l'exécution des coutumes particulières de notre dite province, dûment autorisées, qui auront admis la représentation pour les dits biens fiefs. »

« Article III : A l'égard de tous les autres biens, la représentation aura lieu nonobstant la disposition de l'article 93 de la dite coutume générale, et dans toute l'étendue de notre province d'Artois, à l'infini, en ligne directe et en ligne collatérale, aux termes de droit (2) et ce à compter du 1^{er} janvier 1774. »

L'affaire de la représentation était terminée et il semblait qu'elle ne dut pas plus longtemps préoccuper les Etats. Mais, la forme même dans laquelle l'édit avait été publié dans la province, fut considérée comme un attentat à ses privilèges.

L'arrêt d'enregistrement du Parlement portait en effet « que l'édit sera enregistré pour être exécuté selon sa forme et teneur et copies collationnées d'icelui envoyées au conseil provincial d'Artois et aux gouvernances, bailliages et officiers municipaux d'Artois pour y être lu, publié et enregistré. » (3)

Les Etats affirment que « ces loix ne peuvent avoir lieu dans

(1) Pièces justificatives n° IX.

(2) C'est-à-dire les enfants des frères et sœurs *Du de Cujus*, conformément à la Nouvelle 118.

(3) Archives départementales, série C.

« la province qu'elle n'aient été vérifiées, regitrées et publiées
« au Conseil provincial. Elles ne peuvent être regitrées dans
« les juridictions de la dépendance du conseil provincial
« qu'après son enregistrement et qu'en conséquence de son
« envoi : autrement les constitutions de la province ne pour-
« roient subsister ; elles seroient à chaque instant ébranlées
« et bouleversées ; des loix contraires à celles du pays, à ses
« mœurs, à ses statuts, à ses maximes, s'introduiroient cha-
« que jour ».... (1)

Mais, la protestation ne change rien aux dispositions du pouvoir central. A l'assemblée générale de 1776, il est « résolu
« de continuer les « représentations conformément à la
« résolution de l'assemblée générale dernière. » (2)

La protestation est renouvelée en 1777. On a alors une lueur d'espoir. Les représentations des Etats ont été communiquées par le garde des sceaux à M. le procureur général au Parlement pour avoir son avis. Les trois ordres déclarent donc que
« MM. les députés à la cour feront en sorte que cette affaire
« ne tardera pas à être décidée ».

Mais la lutte sur cette question de l'enregistrement des édits ne devait pas finir. D'année en année, presque, les mêmes représentations se renouvellent, mais toujours sans effet, jusqu'à ce que le cataclysme de 1789 emporte à la fois la monarchie et les Etats.

(1) Archives départementales, série C.

(2) Archives départementales, série C.

CHAPITRE II

Le rappel à succession.

Existence du rappel.

Si la représentation est proscrite par la loi, il est loisible à l'homme de corriger son âpreté, Dumoulin dirait sa barbarie. La coutume admet en effet le rappel à succession, très usité en Artois. (1) Ce n'est pas que la coutume s'explique en un article spécial au sujet du rappel. Deux coutumes locales l'ont cependant mentionné : la coutume de Saint-Omer (bailliage) qui n'admet pas la représentation en matière de fiefs s'exprime ainsi en son article XXIV : « En ligne directe, représentation a lieu à l'infini, et en ligne collatérale, aux termes de droit et non au-delà, et ce pour toutes sortes de biens, sauf et néanmoins excepté pour les biens tenus en fiefs, si autrement il n'y avoit *rappel à succession* pour les dits biens tenus en fiefs, soit par les contrats de mariage, soit par autres actes d'entre-vifs ou par dispositions testamentaires ou dernière volonté. »

(1) Pothier au tome II de ses œuvres posthumes (p. 103) le définit ainsi « le rappel est un acte par lequel une personne supplée à la loi qui n'a point ordonné la représentation, en ordonnant qu'en cas de prédécès de quelqu'un de ses héritiers présomptifs, les enfants de cet héritier présomptif prédécédé le représentent. »

L'article XVI de la coutume de la ville de Saint-Omer est conçu exactement dans les mêmes termes.

Ces mentions explicites du rappel ne sont que les échos de l'usage général qui avait lieu lorsque le principe de la représentation n'était pas encore passé dans les lois.

Ainsi, le chapitre 10 du livre II des formules de Marculphe nous offre le modèle d'un acte par lequel un pere rappelle à sa succession les enfants de sa fille défunte et veut qu'ils y prennent la part que leur mère aurait dû y avoir : « *Sicut genitrix vestra, si superstes fuisset, ita et vos cum avunculis vestris succedere faciatis.* »

Un recueil vulgairement attribué à Jean des Marès qui aurait écrit dans la seconde moitié du XV^e siècle, avant la première rédaction de la coutume de Paris, porte dans sa décision 238 : « *Item, représentation n'a point lieu en ligne collatérale, ni directe, si ce n'étoit qu'au traité de mariage qu'aucun feroit de sa fille ou de son fils à autre, fut expressément dit et accordé que ès enfans d'iceux fils ou fille d'icelui mariage, eut lieu représentation en la succession de leur aïeul ou aïeule, père et mère de leurs dits père et mère.* » (1)

Tous les commentateurs de la coutume ont admis le rappel : Maillart n'en discute même pas la légalité.

Brunel dans ses *observations*, au mot « représentation » dit qu'il est « sans difficulté que dans les coutumes qui portent « que la représentation n'a lieu, aussi bien que dans celles « qui n'en parlent pas, on peut y suppléer au moyen du rappel. »

Duchesne sur l'article 8 de la coutume de Ponthieu s'exprime ainsi : « notre coutume n'étant point conçue en termes prohibitifs, et ne disant point que représentation ne peut avoir lieu, la disposition de l'homme peut faire cesser celle de la loi par

(1) GUYOT ; au mot *rappel*.

une représentation conventionnelle. » L'article 75 de la coutume du Boulonnais conforme en tous points à l'article 8 de la coutume de Ponthieu est interprété par Dumoulin en faveur du rappel.

M. le Camus d'Houlouve, en son commentaire « sur la coutume de Boulonnais » (1) dit également que le « rappel supplée en Boulonnais le défaut de représentation. »

Christin qui se pose la question : peut-on suppléer par le rappel au défaut de représentation, cite pour l'affirmative le conseil 231 du président Everard et dit qu'il en a été ainsi jugé au grand Conseil de Malines le 14 janvier 1595, entre Guillaume et Jean Caulier.

Le rappel existe donc, et il existe dès le XIV^e siècle, puisqu'il intervient dans la querelle entre Mahaut comtesse d'Artois et son neveu Robert III. Celui-ci arguait : « 1^o que par le « traité de mariage de Philippe d'Artois et de Blanche de « Bretagne, il avoit été accordé que le comté d'Artois appar-
« tiendrait à Philippe et à ses enfants, en cas qu'il décédât
« avant son père. 2^o Que ces lettres avoient été fourfaites ou
« supprimées par Mahaut. »

On sait que des lettres fausses, chargées de sceaux véritables, furent produites par Robert et ses témoins. Le procès se termina par la confusion de Robert III, condamné au bannissement par sentence rendue à Asnières-sur-Seine le 19 mars 1331. Des lettres du 7 mars 1336 le déclarèrent ennemi mortel du roi de France. Jeanne de Divion, principale complice du comte, fut brûlée vive à Paris, le 6 octobre 1331. La suivante, Jeanne du Pré Desquenens, fut également condamnée au bûcher le 27 mai 1335, le lundi avant l'Ascension.

(1) Tome II, page 369.

Comment rappeler à succession ?

Il y a plusieurs façons de suppléer au défaut de représentation, tant en directe qu'en collatérale, *intra terminos juris*.

Le premier moyen et le plus sûr est d'insérer dans le contrat de mariage de l'enfant la cause du rappel ; le second consiste à le faire figurer dans un acte entre vifs ou dans un testament. Il a même été soutenu avant l'ordonnance sur les donations, de 1731, que toute indication de volonté en faveur du rappel pouvait être considéré comme étant un rappel véritable.

Pour rappeler à sa succession dans un contrat de mariage, il suffit d'insérer dans l'acte ou en fin de l'acte la clause de du rappel pouvait être considérée comme étant un rappel conventions matrimoniales.

Nos principaux auteurs et Maillart à leur tête, ont estimé que cette clause insérée dans un contrat de mariage valait institution contractuelle.

Voici comment s'en exprime Maillart en ses notes sur l'article 33, n° 110 et suivants : « Il y a des auteurs de poids, qui
« tiennent que le rappel fait en contrat de mariage ne donne
« que la successibilité, c'est-à-dire la faculté de renoncer, ou
« d'accepter la succession du rappellant, dont on étoit exclu
« par la coutume. Cependant la faveur des mariages l'a em-
« porté sur la vérité, et l'on a considéré le rappel fait en un
« contrat de mariage, comme une véritable institution con-
« tractuelle d'héritier, laquelle n'empêchoit pas la vérité, de
« disposer entre-vifs, comme leur bon père de famille, ni
« même de faire des legs particuliers raisonnables, mais qui
« lioit les mains à l'égard des dispositions universelles ; car
« elles sont présumées faites en fraude de l'institution. » « Sur
« ces principes : 1° le rappel fait en contrat de mariage casse

« le testament antérieur du rappelant, à moins qu'il ne soit
« nommément ou par équipolence repris dans le contrat de
« mariage. »

« Jugé à la cinquième, au rapport de M. de la Mouche, le
« 30 juin 1702, en confirmant la sentence du 3 décembre 1700
« rendue au Conseil d'Artois.

« Un arrêt du 1^{er} septembre 1735 rendu à la troisième au
« rapport de M. Davy, en infirmant la sentence du conseil
« provincial d'Artois, datée du 27 novembre 1728, a déclaré
« que le rappel contractuel valoit institution.

« Le rappel fait en contrat de mariage empêche le rappel-
« lant de faire des dispositions universelles ou considérables
« au préjudice des rappelez.

« Jugé à la seconde au rapport de M. le Fouin le 14 aoust
« 1703. Cet arrêt ordonne à la vérité l'exécution d'une sen-
« tence du conseil provincial d'Artois du 3 aoust 1694 qui
« faisoit distraction du quint datif et de trois années de re-
« venu ; mais il n'y en avoit point d'appel et l'on n'avoit pas
« agité la question de sçavoir si le rappel empêchoit de dispo-
« ser des biens libres.

« Dans le même contrat de mariage, le rappelant pourroit
« pourtant déclarer qu'il ne pretend pas se lier les mains par
« le rappel ; mais qu'il rappelle seulement, pour venir à sa
« succession, en l'état où elle se trouvera au jour de son
« décès ; ses dettes et ses legs même universels acquittés ; ce
« qui ne seroit qu'un règlement *ab intestato* qui ne lie point
« les mains au rappelant. »

« Brunel, en ses observations, a suivi complètement l'opi-
« nion de Maillart.

Hébert en son commentaire sur l'art. 93 admet que la clause
de rappel insérée dans un contrat de mariage vaut institution

contractuelle dans une certaine mesure seulement. Il dit notamment : « le rappel fait par contrat de mariage fait lieu d'institution contractuelle pour les biens dont on ne peut pas disposer suivant la coutume ».

Il cite un arrêt de la chambre des enquêtes du 14 août 1703 qui établit que « le rappel fait en contrat de mariage empesche « le rappellant de faire des dispositions considérables au « préjudice du rappellé ».

« Une simple cause de représentation ou de rappel insérée « dans un contrat de mariage, soit à l'endroit des portemens, « soit par une clause séparée des portemens par rapport à la « coutume d'Artois qui rejette la représentation en directe et « collatérale, n'empesche pas le rappellant de disposer de ses « biens libres à l'exclusion du rappellé en faveur des autres « héritiers. » (Arrêt en ce sens de la 2^e des enquêtes du 5 septembre 1706 confirmant une sentence du conseil d'Artois du 9 février 1705.)

Roussel de Bouret combat la thèse soutenue par Maillart et Brunel, à savoir que la clause de rappel inséré en un contrat de mariage vaut institution contractuelle. Son avis se rapproche assez de celui de M. Hébert. Sans tenir compte de l'arrêt rapporté par Maillart, il donne un avis très net sur la question : « Je tiens, dit-il (1), qu'en général, le simple rappel fait « dans un contrat de mariage, comme dans tout autre acte, « n'est qu'un règlement ab intestat qui n'empêche point de « disposer des biens libres, qu'il ne lie point les mains au rappellant, et qu'il n'a d'autre effet que de réparer le défaut de « représentation dans les coutumes où elle n'a lieu. A l'égard « de la représentation accordée par le contrat de mariage « dans une coutume qui l'admet, il n'est pas douteux qu'elle

(1) T. I, p. 336.

« ne vaille institution, parce qu'autrement, la clause n'opère-
« roit aucun effet, ce qu'on ne peut présumer avoir été dans
« l'intention des contractans ; mais, je ne saurais me rendre
« au sentiment de ceux qui veulent que le simple rappel fait
« par contrat de mariage, ait, dans les coutumes de non
« représentation, l'effet d'une institution contractuelle. Au
« reste, il est de la prudence du rappelant d'ajouter, pour
« prévenir toutes difficultés, que du rappel on ne pourra
« induire institution. »

Le rappel fait par contrat de mariage est le moyen ordinaire-
ment employé pour suppléer au défaut de représentation.
Mais, le rappel peut être institué d'autre façon. Il peut être
inscrit dans un acte de donation entre vifs, ou dans un testa-
ment. Dans ces deux derniers cas, il est essentiellement révo-
cable, alors que dans le contrat du mariage, il bénéficie de
l'immutabilité des conventions matrimoniales.

Le rappel était à l'origine si favorablement accueilli qu'il
suffisait pour le rendre valable d'une manifestation de volonté
en sa faveur faite en une forme quelconque, soit dans un
testament imparfait, un billet sous seing privé, une promesse
recueillie par des témoins, du moment que le rappelant
n'avait pas avant sa mort manifesté une volonté contraire.
Le rappel en effet n'est ni un legs, ni une donation. « Mais,
en sa faveur faite en une forme quelconque, soit dans un
acte qui lève un empêchement introduit contre le droit com-
mun, auquel toutes choses retournent facilement par la moin-
dre signification d'une volonté contraire de celui qui y a le
principal intérêt comme est au cas particulier celui de la suc-
cession duquel il s'agit. »

Dumoulin avait déjà établi la même thèse à savoir qu'on
peut par toutes sortes d'actes suppléer au défaut de repré-

sensation. Dans son apostille sur l'article 37 de l'ancienne coutume d'Amiens, il s'exprime ainsi : « *Nec opus est formula contractus, sufficit constare de consensu, vel simplici vocatione ad repræsentandum sive in testamento, vel codicillis, vel alias inter vivos.* » Il ajoute sur l'article 139 de la coutume de Blois : « *Ista est simplex declaratio quæ fieri potest coram duobus testibus, vel alias, dum modo constet.* » Tous les auteurs depuis Pothier jusqu'aux plus obscurs commentateurs des moindres coutumes, sont en ce sens.

Mais, est survenue l'ordonnance de 1731 qui dispose en son article III qu'il n'y aura plus à l'avenir dans le royaume « que deux formes de disposer de ses biens à titre gratuit dont l'une sera celle des donations entre-vifs, et l'autre celle des testaments et des codicilles. »

Cette ordonnance a-t-elle mis fin au régime de faveur dont jouissait le rappel en Artois ?

Roussel de Bouret qui écrit en 1771 déclare (1) encore à cette date : « Il suffit que la volonté du rappelant soit évidente et manifestée, que le rappel soit fait par écrit en quelque acte et quelque forme qu'il se trouve, pourvu que ce soit dans les degrés ordinaires de la représentation, aux termes de droit. » L'article 16 de la coutume de Saint-Omer rédigée en 1743 par M. Sever, conseiller à la Grand'Chambre du Parlement de Paris, homologuées par lettres patentes, porte que le rappel aux successions féodales peut se faire « soit par les contrats de « mariage, soit par *autres actes d'entre vifs*, ou par disposition testamentaires et de dernière volonté. »

La jurisprudence ne paraît pas s'être bien fixée sur ce point. Merlin cite un arrêt du parlement de Flandre du 11 août 1778. Cet arrêt intervenant dans des circonstances particulières, où

(1) Tome I, p. 333.

les principes n'apparaissent pas très nettement, ne semble pas avoir tranché la question.

Les effets du rappel.

Le rappel assimile notre coutume à celles qui admettent la représentation : « Et dans ce cas dit Roussel de Bouret (1) :
« faut tenir avec Hébert en son manuscrit sur l'art. 73, que
« le représentant a tous les droits qu'auroit eus la personne re-
« présentée, *quoad gradum et quoad personam*, et jouit par
« conséquent du droit d'aînesse qui auroit appartenu au dé-
« funt représenté. » Ce dernier point, ainsi que nous le verrons,
est sujet à controverses. Maillart, sur l'assimilation du rap-
pel à la représentation légale, s'exprime comme de Bouret (2).
« L'effet principal de l'accord de la représentation est de met-
« tre ceux qui sont éloignés à la place de leur auteur, qui étoit
« proche ; ainsi les rappelez succèdent par souches et non
« point par têtes, c'est-à-dire que les rappelez n'ont à eux tous
« que la même portion qu'auroit eue celui à la place duquel
« ils sont rappelez. »

« Et les rappelez partageront entre eux cette portion délé-
« rée, du chef du rappelant, parce qu'ils succèdent de leur
« chef : le rappel ne fait seulement que les rendre capables
« de succéder ; le rappel lève l'obstacle qui les empêchoit
« de succéder ; de sorte que, si c'est un ayeul ou un collaté-
« ral qui les ait rappelez, l'aîné des rappelez aura seul les
« fiefs.

« Quand les rappelez deviennent héritiers présomptifs, par
« le décès de ceux qui étoient plus proches qu'eux, le rappel
« cesse ; et sans avoir égard à la représentation, la succession

(1) Tome I, p. 333.

(2) Art. 93, n° 127.

« est partagée selon sa nature. Si cette succession est féodale, elle appartient pour le tout au plus âgé mâle de tous les petits-enfants (1) ; si elle est non féodale, la succession doit être partagée, même entre les petits-enfants, à compte de têtes et non par souches. »

La question la plus controversée en ce qui concerne les effets du rappel est celle de savoir si le rappel accordé aux enfants d'un fils ou d'une fille profitera par ricochet aux enfants des autres fils ou filles en faveur desquels nul acte n'aurait été passé. S'il est vrai que la non représentation ait été introduite en nos coutumes pour forcer les enfants à se conformer, lors de leur mariage, aux volontés des parents et à ne point leur donner de petits-enfants qu'ils ne veulent reconnaître, il faut admettre que le rappel ne se communique pas d'une cellule à une autre, d'un enfant à ses frères et sœurs. Le bénéfice du rappel sera subordonné à la volonté des parents rappellants qui pourront exclure tel enfant dans telle branche, telle branche tout entière.

La plupart des auteurs et aussi des arrêts ont traité le rappel beaucoup plus favorablement. Ricard, dans son *traité de la représentation* n° 42 dit que : « le rappel étant fait d'un des petits-fils, tous les autres, soit qu'ils soient de la même souche ou d'une autre en doivent profiter, parce que les coutumes qui rejettent la représentation en ligne directe, n'étant pas seulement contre le droit commun, mais aussi contre le droit naturel, il ne faut que la moindre ouverture pour ôter entièrement cette loi rigoureuse et inique à l'égard de tous ceux à qui elle peut servir d'obstacle, et qu'il faut aider par toutes sortes de voies cette représentation en ligne directe qui établit l'effet de la loi naturelle, qui doit répandre les

(1) En vertu de l'article 95.

« biens généralement dans tous les descendans, puisqu'ils
« n'ont point d'autre moyen de subsister que par les bien-
« faits qu'ils reçoivent de la part de leurs pères. »

Le Brun a été du même sentiment que Ricard.

Dumoulin, commentant l'article 139 de la coutume de Sen-
lis, cité un arrêt qui confirme la faveur dont jouissait
le rappel devant les tribunaux : voici comment Merlin (1) a
rapporté ses paroles : « La représentation en ligne directe
« n'avoit pas lieu dans l'ancienne coutume ; mais elle pouvoit
« être réservée, et l'étant en faveur d'un de ses enfans, elle
« était censée l'être pour tous. Il est arrivé qu'un fils avec qui
« il n'avoit point été stipulé de rappel, soit en le mariant, soit
« depuis, est mort avant son père, laissant des enfans. Dans
« la suite, le père a accordé le rappel aux enfans d'un autre
« fils qui est mort pareillement ; enfin le père est décédé lui
« même. Les fils vivans et les petits-enfans, rappelés vouloient
« exclure les petits-enfans, dont le père était mort avant le
« rappel. J'ai été d'avis qu'ils devoient tous être admis ensem-
« ble ; et il a été ainsi jugé par arrêt prononcé la veille de
« S^t Mathias 1545. »

Brunel a rapporté sur la question un jugement semblable
rendu par le conseil d'Artois. « Un homme, par son testament,
« ordonna que les enfans de sa fille décédée représenteroient
« leur mère pour venir en sa succession, à l'encontre d'un fils
« et d'une fille qu'il avoit encore vivans, partager également
« ses biens entre eux. Depuis le testament ainsi fait, la fille
« encore vivant lors d'icelui vint à décéder avant le testateur,
« laissant aussi des enfans, sans qu'à leur égard, le testa-
« teur ait fait aucune autre disposition. Question fut agitée
« de savoir si les enfans de la dernière fille décédée étoient

¹ (1) Guvot ; au mot Rappel à succession.

« en droit de prétendre dans la succession de leur père grand
« la part et portion qu'y auroit eue leur mère si elle avoit
« vécu ; et un jurisconsulte de poids assure dans son manus-
« crit qu'il a été jugé pour l'affirmative par sentence rendue
« au conseil d'Artois, confirmative de celle rendue au magis-
« trat d'Arras *ex presumpta mente testatoris*, lequel ayant
« voulu suppléer au défaut de la coutume, en faveur des
« enfans de sa première fille décédée, n'est pas présumé avoir
« eu moins de dilection pour ceux de son autre fille vivante
« au temps de son testament ; laquelle dit-on, étant instituée
« héritière, sa part héréditaire a été adjugée à ses enfans ; ce
« qui paraît très juste, car quoique les héritiers plus proches
« doivent exclure les plus éloignés au jour du décès du testa-
« teur, cela doit s'entendre d'une succession ab intestat, et
« non pas quand il y a partage par testament ou autrement ;
« parce que pour lors, tel partage doit équipoller ou à une
« institution ou du moins à un rappel, selon la volonté pré-
« sumée du testateur. »

Maillart est le seul jurisconsulte considérable qui ait critiqué cette doctrine. Il s'exprime ainsi en son commentaire de l'art. 93, n° 129 et suivans : « Le rappel a paru si favorable
« en directe, que quelques-uns ont tenu que le rappel fait
« d'une seule personne, devoit être étendu à tous ceux de la
« même cellule, même non rappelez. Mais, comme notre
« coutume n'est pas d'égalité, c'est-à-dire qu'il y est permis,
« même en directe, de faire du bien à l'un de ses héritiers
« présomptifs, au préjudice des autres ; sans même que celui
« qui est avantagé soit tenu de rapporter, lorsqu'il vient à la
« succession, à moins que cela ne soit nommément ordonné
« par le défunt, l'on estime que le rappel fait même en directe,
« profite seulement à ceux qui sont nommément rappelez,
« et non pas à ceux qui sont dans le même degré ou

« dans la même cellule : l'on présume pour lors que le rappel-
« lant n'a voulu exercer sa libéralité, qu'envers ceux qu'il a
« nommément admis à sa succession. »

La thèse de Maillart ne manque pas de justesse. Mais d'autre part l'idée du rappel en directe était si favorablement accueillie, si jugée conforme au droit naturel, que l'extension du rappel a survécu aux critiques et aux attaques du grand jurisconsulte.

M^e Roussel de Bouret, qui est parmi les derniers de nos auteurs, maintient, en 1771, la thèse de l'extension du rappel en directe. « Le rappel en directe, dit-il, étant infiniment favorable, j'estime avec Lebrun contre Maillart que la représentation accordée aux enfans d'un fils, doit profiter aux enfans d'un autre fils qui ne se trouvent pas également rappelés, à moins que le rappelant n'ait manifesté une volonté contraire, ou qu'au moins il ne se rencontre des circonstances bien propres à la faire présumer. »

Comme on le voit, la jurisprudence et la doctrine sont d'accord pour restreindre les applications du principe de non représentation en directe, étendre dans une même cellule les bienfaits du rappel, *ex præsumpta mente testatoris*, l'heure est donc venue d'abolir ce principe « barbare » de non représentation.

L'héritier immobilier patrimonial est-il tenu d'entretenir un rappel à succession ?

La question put être discutée entre jurisconsultes, la jurisprudence n'a pas hésité à se prononcer pour l'affirmative. noncer pour l'affirmative.

Maillart écrit sur la question : art. 93, n^o 101 : « L'on tient
« que l'héritier purement patrimonial en Artois est obligé
« d'exécuter la représentation directe ou collatérale, faite
« dans les termes du droit ; c'est-à-dire directe à l'infini, colla-

« lérale au 3^e degré civil, accordé par le défunt ; soit dans un contrat de mariage, soit dans un testament. »

Maillart cite en faveur de sa thèse un arrêt de la 3^e chambre du parlement (17 juin 1738), confirmant une sentence de la gouvernance d'Arras du 12 avril 1733, et un arrêt du conseil d'Artois du 21 juillet 1735, qui valide le rappel d'une nièce fait en contrat de mariage.

Brunel en ses *observations* (1) se range à l'avis de Maillart qu'il appuie encore du jugement de M. de Ferrières. Merlin de Douai (2) accuse Hébert d'avoir, en son manuscrit, soutenu une opinion contraire. Hébert, sur ce point, est assez obscur ; il semble se borner à rapporter les opinions qui ont cours, sans s'arrêter à les discuter. Sur l'art. 93, il déclare : « l'héritier immobilier patrimonial qui n'a appréhendé aucun bien de libre disposition n'est pas contraint d'entretenir une clause de représentation. » Arrêts du conseil en ce sens du 8 août 1699 et du 30 juillet 1701. Cet arrêt du 30 juillet 1701 fut cassé par un arrêt du parlement rendu à la deuxième des enquêtes le 5 mai 1704. Il fut jugé « 1^o que dans la coutume d'Artois qui n'admet pas la représentation en directe, on peut rappeler en directe sans le consentement des héritiers des propres ; 2^o que les héritiers des propres ou patrimoniaux du rappelant sont obligés de souffrir l'exécution du rappel et même pour le droit d'aînesse que le père des enfants rappelés auroit eu s'il avoit survécu le rappelant. »

Commentant l'art. 186, Hébert donne un avis plus explicite dont Merlin a fait état et qui contredit la jurisprudence :

« Un héritier immobilier patrimonial et qui n'appréhende aucuns biens meubles acquests ou autres de libre disposi-

(1) Chapitre 4, n^o 19.

(2) Guyot, au mot *rappel*.

« tion, n'est pas obligé d'entretenir et exécuter une clause
« de représentation que ce défunt peut avoir accordé par ma-
« riage ou autrement aux enfans à naistre du marien. »

Roussel de Bouret, qui donne le dernier état du droit, condamne expressément l'opinion de M. Hébert.

Après l'avoir rapportée (1) il ajoute : « Je ne puis approuver
« indéfiniment cette décision qui ne peut absolument avoir
« lieu que dans le cas où la représentation accordée se trouve
« hors les termes de droit. En effet, le parlement de Paris,
« par arrêt du 5 septembre 1768, a jugé que la dame Moreau,
« héritière immobilière et patrimoniale de son père, étoit
« tenue d'entretenir la représentation accordée dans le testa-
« ment du père aux enfans d'un fils prédécédé, après un arrêt
« du 27 juin de la même année qui avoit ordonné, avant faire
« droit, qu'il seroit rapporté des actes de notoriété de l'usage
« suivi dans les bailliages situés dans l'étendue de l'Artois. »

Il est donc absolument fixé en jurisprudence que l'héritier
immobilier patrimonial d'Artois est tenu d'entretenir la
représentation accordée en directe à l'infini et en collatérale
aux termes de droit.

Le rappel et le droit d'aînesse.

Celui qui est rappelé en ligne directe peut-il prétendre au
droit d'aînesse qui aurait appartenu à son père décédé ? La
question a été fort controversée.

Guyné soutient la négative. La prérogative dans les fiefs
est un préciput accordé par les coutumes à l'aîné mâle. Il ne
lui paraît pas possible qu'un aïeul puisse, par le moyen du
rappel, donner à ses petits-enfants un droit que ces coutumes
assurent à son fils aîné lors de son décès : car il est constant

(1) Tome I, p. 338.

que le père et la mère n'ont pas la liberté de transmettre d'une personne à une autre le préciput d'aînesse que la loi a introduit et qu'elle règle seule.

Maillart était, lui aussi, de cet avis, lorsqu'il écrivit en son commentaire de l'art. 93, n° 4 : « La représentation ne fait
« que mettre le représentant dans le degré du représenté ;
« elle le rapproche et lui donne la portion du représenté ; dès
« le moment que le représentant est dans le degré du repré-
« senté, il succède de son chef ; l'on a égard à ses capacités,
« et non pas à celles de celui qu'il représente. »

Cette opinion n'a pas prévalu. La jurisprudence s'est nettement prononcée en sens contraire.

Le Brun rapporte un arrêt du 7 septembre 1753 rendu dans l'ancienne coutume de Melun qui n'admettait pas la représentation en directe. Il y fut décidé que « la représentation
« ayant été stipulée par le contrat de mariage du fils aîné, la
« fille succédait à son droit d'aînesse. »

Un second arrêt du 5 mai 1704 déjà cité a confirmé la thèse.
« Louis de la Croix, domicilié au bourg de Pas, dans la séné-
« chaussée de Saint-Pol, avoit marié son fils Jean avec clause
« de rappel pour les enfants à naître du mariage. Jean mou-
« rut avant son père, laissant un fils nommé Louis. Celui-ci,
« après la mort de son aïeul, a prétendu, dit Brunnel, repré-
« senter son père, non seulement par rapport à son degré,
« mais encore par rapport au droit d'aînesse et prérogatives
« que la coutume donne à l'aîné mâle dans les fiefs et anciens
« manoirs, Antoinette de la Croix, sa tante, étant sœur de
« Jean père du représentant, lui contesta sa prétention. Par
« arrêt du 5 mai 1704, au rapport de M. le Fouin, on adjugea
« au dit Louis de la Croix tous les biens patrimoniaux, tant
« fiefs qu'anciens manoirs et héritages qu'auroit eus son père
« s'il avoit vécu. »

Roussel de Bouret (1), rapportant un troisième arrêt, s'est exprimé en ces termes : « On assimile par le rappel notre coutume à celles qui admettent la représentation ; et dans ce cas, il faut tenir avec Hébert en son manuscrit sur l'art. 93, que le représentant a tous les droits qu'auroit eus la personne représentée *quod gradum et quod personam*, et jouit par conséquent du droit d'ainesse qui auroit appartenu au défunt représenté, ainsi qu'il a été jugé par l'arrêt des Catouillarts du 30 juillet 1735, infirmatif d'une sentence du conseil d'Artois du 15 février 1734. »

Ainsi la faveur accordée au rappel l'emportait ici encore en jurisprudence sur les observations justes en théorie de Mailart et de quelques autres.

(1) Tome I, p. 333.

CHAPITRE III

Autres successions.

Les petits-enfants.

Il y a à leur sujet unanimité parmi les auteurs.

Roussel de Bouret (1) a résumé toute la doctrine : « Entre
« les petits-enfants qui viennent de leur chef à la succession
« de leur ayeul, le partage se fait toujours par tête dans notre
« coutume, quand bien même la représentation auroit été
« accordée par l'ayeul dans tous les contrats de mariage de
« ses enfans, parce que cette représentation n'est accordée
« que pour faire concourir les petits-enfans avec leurs oncles
« et tantes et on ne doit pas lui donner d'autre effet.

« De sorte que dans notre coutume générale, l'on ne succède
« jamais par souche que lorsque l'on succède par représenta-
« tion et toutes les fois que l'on succède par représentation,
« on succède par souche. Cette règle ne souffre aucune excep-
« tion.

« La succession directe descendante va toujours seule, et
« exclut les deux autres, de manière que l'arrière petit-fils
« exclut le frère de son bisaïeul. »

(1) Tome I, p. 339.

Ascendants et collatéraux.

A défaut de la ligne descendante, la succession du *de Cuius* est déférée à ses ascendants et à ses collatéraux. On envisage moins dans ce cas la personne que la nature des biens dont il s'agit. Propres, meubles, acquêts, catheux. Nous étudierons donc la façon dont se comporte chacune de ces successions particulières dans la partie de cette étude relative aux biens. Mentionnons seulement la préférence donnée aux oncles sur les cousins germains par l'art. 110 : « Si un possesseur d'aucuns fiefs ou héritages va de vie à trépas sans délaissier aucuns héritiers en ligne directe ; mais délaissant seulement oncle et cousin germain, l'oncle précède et exclut les cousins germains en la succession des dits fiefs et héritages. »

Les Aubains.

Les Etrangers ou Aubains jouissent en Artois d'un traitement de faveur. Ils sont capables de succession active et passive. L'article 40 est formel sur ce point : « En Artois, on n'use point de Aulbanité. » Maillart explique cet article en disant : « L'exclusion que la coutume d'Artois donne au droit d'aubaine à l'égard des biens situez et trouvez sous son ressort, est fondée sur la nécessité où étoient les habitans d'Artois, d'avoir différentes alliances avec les sujets des différens Souverains dont ils étoient environnez. »

CHAPITRE IV

Les non successibles.

Les religieux.

L'article 149 de la Coutume générale d'Artois est ainsi conçu : « Religieux ou religieuses professes, sont réputés morts civilement, et ne peuvent venir à succession, ne la religion pour eux et si auparavant leur profession, ils n'ont disposé de leurs biens, iceux biens, soient meubles ou immeubles succèdent et appartiennent à leurs héritiers ab intestat, sans que le monastère y puisse prétendre aucun droit successif ni autre. »

Les religieux sont réputés morts ; mais ils ne le sont pas en réalité. Il leur est loisible de recevoir des dons pour cause d'aliments. Cette règle est générale ; même, dit Roussel de Bouret, elle s'étend aux chevaliers de Malte.

L'article 151 édicte une exception pour les religieux évêques, en tant qu'il s'agit de leur **propre** succession : « Les prochains « parents des évêques, prélats et autres gens d'église séculiers, leur succèdent ab intestat, et non les églises. »

« Le monastère, dit Maillart sur l'article 149, ne succède « pas au religieux fait évêque, mais bien les parents ; mais

« le religieux évêque ne succède pas à ses parents ; ce qui
« est contre la règle des réciprocités qui est la principale des
« successions. »

Dans le cas ordinaire d'un profès, le monastère succède à sa cotte morte ou pécule, à l'exclusion de sa famille. Ce point est admis universellement.

Une question se posait en Artois, pour les religieux de la Compagnie de Jésus avant la ruine de leur ordre en 1763. A quel moment encouraient-ils la mort civile ? Les bulles pontificales approuvant l'institut des Jésuites les avaient divisés en deux classes : les novices n'ayant pas accompli les trois vœux ordinaires de chasteté, d'obéissance et de pauvreté, qui sont encore capables d'actes civils, et les religieux ayant fait quatre grands vœux : ceux d'obéissance, de pauvreté, de chasteté et d'obéissance spéciale au Pape avec promesse de se dévouer aux missions.

Ceux-là sont irrévocablement attachés à la Compagnie et encouraient mort civile : « L'on estime, dit Maillart, sur l'art. 149, que cette résolution doit être observée à l'égard des Pays-Bas et nommément de l'Artois ; parce que dans le placard du mois de mai 1584, confirmé par Louis-le-Grand au mois de décembre 1672, le roi Philippe II permit à la Société de Jésus de jouir et d'user dans les Pays-Bas des privilèges à elle octroyés par le Saint-Siège apostolique, sans restriction, ni à l'égard de la successibilité, ni de l'acquisition des immeubles. »

« L'on ne croit pas pour cela que les Jésuites qui ont fait leurs premiers vœux dans des maisons situées en des lieux où l'édit du mois de septembre 1603 (1) est observé, puissent succéder aux meubles ni aux immeubles régis par les cou-

(1) Edit qui restaura les Jésuites dans le royaume.

« tumes générales des Pays-Bas ni de l'Artois en particulier,
« parce que, dès le moment de l'émission de leurs premiers
« vœux, faite au bout des deux années de probation, ils per-
« dent en France la successibilité personnelle : ainsi les
« Jésuites ne peuvent plus l'exercer ailleurs, car la capacité
« de la personne est réglée par les loix du lieu, où la personne
« a fait profession, à l'exemple de la capacité personnelle, qui
« est réglée par la naissance originaire, ou par le domicile
« principal. »

Maillart observe ensuite que les Jésuites n'ont pas de maisons professes en Artois. Donc, ne jouiront en Artois des privilèges octroyés par les bulles pontificales que ceux qui ont fait profession à Tournay ou en d'autres villes des Pays-Bas.

La déclaration du roi datée du 16 juillet 1715 qui a fixé la successibilité des Jésuites jusqu'à 33 ans, n'est pas enregistrée au conseil provincial d'Artois : « L'on est persuadé, conclut
« Maillart, que l'Artois suivra en cette matière, ce qui sera ré-
« glé à l'égard des autres Pays-Bas français. » En Artois, comme dans le reste du royaume, l'Ordre des Jésuites fut dissous et proscrit.

Les bâtards.

L'article 150 des coutumes générales les exclut des successions de leurs ascendants : « Bastards ne succèdent à père et
« mère, ne autres leurs parents, sauf à leurs enfans ou
« nepveux descendans d'eux en ligne directe par mariage. »

Maillart affirme qu'aux origines de la monarchie, il n'y avait nulle différence entre les enfans légitimes et les enfans naturels au point de vue successoral. Merlin pense que les loix

d'exception contre les bâtards remontent au temps de Hugues Capet.

Il est probable que cette mise des bâtards hors le droit commun s'affirma en même temps que grandissaient dans les mœurs les influences chrétiennes.

Deux coutumes locales gardèrent longtemps dans notre province des traces de ces primitives tolérances. Ce sont celles de Saint-Omer et du pays de Lallœu. L'ancienne coutume de Lallœu porte en son article 20 : « Par la dite coutume dudit « pays il n'est nul enfant bastards de par la mère ; même suc- « cèdent ès biens meubles, catheux et héritages de par la « mère à compte de testes avec les effans de leur dit mère « procréés en mariage, sy aucun en ya. » Dans la réformation des coutumes locales approuvée par le roi, au camp sous Tournay, le vingt-huitième jour de juin 1745, cet article a disparu ; on se conformera désormais à la coutume générale.

La même disposition existait aussi dans l'ancienne coutume de Saint-Omer. Elle a également disparu lors de la rédaction nouvelle de 1745.

La coutume générale a cependant gardé un cas où les bâtards succèdent à leur père, c'est au cas où il s'agit de gentilshommes. Il est réglé par l'art. 204, ainsi conçu : « En « Artois, bastards issus de noble génération de par père, et « leurs enfans sont tenus et réputés nobles jouyssant de pri- « vilèges de noblesse en toutes choses. » Cette disposition est contraire à l'article 197 de l'ordonnance de Louis XIII de janvier 1629, qui établissait que les bâtards des gentilshommes ne seraient point tenus pour nobles. « Cette particularité, « dit Maillart, a été introduite dans ce pays frontière, afin « qu'il y eut plus de personnes capables de servir l'état dans

« les armes, qui sont l'occupation la plus naturelle des gentilshommes. »

Les bâtards ne peuvent succéder qu'aux enfants qu'ils ont eus en légitime mariage ou à leurs petits-enfants.

Roussei de Bouret ajoute (1). « Au défaut d'enfant légitime la femme du bâtard lui succède, et vice-versa, le mari d'une femme bâtarde succède à sa femme. La femme du bâtard succède même aux propres paternels, et le mari d'une bâtarde succède aux propres maternels de leurs enfans à l'exclusion du fisc.

Le droit général du royaume dévolut au roi *jure regis* la succession du bâtard décédé intestat. Le seigneur qui veut exclure le roi de cette succession doit prouver : 1° que le bâtard est né sous sa seigneurie ; 2° qu'il y a eu son principal domicile ; 3° que les biens réclamés existent vraiment.

L'Artois suit sur ce point le droit général du royaume. On interprète l'article 9 qui attribue au seigneur vicomtier les successions des bâtards décédés intestats comme supposants remplies les trois conditions énumérées plus haut. Maillart, lui, défère toujours la succession des bâtards au seigneur vicomtier.

Le conjoint, le fisc.

La coutume n'a point réglé le droit de l'époux comme héritier de son conjoint. Mais, conformément au droit commun, l'époux hérite de son conjoint, préférablement au fisc. La chose est d'autant plus certaine que le conjoint du bâtard lui succède de préférence au fisc.

(1) Tome I, page 7.

Le fisc serait représenté d'après la Coutume par le seigneur vicomtier. L'article 9 s'exprime ainsi : « Au vicomtier appartient les droits d'espaves, hoiries et successions de bastards qui meurent intestats, non délaissans héritier légitime de leur chair. »

Mais ici se place la controverse entre les officiers du roi qui réclament pour le souverain le droit d'hoirie et le vicomtier qui se réclame de la coutume. La question demeura pendant jusqu'à la chute de l'ancien régime.

TITRE II

Les Biens

Notions générales

L'article 732 du code civil déclare : « la loi ne considère ni la nature ni l'origine des biens pour en régler la succession. » Ce principe fondamental de notre droit moderne est en opposition absolue avec les coutumes de l'ancienne France qui, dans les successions, ont en vue avant tout l'origine et la nature des biens et tendent à assurer dans les familles la conservation du patrimoine.

La coutume d'Artois et avec elle toutes nos coutumes locales sans exception distinguent : 1° *les biens propres ou patrimoniaux*, 2° les biens libres *meubles et acquêts*, auxquels il faut ajouter *les catheulx* catégorie de biens qui se rencontrent plus particulièrement dans les coutumes du Nord du royaume. Il faut cependant remarquer avec Bultel (1) que la qualité des personnes partageantes n'entre pour rien dans le règlement d'une succession parce que, dit ce magistrat, « la noblesse des personnes et la nobilité des fonds et des terres n'y sont d'aucun autre mérite et profit que pour le point d'honneur ; car vis-à-vis de la possession et du partage des terres, tant en matière de communauté qu'en matière de partage de succession, la condition de tous les habitants, soit nobles,

(1) *Notice*, p. 164.

« soit roturiers y'est égale, il n'y a aucun garde noble, ni au-
« cun partage noble qui puisse avoir lieu ; une femme rotu-
« rière ou noble a le même douaire coutumier ; les nobles ou
« les roturiers ont le même droit de bail à l'égard de leurs en-
« fans te les roturiers ou les nobles partagent de même les
« biens féodaux, le tout selon la mesure des droits réglés par
« les coutumes vis-à-vis des fonds, sans aucune différence par
« rapport à la distinction ou non distinction de la personne du
« possesseur ni de celles de ses aians droits.

CHAPITRE I

Les Propres en général.

Quels biens sont propres en Artois ?

La Coutume en a donné une énumération très complète. Ce sont 1° les immeubles échus par succession, soit en directe, soit en collatérale (art. 78) : « Héritages procédans à aucun de « la succession de ses prédécesseurs. »

2° « L'héritage appréhendé à titre d'avancement d'hoirie et « de succession » (art. 81)... « si les héritages donnez sont « appréhendez, en vertu des dites donations » (Art. 138).

3° Les héritages donnés purement et simplement à l'héritier apparent, qui déclare les appréhender en avancement d'hoirie et de succession, évitant par cette déclaration le paiement des droits seigneuriaux, mais se soumettant par contre au paiement des dettes du donateur, contractées avant l'appréhension de l'héritage donné, au moins jusqu'à concurrence de sa valeur.

L'art. 82 dit en effet « le donataire par appréhension du don « fait en avancement d'hoirie et de succession est capable des « dettes du donateur contractées auparavant l'appréhension « du dit don. » Cet article complète l'article 81 cité plus haut.

4° Les immeubles retirés par retrait lignager ou seigneurial. Ils appartiennent aux héritiers des propres sans aucune charge de récompense aux héritiers des acquêts, et contrairement au droit commun qui accorde récompense, en ce cas. Art. 78. « Héritages procédans à aucun de la succession de ses prédécesseurs ou par luy retraits remis à cotte et ligne, sont réputés patrimoniaux, soit qu'ils soient tenus en fief ou coterie. »

L'art 118 concerne le retrait seigneurial : « Héritages retraits par puissance de fief sont remis et consolidez au fief principal, et sortissent en toutes choses la nature d'iceluy. » L'art. 123 vise le retrait lignager : « Est aussi loisible au præsme du vendeur retraire en dedans l'an de la saisine baillée à l'acheteur, tous héritages patrimoniaux du dit vendeur, pour les remettre à cotte et ligne : et sortissent iceux héritages nature d'héritages patrimoniaux, en succession et aliénation des retrayans. »

5° L'héritage acquis des deniers provenant de la vente d'un propre faite à charge de remploi.

L'art. 76 qui autorise en trois cas déterminés l'aliénation des propres s'exprime clairement sur ce point : « à sçavoir en remployant les deniers de la vendue des dits héritages en héritage de telle nature et valeur, et sortissant la cotte et ligne comme l'héritage vendu. »

6° L'héritage reçu en échange d'un propre ; puisque l'article 132 n'autorise point en ce cas le retrait : « En vray et pure eschange et permutation d'héritage, il n'y a point de proximité. »

7° Roussel de Bôuret, résumant l'opinion commune des jurisconsultes, ajoute cette dernière catégorie de propres : « L'héritage acquis d'un parent du côté et ligne d'où l'héri-

« tage procède..... s'il y a déclaration que c'est pour suivre
 « cote et ligne, quoique cette déclaration soit faite après l'ac-
 « quisition, pourvu néanmoins qu'elle soit faite avant la
 « saisine ou réalisation. »

« S'il n'appert, dit Brunel, qu'un bien ne rentre dans au-
 « cune de ces catégories, si son titre ne le désigne pas com-
 « me propre, il est réputé acquêt. »

La question des offices.

Sont-ils meubles ou immeubles, propres en matière de suc-
 cession ? Maillart les considère comme immeubles fictifs,
 mais sortissants nature de meubles en succession (1). Car ils
 peuvent toujours être rachetés par le Roi.

Brunel, lui (2), veut voir dans les offices des propres de
 ligne. Il cite un arrêt rendu le 9 août 1712 par les deux cham-
 bres du Conseil d'Artois qui décide que les offices sont im-
 meubles et sont toujours régis par la Coutume générale d'Ar-
 tois, non sujets aux loix des échevinages.

(1) p. 575.

(2) Observations, page 489.

CHAPITRE II

Les Fiefs

C'est la première catégorie de biens qui préoccupe les juriconsultes artésiens. Comme eux, nous lui donnerons, après avoir énuméré les propres, la première place dans l'étude des biens qui constituent la succession en Artois.

En dépit de la théorie du partage égal qui comptait de fort nombreux partisans, les fiefs pour quatre quints, c'est-à-dire pour quatre cinquièmes, appartiennent à l'aîné. Un quint seulement revient aux cadets, que les fiefs soient patrimoniaux ou d'acquêt. L'art. 94 de la Coutume générale est formel sur ce point : « En succession de père ou de mère, en héritages « féodaux, soient patrimoniaux ou d'acquêts, au fils aîné « appartiennent tous iceux fiefs, à la charge du quint tant « seulement qui succèdent et eschet à tous les puisnez par « égale portion si appréhender le veulent. » (1)

Cette faveur accordée à l'aîné a pour fondement la maxime qui domine tout le droit successoral de l'ancienne France : Conserver les familles dans leur splendeur originaire. « Conserver, dit Maillart, les possesseurs de fiefs en état de pou-

(1) Art. 94 nos 18-24.

« voir rendre service à la république, et défendre les frontières du Royaume. »

L'aîné, comme investi par la coutume d'une sorte de magistrature familiale, ne peut renoncer à son droit d'aînesse, « tant, affirme Maillart, qu'il est en état de se marier et que la succession n'est pas ouverte ; mais, si, majeur, il était engagé dans les ordres majeurs, l'abandon de son droit qu'il feroit à son puisné seroit valable quand même ce seroit du vivant du père. » Cet abandon pour être valable devrait être fait au contrat de mariage du puisné ou par disposition entre vifs. S'il était consacré par un serment fait au père, il serait suspect d'avoir été extorqué par la crainte paternelle.

Roussel de Bouret va plus loin que Maillart. Il ne permet en aucune façon à l'aîné de renoncer à son droit d'aînesse. « La renonciation, dit-il (1), n'est jamais irrévocable, quoi que faite en majorité, en faveur de mariage, du consentement et à l'intervention du père et de mère d'où procèdent les fiefs. » Il se prononce avec vigueur contre certains auteurs défavorables au droit d'aînesse, qui avaient comme Brunel essayé de dépouiller l'aîné. Ils se fondaient en cela sur les articles 76 et 84 de notre Coutume qui autorisent la disposition des propres et le partage des fiefs patrimoniaux du consentement de l'héritier apparent.

Si l'aîné avait renoncé, il « peut, continue Roussel de Bouret (2), se faire restituer contre une pareille renonciation, qu'il estime même nulle de plein droit, parce que l'avantage, le préciput et le droit d'aînesse est un bénéfice de la loi

(1) T. I, p. 346.

(2) T. I, p. 347.

« auquel il n'est pas permis aux particuliers de déroger et
« Artois non plus qu'en France.

A l'avantage des quatre quints, l'aîné ajoute encore certains droits. Il a la garde et le dépôt des titres et de tout ce qui touche l'honneur de la famille ; il doit délivrer aux puînés, dès qu'ils le demandent, copie des actes en sa possession. « L'on
« estime, dit Maillart, (1) que dans l'évaluation du quint (des
« puînés) l'on ne doit pas en Artois, les droits purement
« honorifiques : par exemple le patronage, la nomination aux
« offices, etc., ni la maison, et la basse-cour destinées pour
« loger le propriétaire ; parce que toutes ces choses n'aug-
« mentent pas le revenu annuel, quoi qu'elles entrent en
« petite considération en cas de vente. »

C'est par droit de succession et non de préciput que l'aîné appréhende les fiefs. Il est tenu comme héritier immobilier des dettes de la succession dans la mesure où il prend part à la succession.

L'aîné est donc saisi de tous les fiefs de la succession à *charge* dit l'article 94 du quint aux puînés. La délation du quint est une charge réelle de l'acceptation de tous les fiefs ;
« en conséquence, assure Maillart (2), les puînés peuvent
« agir en désistement contre le tiers détenteur, qui auroit eu
« de l'aîné tous ces fiefs, ou à titre gratuit ou à titre onéreux. »

L'aîné doit-il délivrer le quint de chaque fief recueilli ?

Il y a des fiefs dits de dignité réputés indivisibles : duchés, marquisats, comtés. L'aîné n'est point tenu au quint, mais simplement à récompense, soit en héritage, soit en effets mobilières, à moins qu'il n'aime mieux souffrir le démembrement. Car 3 notre Coutume ne distingue point ; ainsi, en

(3) Art. 94, n° 45.

(1) Art. 94, n° 36.

(2) Art. 94, n° 37.

« donnant le quint des fiefs en général, elle soumet l'aîné à la
« délivrance du quint des fiefs de dignité, aussi bien qu'à celle
« du quint des autres fiefs. »

Ainsi dans dix fiefs, par exemple, relevant d'une même seigneurie, l'aîné devrait distribuer dix quins, un de chaque fief ; mais il est d'usage, pour éviter le démembrement des fiefs, que les puisnez aient un fief équivalent à leur quint ou portion de quint ou des rotures au choix de l'aîné.

A propos du droit d'aînesse Roussel de Bouret a étudié la question des jumeaux. Si au lieu d'un aîné, on se trouve en face de deux fils jumeaux, le droit d'aînesse s'applique-t-il encore ? Roussel de Bouret répond affirmativement.

« L'ancienne jurisprudence, affirme-t-il, le déférait à celui
« qui sortait le dernier du ventre de la mère, parce qu'on
« croyait qu'il était conçu le premier ; mais cette opinion
« n'ayant aucun fondement certain, le droit d'aînesse est
« déferé, suivant la nouvelle jurisprudence, à celui qui sort
« le premier et il est plus naturel et plus conforme à la raison
« de déferer le droit d'aînesse à celui qui paraît le premier
« à nos yeux. » (1)

Les puisnés et le quint.

Si l'on s'en rapporte à l'ancienne Coutume d'Amiens, les fiefs originairement ne se quintaient point. Le quint fut d'abord viager. Il y a sur ce point, dit Maillart, arrêt du 11 août 1408 rendu à l'occasion de la terre d'Oisy qui a toujours été de l'Artois.

Le quint *eschiet* aux puisnés, dit l'article 94 ; ils ne sont pourtant pas saisis du quint lui-même. L'aîné est saisi de

(1) ROUSSEL DE BOURET. T. I, p. 346.

tous les fiefs : ils ont seulement la faculté de demander le quint, qui demeure au gros du fief, tant qu'il n'a pas été accepté par les puînés. Dès lors, les puînés ne gagnent les fruits de leur quint, que du jour qu'ils en font la demande, soit « par action à leur aîné ou par relief envers le seigneur, « ou par mise de fait, ou qu'ils s'en mettent en possession « de fait. » (1)

C'est pourtant à titre successif que les puînés recueillent le quint qui leur est attribué par la Coutume. L'art. 77 les qualifie d'*héritiers apparens à succéder au quint des fiefs* et l'article 94 porte expressément que le *quint des fiefs succède et échoit aux puînés*. Aussi, Roussel de Bouret conclut-il (2) : « Il faut tenir que quand le quint des fiefs patrimoniaux est « légué à un étranger comme il est permis par l'art. 21, les « puînés doivent prendre en ce cas leur quint sur les quatre « quints restans, quoique certains innovateurs hazardent de « soutenir que si le quint est disposé, les quatre quints restans « doivent appartenir à l'aîné, et que les puînés perdent en « ce cas leur quint. Notre coutume est déjà assez défavorable « aux cadets sans qu'on cherche, par de fausses interprétations et de vaines cavillations, à introduire en Artois un « système qui leur seroit plus désavantageux encore. Un « puîné peut même avoir le quint datif ou d'aumône, c'est-à-dire de libéralité, et le quint naturel (quint des cadets) il « ne doit même en ce cas qu'un seul relief pour le quint datif « et pour le quint naturel. »

Par « innovateurs » Roussel de Bouret entend certainement parler de l'auteur anonyme d'une « *analyse de la coutume générale d'Artois avec les dérogations des coutumes*

(1) MAILLART, art. 94, n° 48.

(2) ROUSSEL DE BOURET, T. I, p. 343.

locales (1). L'auteur, qui est un tenant convaincu du droit d'ainesse, donne une curieuse dissertation sur le quint des fiefs attribué aux puînés. Ses conclusions sont en opposition avec Roussel de Bouret, Maillart, les commentateurs et la jurisprudence du Conseil d'Artois. Nous donnerons cependant la partie principale de ce commentaire qui exprime la pensée des tenants extrêmes du droit d'ainesse.

L'idée est ingénieuse et bien étayée par les textes :

« Je pense que les enfants puînés ne sont point héritiers
« proprement dits du quint des fiefs. L'article 94 dit qu'en
« succession directe du fils aîné appartiennent tous les fiefs.
« Voilà le principe. Il n'en appartient donc rien en succes-
« sion ou par succession aux puînés. L'aîné est seulement
« chargé du quint envers eux. Ce quint est donc une charge
« plutôt du droit héréditaire de l'aîné que de la succession.
« La succession du père ou de la mère n'est pour ainsi dire
« point chargée de ce quint. La preuve de cette interprétation
« se tire :

« 1° de l'article 77 qui ne requiert que le consentement du
« fils aîné héritier présomptif de tous les fiefs, pour en aliéner
« la totalité, sans consentement des puînés pour le quint.
« S'ils étoient véritablement héritiers de ce quint, la coutume
« se contrediroit en en permettant l'aliénation sans leur con-
« sentement.

« 2° l'article 91, qui permet de tester du quint des fiefs,
« même patrimoniaux, tandis que la coutume défend de
« léguer aucune portion des coteries patrimoniales. Donc le
« quint n'appartient pas aux puînés au même titre d'héritier
« que les rotures propres. Autrement, la coutume se contre-
« droit encore.

(1) Chez Charpentier. Paris 1763.

« 3° de l'article 103. suivant lequel la portion du quint dé-
« laissée par un des fils puînés n'accroît point en proportion
« aux autres cadets comme à l'ainé, mais est reconsolidée au
« gros du fief de l'ainé, et lui appartient en totalité. On ne peut
« pas dire que cela vient de la nature propre des fiefs, puis-
« qu'il n'y a pas plus de multiplication de fiefs alors, que si
« cette portion eut accru à tous les enfants. Si l'on dit qu'au
« contraire l'esprit de la coutume est d'empêcher le démem-
« brement des fiefs, pourquoi le quint, pourquoi chaque por-
« tion du quint à l'infini deviennent-ils autant de fiefs isolés
« et complets ? La décision de l'article 103 vient donc unique-
« ment de ce que les puînés ne sont pas vrais héritiers du
« quint des fiefs.

« 4° de l'article 96 qui dit qu'en succession en général, et
« sans distinguer la directe de la collatérale, le mâle exclut
« la femelle en pareil degré. Les puînés mâles excluraient
« donc leur cadette du quint des fiefs, s'il était vraiment
« héréditaire tandis qu'il paraît certain dans l'usage que les
« femmes y concourent avec les mâles. Ce qui neurterait de
« front les termes généraux de cet article, en supposant que
« le quint fut pris à titre successif. Au lieu que ce n'est qu'une
« charge de la succession des fiefs échue à l'ainé. Et le fruit
« de cette charge peut être également partagé entre les filles
« et les mâles indistinctement. D'où je conclus :

« 1° Que le quint affecté aux puînés est plutôt une dette de
« la succession des fiefs, qu'une succession même des fiefs.

« 2° Que lorsque le quint des fiefs est légué à un étranger,
« comme il est permis à l'article 91, les puînés ne peuvent
« plus prétendre d'autre quint des quatre quints restans à
« leur aîné. Autrement, la disponibilité du quint des fiefs
« patrimoniaux entamerait, au préjudice de l'ainé, la succes-
« sion des fiefs, contre l'esprit général de la coutume ; ce qui

« n'arrive point en supposant que les puisnés perdent ainsi le
 « quint. Ils ne sont alors privés que d'une créance, que d'un
 « droit qui ne leur appartenait point à titre d'héritiers. Dans
 « toute la coutume, il n'y a que deux mots qui semblent con-
 « tredire ce système.

« 1° l'article 94 qui dit que le quint des fiefs succède et échoit
 « aux puisnés.

« 2° l'article 77 qui qualifie les cadets d'héritiers apparens à
 « succéder au quint des fiefs.

« Mais je ne crois pas que ces expressions fugitives doivent
 « faire adopter une décision contraire à celle que nous avons
 « proposée, une décision qui jetteroit le trouble et le désor-
 « dre dans quatre articles essentiels de la coutume et qui ren-
 « verseroit son esprit général. »

Il est loisible d'éplucher les textes et d'en tirer des déduc-
 tions défavorables aux puisnés. Mais le droit d'aînesse est
 considéré par tous nos auteurs comme odieux. Brunel le
 déclare contraire au droit naturel. Tous ont été unanimes à
 étendre dans un sens favorable aux puisnés tous les articles
 dans lesquels mention était faite de leurs droits.

Tous les puisnés, indistinctement, se partagent le quint. Mais
 si l'un d'entre eux ne prend point sa part, elle n'accroît pas à
 ses copartageants, elle demeure à l'aîné « parce que, dit Mail-
 « lart (1), cette portion de quint n'est donnée que pour ali-
 « menter les puisnez ; ainsi celui qui s'abstient de sa portion
 « est censé ne vouloir pas des alimens que la loi lui donne le
 « droit d'exiger de son aîné. » Notons encore à propos d'ali-
 mens cette remarque de Maillart : Lorsque le quint et la
 portion des autres biens echus en partage aux cadets sont
 impuissans à les nourrir, ceux-ci demeurent à la charge de

(1) Art. 94 n° 49.

l'aîné qui doit subvenir à leur entretien. En ce qui concerne la part de quint non appréhendée, l'article 103 est formel « se aucuns des puisnez délaissent à appréhender leur part » et portion de quint, telle part non appréhendée, demeure « au gros du fief ».

Sur ce point, Dumoulin a fait une distinction assez subtile entre la non appréhension de sa part de quint par le puisné et la répudiation. Il la formule ainsi, dans une glose de l'ancien article 70 de la rédaction de 1509, devenu l'article 103 en 1544 : « (Puisnez délaissent : *scilicet quando, post acceptationem, non utuntur, vel sine liberis moriuntur, quia tunc fecerunt partem ; secus si repudiarunt vel inhabiles fuerunt ; quia tunc partem non faciunt, reliquis secundogenitis, quibus, ut satis habilibus, et acceptantibus, totum quintum jure non decrescendi remanet.* »

Cette distinction assez juste dès lors qu'il est établi que les puisnez prennent le quint à titre successif, n'a pas rencontré de partisans parmi les commentateurs. Ceux-ci ont admis que dès lors qu'une coutume ne mentionnait pas le droit d'accroissement entre puisnez, la part du puisné qui n'appréhende point demeure au gros du fief ; cette interprétation étant plus conforme au principe supérieur de la conservation des fiefs en leur intégrité.

Les puisnés ont-ils un droit indéfini à demander leur portion de quint, ou plutôt y a-t-il prescription en matière de partage de quint ?

Ils peuvent demander leur quint ou portion de quint dans les délais de la prescription coutumière, telle qu'elle est réglée par l'article 72 de la coutume : 20 ans entre présents, 30 ans entre absents. Maillart déclare (1) « L'on estime que les

(1) Art. 94 n° 55.

« demandes en partage sont sujettes à la prescription ainsi
« que toutes les autres actions, si ce n'est dans les coutumes
« qui ont une disposition contraire comme était l'ancienne
« coutume de la ville de Bapaume.

Les anciens usages, eux, portaient que longue tenue ne vaut et ne peut porter préjudice entre frères et sœurs. « Tu
« me demandes se longe tenue vaut entre frères et suers, ou
« entre frères tant seulement. Je ti réponds que non, car s'il
« est ensi qu'il soit. J'hom, qui plusieurs enfans ait et voist de
« vie a mort, li hiretages, qui as enfans doit iestre, dont li
« peres aura esté tenanz et prenanz, au jour de son trépassé-
« ment, et cieus hiretages soit partales, et li ainsnés le relieve
« ce tout et le tiegne tant que par droit et par coustume de
« pais il ait acquis droit de saisine ; et si frère se soient tout
« teu et n'aient requis ne demandé en court de seigneur, leur
« parties, et apriés le tans passé, ils demangent le formort de
« leur père et tel partie de terre, comme ils doivent avoir par
« le coustume, et li ainsnés frères se deffeuge de la longhe
« tenue et du tans passé, riens ne li vaurra, et que il ne con-
« viengne qu'ils aient leurs parties de ciel hiretage, autant
« l'uns que l'autres. » (1).

L'avocat expose à son disciple que le puisné pourra toujours demander son quint. La prescription coutumière ne s'est, en cette matière, imposée que plus tard.

De qui relève le quint ? « Autrefois, dit Maillart(2) la portion de quint ou le quint était tenu même en Artois de l'Aîné, à cause de ses quatre quints ». L'article 101 a changé cette manière de faire. Il est ainsi conçu : « Pour acquérir droit réel et de propriété en héritages succédez et écheus,

(1) TARDIF, *Coutumier d'Artois*, titre XXI, p. 60.

(2) Art. 94 n° 58,

« il est requis les relever ou appréhender, soit le gros du fief, ou le quint, ou portion d'iceluy et les droiturer des seigneurs dont ils sont tenus et mouvans. »

Cet article proscrit la tenue en fréage où le cadet tient sa part de fief de son aîné et du seigneur. « On suit présentement en Artois, l'ordonnance faite par Philippe Auguste, le 1^{er} mai 1209, en présence des comtes de Boulogne et de Saint-Pol, feudataires d'Artois, laquelle décide que les portions démembrées des fiefs doivent être relevés des seigneurs d'où relève le gros du fief. Sans qu'en cette coutume, le puisné ait le choix de relever, ou du seigneur ou de son aîné ; comme il le pouvoit autrefois, même dans les pays septentrionaux de la France. » (1)

L'article 102 indique les droits de relief dus pour le quint ou portion de quint. « Le quind ou portion de quind, se droiture à pareil relief et droicture comme le relief (2) principal ; et est chacune portion tenue à pareille prérogative comme le principal. » Ainsi, si le fief principal doit comme relief un cheval de service, chaque portion démembrée devra aussi un cheval de service.

La proportion arithmétique n'est certainement pas observée, mais le seigneur objecte que toute portion du fief est un fief complet au même titre que le gros et doit comme lui le relief.

Les filles et les fiefs.

Les filles prennent leur part du quint réservé aux puisnés, au même titre que leurs frères. L'article 94 qui règle la ques-

(1) MAILLART Art. 101 n° 10 et 11.

(2) Lire Fiefs.

tion du quint déclare qu'il « eschet à tous les puisnés par égale portion, sans distinguer s'il s'agit de mâles ou de femelles. La fille aînée, si le défunt ne laisse que des filles, a les mêmes prérogatives que le fils aîné en vertu de l'article 97 ainsi conçu : « Si un trépassé ne délaisse que filles, l'aînée « a pareils droits esfiefs comme avoit l'aisné fils. »

Notre Coutume est donc sur ce point contraire à celle de Paris « où entre filles, il n'y a point de droit d'aînesse (en vertu « de l'article 19 de la coutume) en quoi l'on peut dire que « notre coutume est plus conforme à la véritable nature des « fiefs, puisqu'elle en conserve l'intégrité, pour mettre le « possesseur en état de rendre toujours le même service au « souverain. » (1)

Contrairement à notre droit actuel qui ne permet à aucun de renoncer par avance à une succession, la Coutume d'Artois tait la renonciation des filles à la succession de leurs parents ; cette renonciation était d'un usage constant. « Les filles peuvent valablement renoncer à la succession de leurs dits « pères et mères, estantes compétamment dotées, eu égard « à la portée des biens et facultés de leurs dits pères et mères ; « que pour la validité et subsistance de telles renonciations, « il convient que celui de la succession duquel il s'agit soit « présent et acceptant icelle renonciation. Suffit pour la validité de la renonciation une promesse seulement de renoncer (2). En succession de fiefs, le mâle exclut la femelle, « en pareil degré. » (3) C'est un principe admis généralement dans les coutumes du royaume ; il s'applique en directe comme en collatérale. « Notre coutume en use ainsi, de même

(1) MAILLART Art. 97 n° 7.

(2) DESMASURES, T. 2 p. 575 n° 24.

(3) MAILLART, Art. 96.

« que le droit romain, parce que les femmes sont le ciment et la fin de leur famille, laquelle est perdue, et enveloppée dans celle des maris qu'elles ont épousées. » 1)

Les fiefs dans la succession des ayeuls et ayeules.

La question est réglée par l'article 95 dont voici le texte :
« Fiefs ne se quintient sinon en succession de père et de mère,
« et non en succession de grand père ou grand'mère ny autrement. »

L'homologation des coutumes de 1540 portait simplement
« fiefs ne se quintient, sinon en succession de père et de
« mère. » Bauduin en avait conclu que la succession de l'ayeul
était réglée comme celle du père et que les puînés avaient
droit au quint en cette succession ; ils n'étaient totalement
exclus des fiefs que dans les successions en ligne collatérale.

L'homologation de 1544 vint mettre un terme à toute controverse, en excluant les cadets de la succession du grand-père. Cette décision de la coutume était conforme au principe de la non représentation qui domine la matière du droit successoral.

L'exclusion des puînés, de la succession féodale du grand-père demeura hors de discussion jusqu'en 1775. Roussel de Bouret qui écrivait en 1771 parle de l'article 95 comme d'un axiome qu'il suffit simplement de mentionner. De même Hébert qui ne fait aucune remarque, en citant cet article.

Mais, l'édit du roi de 1775, qui a restreint le principe de la non représentation aux successions des personnes nobles, a renversé la base sur laquelle reposait le système juridique

(1) MAILLART, Art. 96 n° 7.

de l'article 95. Dès lors que la représentation a lieu dans les successions des roturiers, le quint doit avoir lieu également dans la succession de l'aïeul ou de l'aïeule roturiers. C'est l'opinion de Merlin de Douai (1). Il ajoute : « Nous n'oserions « pas assurer que cette conséquence soit déjà universellement « adoptée en Artois ; mais elle nous a paru l'être par de très « habiles jurisconsultes de cette province, et il y a tout lieu « de croire que tôt ou tard, elle sera érigée en maxime. »

Les tribunaux ne paraissent pas avoir eu l'occasion de trancher la question. Les registres du Conseil d'Artois, que nous avons consultés, ainsi que les factums des avocats sont muets sur ce point.

Les fiefs en ligne collatérale.

Il n'est plus question du quint des fiefs en ligne collatérale. L'article 95 que nous avons cité plus haut contenait implicitement la dévolution à l'ainé mâle de tous les biens féodaux. L'article 99 est plus formel encore : « En succession de fiefs « eschéant en ligne collatérale, à l'aisné mâle en pareil degré « ou en faute de masle, à l'aisnée femelle appartiennent iceux « fiefs, et sans charge de quint. »

« Lorsque, de deux mâles ou de deux femelles, aussi proches « du défunt l'une que l'autre, il est incertain qui est l'ainé ou « le plus âgé, pour lors, on partage la succession féodale, « comme la roturière, c'est-à-dire par égales portions. » (2)

Mais le mâle, même cadet, exclut toujours la femelle en pareil degré. C'est le privilège de masculinité nettement éta-

(1) GUYOT, T. 14, au mot quint naturel.

(2) MAILLART Art. 99 n° 11.

bli par l'article 100 : « Le masle en ligne collatérale, soit
« l'ainé de la femelle ou non, en succession de fiefs four-
« clost la femelle en pareil degré. »

Le même principe est encore posé dans l'article 98 à propos
des fiefs d'acquêt qui suivent le sort des acquêts mais sans
jamais se partager.

« Le fief procédant d'acquest, succède au prochain héritier
« du dit acquesteur, sans avoir regard s'il est prochain du dit
« côté paternel ou maternel, sauf qu'en un mesme degré, le
« masle exclut la femelle. »

Notre coutume, en tous ces articles réglant la succession
des fiefs, multiplie cette restriction : *en pareil degré*.

« Ce n'est pas sans cause, dit Maillart ¹, parce que, comme
« elle est extrêmement masculine ; c'est-à-dire comme elle
« ne défère les fiefs aux femelles qu'au défaut des mâles, l'on
« pourroit, si elle n'usoit pas de ces termes : *en pareil degré*,
« soutenir qu'elle ne veut pas que les femelles, qui sont les
« plus proches parentes du défunt succèdent aux fiefs, à l'ex-
« clusion des mâles éloignez ; ainsi par ces termes : *en pa-
« reil degré*, l'intention de la coutume est d'appeler les plus
« proches mâles, et à leur défaut les plus proches femelles, à
« la succession féodale, de même qu'à toute autre succession.»

Il est admis en matière de partage de quint qu'en ligne col-
latérale, l'ainé des mâles exclut ses cadets de toute part dans
les fiefs. Lorsqu'un cadet décède sans enfants, après avoir
appréhendé sa part de quint, l'ainé survivant lui succède, au
détriment de tous les cadets quintayeurs. « Car dit Maillart ⁽²⁾
« dans cette coutume, en toute succession féodale collatérale,

(1) Sur art. 100, n° 4.

(2) Art. 104 n° 2.

« le plus ancien mâle exclut tous les autres et sans charge
« de quint, en collatérale. »

Mais dans ce cas, la portion de quint échue à l'aîné du fait de la mort du puîné ne se reconsolide pas au gros du fief, mais demeure un fief distinct aux mains de l'aîné, d'après l'article 104 : « Si le quint ou portion de quint relevé ou appréhendé, succède à l'aisné comme à l'héritier du puîné, mort sans hoirs en ligne directe, iceluy quint ou portion de quint ne se reconsolide au gros du fief ; mais demeurent fiefs nouveaux, comme ils estoient ès mains du puîné et à pareils droits et reliefs. »

Cet article n'a été établi et maintenu que dans l'intérêt du seigneur. Il lui est en effet très avantageux que les nouveaux fiefs érigés dans sa mouvance subsistent : car il lui est dû autant de reliefs qu'il y a de fiefs, d'autant que le quint ou portion de quint se droicture, comme on l'a vu à pareils droits et reliefs que le gros du fief.

CHAPITRE III

Les Cotteries

Ligne directe.

Le principe est le même en ligne directe et en ligne collatérale. C'est l'égalité entre tous les cohéritiers. Disons seulement que les propres roturiers suivent en ligne collatérale des règles propres. Ils doivent tenir cotte et ligne. Mais ils sont toujours gouvernés par le principe d'égalité établi par l'article 106 et qui vise aussi les meubles : « Héritiers, en pareil degré, succèdent en cotterie et es meubles, par égale portion. »

Si c'est la succession d'un ayeul qui est ouverte, et qu'il ne reste que des petits enfants, les dits petits-enfants se partageront également la succession coluère :

« Ainsi, l'ayeul laisse dix petits-enfants d'un fils, et deux d'une fille décédée ; sa succession non féodale sera partagée en douze portions égales, dont dix seront données aux dix enfans du fils, et deux aux deux enfans de la fille. » (1)

Ces enfants se partageront non seulement les cotteries et les meubles, mais les mains fermes, alleux et généralement tous les héritages que le défunt possédait et qui ne seraient

(1) MAILLART, Art. 106 n° 12.

pas justifiés être féodaux, « quoi qu'ils ne soient chargez d'aucune des marques de la roture parce qu'en cette coutume, tous biens sont présumez roturiers, s'il n'appert du contraire. »

On s'appuie sur l'article 44 de la coutume qui est formel sur ce point : « Tous arrentements, dit-il sont partables par égale portion entre les héritiers des preneurs ou de leurs ayans cause esdits arrentements. N'est qu'ils soient nommément baillez pour les tenir en fief, auquel cas les dits arrentements sortissent nature de fief. »

On sait que selon le droit coutumier français, tout héritage chargé de redevance annuelle (arrentement) est roturier. Les héritiers se partageront donc par égale portion tous les biens du *de cuius* qui ne sont pas baillés en fief.

Ligne ascendante. Propres ne remontent.

L'article 107 *in fine* déclare : « héritages patrimoniaux ne remontent point. » Les ascendants sont donc en principes exclus de la succession de leurs descendants, morts sans délaissier héritiers de leur chair. Mais, ce principe souffre deux exceptions qui sont universellement admises en Artois.

1° Les ascendans succèdent aux biens qu'ils ont donnés à leurs enfants, lorsque les donataires décèdent sans enfants et descendants d'eux.

Maillart estime cette coutume conforme au nouveau droit romain, « quoique par l'ancien, le retour n'eut pas lieu, s'il n'avoit été stipulé ; lequel retour de plein droit a été introduit, afin d'exciter les ascendans, de faire du bien à leurs descendants. »

« Ce retour établi par la loi n'est aussi bien que la reversion

« conventionnelle, qu'un règlement *ab intestato*, qui n'empêche pas le donataire, de disposer de la chose donnée aussi avant qu'il lui est permis par la coutume. » (1)

Roussel de Bouret, ajoute (2) : « Dans ce cas, on peut dire que les biens retournent à ceux d'où ils viennent plutôt qu'ils remontent. »

2° Si les père et mère ou autres ascendans sont les plus proches du côté et ligne d'où sont échus les immeubles, ils y succèdent et excluent les collatéraux.

« L'intention de la Coutume, dit Roussel de Bouret (3) en voulant que les propres ne remontent point, n'est autre que d'en empêcher qu'ils ne passent dans une ligne étrangère. Cette maxime coutumière que les *propres ne remontent point*, doit être sagement entendue, c'est-à-dire que les propres d'une ligne ne remontent point aux parens d'une autre ligne, *ne labantur in diversam lineam*. Les ascendans succèdent incontestablement aux biens de leur ligne dans les successions de leurs enfans ou petits-enfans. »

Si l'on se conforme strictement à la pensée de Roussel de Bouret, la règle : *propres ne remontent* se confond avec la règle : *paterna paternis*. Il en a été ainsi, dans le dernier état du droit, à l'époque où écrivait Roussel de Bouret. Mais originellement, la règle : *propres ne remontent* s'appliquait de façon plus stricte. Elle interdisait absolument aux ascendans de venir à la succession de leur descendant. On estimait en effet que l'ascendant, un vieillard, ne pouvait rendre les services qu'on devait attendre de l'héritier d'un propre. Le proclamer héritier semblait un acte contre nature auquel répugnait la Coutume.

(1) MAILLART, sur art. 107 n° 20 et 21.

(2) T. I, p. 358.

(3) GUYOT : tome 14 au mot *quint naturel*, p. 315.

Cette rigueur cependant s'atténua progressivement puisque nous trouvons la version de de Bouret déjà admise en Artois en 1540, lorsque Bauduin commentait cette édition de la Coutume.

Après avoir déclaré qu'il était fort rare de voir un fils en possession d'une fortune il ajoute : « Mais, par adventure, s'il
« advenait aultrement ; comme si quelqu'un de son oncle,
« ou autre parent paternel, auroit des biens patrimoniaux,
« le père survivant y polroit bien succéder, comme plus prochain dans la ligne, n'ayant aucune raison d'être fourclos,
« ce n'a esté entendu par les termes généraux et confus, que
« *patrimoine ne remonte point*, qui a causé l'abus de l'erronée pratique, portant qu'il ne pœult estre que le patrimoine
« eschié aux parens. »

Hébert, dans son manuscrit, commentant l'article 107, estime lui aussi que la règle : « propres ne remontent » doit souffrir les atténuations que nous venons de noter.

L'article 11 de la Coutume de Saint-Pol porte *in fine* : « Et
« si les dits enfans délaissent héritages venans de succession,
« iceux héritages retournent à leurs plus prochains héritiers
« du lez et costé dont ils leur sont succédez. »

« Ce texte, dit Bauduin (1) éclaire le sens des coutumes générales qui préféreront les parents plus proches dans la ligne, à un cousin éloigné dont le droit est sujet à caution.

Ligne collatérale.

L'article 755 du Code Civil formule cette règle : « les parents
« au-delà du douzième degré ne succèdent pas. »

(1) BAUDUIN. Art. 107 (rapporté par Maillart).

L'Artois avait un usage tout autre. Il n'y avait de limite au droit de succession que l'extinction de la famille. Roussel de Bouret en parle en ces termes (1) : « les degrés de parenté ne sont point limités pour l'habileté à succéder, il suffit que la parenté soit bien justifiée ; quelque éloigné que soit le degré, la capacité de succéder n'a point de bornes. »

L'article 108 énonce un principe général : « Tous les héritages patrimoniaux suivent cette et ligne. » Cela veut dire, d'après Maillart qui résume ici tous les auteurs (2) : « Ils sont assignez, sont affectez, sont déférez à la ligne, d'où ils viennent, à l'exclusion de toute autre ligne, encore que le parent, qui seroit dans cette dernière ligne, seroit plus proche au défunt, que celui qui seroit de la ligne, d'où l'héritage seroit sorti. »

Il ajoute : « (3) appartiennent (les propres) aux plus prochains héritiers qui sont dans la ligne, et du côté, d'où proviennent originairement les propres. »

L'article 105, à son début, établit la même règle : « héritages patrimoniaux en succession, tant de ligne directe, comme collatérale, succèdent aux plus prochains héritiers, du lez et costé dont ils viennent. »

Cette coutume est donc nettement une coutume de côte et ligne, ou encore de ramage et de branchage. Elle s'oppose aux coutumes souchères. La coutume souchère, en effet, exige de l'héritier d'un propre, qu'il soit descendant de l'acquéreur originaire du propre.

La coutume de branchage demande qu'il soit parent du *de cujus*, du côté de l'acquéreur originaire du propre dont s'agit.

(1) T. I, p. 375.

(2) MAILLART, Art. 108, n° 7.

(3) Art. 108, n° 36.

Maillart le dit expressément (1) : « notre coutume est de
« branchage et non pas de souche, de sorte que pour être
« habile à succéder, par exemple, à un propre paternel, il
« suffit d'être parent au défunt du côté paternel, sans qu'il
« soit nécessaire d'être descendu de celui, qui, le premier a
« mis l'héritage dans la famille ; comme il est requis dans
« les coutumes souchères.

« Ainsi, quoique dans les coutumes d'estoc et de ligne, le
« frère de l'acquéreur et tous ses descendants ne puissent pas
« succéder aux héritages artésiens acquis par le frère ; lors-
« qu'ils ont fait souche dans ses descendants, ils ne laisseront
« pas d'y succéder. Parce qu'encore qu'ils ne soient pas d'es-
« toc, c'est-à-dire issus du premier acquéreur ; cependant,
« ils sont de côte, c'est-à-dire parens de l'acquéreur : ce qui
« suffit pour l'application de la règle : *paterna paternis*,
« *materna maternis*. »

Maillart cite de nombreux arrêts rendus en diverses cou-
tumes analogues à la nôtre sur la dévolution des propres aux
collatéraux. Rappelons l'arrêt du 4 juillet 1724 rendu au rap-
port de M. Lambelain, à la quatrième, en confirmant la sen-
tence rendue à Boulogne le 17 mai 1721 : le plus proche dans
le côté a été préféré au plus éloigné, descendu de l'acquéreur.
Or, la Coutume du Boulenois a sur la question des propres
les mêmes dispositions que celle d'Artois. C'est dire que la
jurisprudence reconnaît en Artois une coutume de branchage
et non d'estoc.

L'article 110 n'est qu'une application des principes géné-
raux du droit. Il porte en effet : « si un possesseur d'aucuns
« fiefs ou héritages va de vie à trépas, sans délaissier aucuns
« héritiers en ligne directe : mais délaissant oncle et cousins

(1) Art. 109, n° 8.

germain : l'oncle précède et exclut les cousins germains en la succession des dits fiefs et héritages. »

Il faut supposer que l'oncle et le cousin sont dans la même ligne. En ce cas, il est normal que le cousin soit exclu par l'oncle ; car ce dernier est plus proche du défunt d'un degré. Il est en effet au 3^e degré, alors que le cousin est au quatrième.

Il s'ensuit de ce chef que l'oncle et le neveu sont en même degré. Ils succéderont donc également aux propres de leur ligne.

Collatéraux et ascendants.

Il peut arriver qu'un ascendant, grâce à une alliance, monte dans une ligne donnée à un degré plus proche du *de cujus* que le collatéral à qui devraient être déferés les propres de sa ligne. C'est ce que l'on appelle le rapprochement de ligne. Ce rapprochement se pratique-t-il en Artois ?

La question a été pour un temps douteuse ; la jurisprudence était flottante. La logique de la coutume voulait que l'ascendant ne put bénéficier d'un rapprochement de ligne au détriment d'un collatéral, que l'alliance n'a pas rapproché. On cite cependant des arrêts qui ont autorisé ce rapprochement dans des coutumes semblables à la nôtre. *Le Journal des Audiences* en rapporte qui ont été rendus à la première et à la troisième des enquêtes le 5 janvier 1630 et le 14 avril 1676, un autre du 30 août 1706, en la coutume d'Amiens. Un arrêt du 16 mai 1718 a été rendu à la quatrième en la coutume d'Artois ; un second à la grand'chambre le 30 juillet 1718. Enfin, sur appel d'Artois, le 24 mai 1738, la première des enquêtes a jugé une fois encore en faveur du rapprochement de ligne, se basant sur une interprétation erronée de Dumoulin, qui dit simplement que les

ascendants peuvent succéder aux propres s'ils sont de la ligne et les plus proches.

« Néanmoins, dit Maillart (1) dans la vérité l'alliance ne « vaut pas parenté, et ne peut opérer le rejet du parent proche, dans les biens affectez à son côté. »

Il cite alors, à l'appui de ses dires, un arrêt du 3 septembre 1734, rendu à l'audience de la grand'chambre, en la coutume de Paris. Cet arrêt s'appuie sur l'article 324 de la coutume d'Orléans, qui préfère le côté et ligne à la consanguinité survenante et accidentelle.

Roussel de Bouret condamne formellement le rapprochement de ligne que la jurisprudence de son époque a définitivement rejeté. En fait foi du reste, l'arrêt rapporté par de Bouret 2) rendu par la grand'chambre en la Coutume d'Artois, le 19 décembre 1740.

Il déboute un aïeul qui, au moyen du rapprochement de ligne prétendait exclure de la succession des propres de sa petite-fille, les parents plus proches que lui du côté et ligne des propres.

Roussel de Bouret se rallie pleinement à la thèse émise assez timidement par Maillart, « que l'alliance ne vaut point « parenté et ne doit pas opérer l'exclusion du parent plus « proche dans les biens affectez à sa ligne ; le côté et ligne doit être préféré à la consanguinité survenante et accidentelle. »

Au reste, se fondant sur ces considérations, un arrêt du 9 août 1765, rendu *consultis classibus*, contre la dame de Pujols pour des biens situés dans le Boulonnais, a mis fin à toute controverse.

(1) Sur 108, n° 38.

(2) ROUSSEL DE BOURET. T. I, p. 360.

CHAPITRE IV

Les biens disponibles

Le privilège du double lien.

Les biens disponibles s'opposent aux propres patrimoniaux qui suivent cote et ligne auxquels s'appliquent des règles sévères. Ces biens comportent les acquêts immobiliers, les meubles, les cateux dont nous parlerons plus loin, les dettes actives ou créances. Pour les fiefs d'acquêt, le privilège de masculinité et le droit d'aînesse leur imposent des règles spéciales que nous avons vues.

Pour ce qui est des cotteries et des meubles, l'article 106 dit expressément : « Héritiers en pareil degré, succèdent, en « cotterie et ès meubles par égale portion. »

Il s'agit ici des cotteries qui sont des acquêts et ne tiennent, dit Maillart, ni cote, ni ligne au défunt. On n'a dans ce cas égard qu'au degré de l'héritier sans s'inquiéter de sa ligne.

La seule question soulevée par la succession des biens disponibles est celle du double lien.

L'article 105 *in fine* la pose en ces termes : « et esdits héri-

« lages patrimoniaux, l'on n'a regard à la double ligne mais
« seulement à la ligne dont l'héritage procède. Autre chose
« est des meubles, catheuls, debtes, acquests et généralement
« pour tous les biens non tenans cotte ne ligne, parce que
« lors la duplicité se considère, et a lieu double ligne. »

Ainsi, un défunt meurt ne laissant ni descendants, ni ascendants (car dans ce dernier cas, en vertu de l'article 107, les biens libres leur seraient déférés), ses frères et sœurs germains seront ses héritiers. Ils ont en effet deux souches communes avec le défunt, étant nés du même père et de la même mère que lui.

Mais, ceux qui sont unis au défunt par un double lien, excluent-ils complètement ceux qui ne lui sont liés que d'un seul côté ? Les auteurs sont d'accord pour l'affirmative. Maillart cite un arrêt du 4 juillet 1702, rendu à la seconde chambre au rapport de M. de Vrevins confirmant une sentence du magistrat de Saint-Omer du 24 juillet 1697. Par cet arrêt, les acquêts régis par la coutume d'Artois furent adjugés à deux sœurs germaines du défunt, au préjudice de cinq frères et sœurs consanguins.

Brunel, en ses *observations* (1), attaque la thèse de Maillart, étayée, dit-il, sur un arrêt dont il n'a pu vérifier lui-même l'existence. Partisan de l'égalité dans les partages, il se prononce contre l'exclusion absolue des parents liés d'un seul côté. Ainsi, dans la succession d'un frère, il accordera double part aux frères germains et une seule part aux utérins et aux consanguins.

Il s'appuie tout spécialement sur l'amoignon (2) qui déclare:
« Entre les frères et sœurs du défunt, ceux qui sont seule-

(1) Ch. IV, n° 7 et suivants.

(2) Succ. art. 54.

ment de père ou de mère, prendront une simple portion
« dans les meubles et acquêts et ceux qui sont conjoints de
« deux côtés une double portion. »

Et puis, ajoute Brunel, la coutume a gardé le silence sur ce point, et nous devons interpréter son silence contre la thèse de l'exclusion absolue. En effet, lorsqu'elle veut exclure complètement, elle s'exprime clairement. Ainsi, dit-elle, à l'égard des fiefs : « le masle exclut la femelle en pareil degré » : Si donc, elle avait voulu l'exclusion absolue des frères utérins ou consanguins, elle se fut clairement exprimée.

Mais c'est l'opinion de Maillart qui a triomphé et en doctrine et en jurisprudence. Roussel de Bouret après avoir repoussé dédaigneusement la théorie de Brunel ajoute (1) :
« Mais suivant les termes et l'esprit de l'article 105 de notre
« coutume, et suivant l'usage que j'ai vu observer en Artois,
« le parent du double lien prend seul, à l'exclusion de ses
« demi-frères et sœurs, tous les biens qui ne tenaient ni côte
« ni ligne au défunt. Les lois romaines allaient même plus
« loin puisque suivant elles, *fratres utrinque conjuncti præ-*
« *feruntur in successione fratris sine testamento defuncti, us*
« *qui ex uno tantum parente sunt conjuncti, in omnibus*
« *bonis per defunctum relictis.* »

Brunel, toujours fidèle à l'idée que le double lien n'exclut pas les parents liés d'un seul côté, admet que dans la succession des acquêts féodaux la femelle, liée des deux côtés, sera exclue par le mâle lié d'un seul côté : de même, le cadet lié de deux côtés sera dans la dite succession des acquêts féodaux exclu par l'ainé lié d'un seul côté. Sur ces deux points également la jurisprudence et la doctrine ont condamné Bru-

(1) T. I, p. 369.

nel. Roussel de Bouret en parle ainsi (1) : « La sœur germaine
« du défunt exclut le frère consanguin ou utérin, quoiqu'ainé
« du défunt exclut le frère consanguin ou utérin, quoiqu'ainé,
« des acquêts même féodaux. »

Et Roussel base sa décision sur ce fait « que les termes de
« l'article 105 de la coutume font suffisamment entendre, ce
« me semble, que le privilège de la double ligne doit l'empor-
« ter sur tout autre droit de préférence, soit de masculinité,
« soit d'ainesse. Je ne crois pas que l'arrêt rapporté par M.
« Lépine de Grainville, le 1^{er} juillet 1723, qui a donné la pré-
« férence à la masculinité sur le double lien dans la coutume
« de Nevers, doive servir de règle dans la nôtre. »

Jusqu'où doit s'étendre le privilège du double lien ? Ici aucune difficulté. Les commentateurs sont d'accord pour déclarer que le privilège doit être restreint aux frères et sœurs. L'Artois n'a pas admis la représentation et en outre l'article 105 ne s'explique pas sur l'étendue du privilège, qui dans le silence des textes, doit toujours être restreint. En outre, un arrêt du parlement rendu en la coutume d'Artois, le 19 août 1733, a décidé que les neveux, enfants d'un frère utérin seraient admis à la succession de leur oncle, avec d'autres neveux et nièces, enfants d'une sœur germaine.

Cet arrêt donna lieu à un vif débat au Parlement. Les sieurs Prévôt enfants de la sœur germaine faisaient observer que deux manuscrits et le commentaire de Maillart leur donnaient raison. Ils arguaient en outre de l'usage constant de la province. Maillart venait alors de publier son commentaire : et cette première édition étendait, malgré l'absence de représentation, le privilège du double lien aux enfants de frères et sœurs. Il était le seul de nos commentateurs à admettre cette thèse que n'avaient accepté ni Desmases, ni Hébert,

(1) T. I, p. 370.

Il se rallia du reste à l'opinion commune lors de sa seconde édition.

Quant à l'usage constant de la province, les sieurs Prévôt n'en rapportaient que deux témoignages fort contestables. Alors, sur rapport de M. de la Micnodière intervint l'arrêt du 19 août 1733, infirmant la sentence du Conseil d'Artois du 29 novembre 1729.

Cet arrêt fixa le droit jusqu'au moment où l'édit du roi de 1775 introduisit en Artois la représentation. Depuis lors, dit Merlin, dans une note au mot *double lien*, dans le dictionnaire de Guyot, cet arrêt ne doit plus être suivi en Artois.

Meubles et cateux.

L'héritier des acquêts hérite généralement des meubles. Les meubles ont dans les successions artésiennes une grande importance, car ils régulent le sort de toute une catégorie de biens appelés cateux. Nous allons étudier ensemble meubles et cateux. Maillart (1) définit les biens meubles « tous les « effets mobiliers réels, soit corporels, soit incorporels, et « généralement tout ce qui tend à avoir quelque chose mobilière. »

Nos coutumes ont consacré aux meubles un titre complet. Mais, ils sont loin de former l'unique matière de ce chapitre. Suivant l'ordinaire usage, les articles sont jetés pêle-mêle et traitent à la fois des meubles, des cateux, de la majorité et de certaines incapacités à succéder.

L'article 152 règle le sort des meubles. « En matière de « succession, les biens meubles suivent le corps et son principal domicile. »

(1) Sur l'art. 152, n° 7.

Cette dernière expression « corrige les termes précédens « et fait voir que les meubles sont réglez par le véritable « domicile du défunt, plutôt que par l'endroit où il était for- « tuitement lors de son décès » (1) ; c'est ce que Roussel de Bouret appelle « le véritable domicile du défunt. »

Les cateux dans une succession appartiennent à l'héritier des meubles. Cela est si vrai que Roussel de Bouret écrit (2) : « l'héritier qui renonce à la succession mobilière n'a aucun « droit aux cateux situés en Artois qui appartiennent à l'hé- « ritier mobilière, soit que ces cateux se trouvent sur des « héritages féodaux ou cottières. »

Car « cateux en matière de succession sortissent nature « de meubles. » (3)

Originellement, si nous en croyons Maillart, le mot catel signifiait biens en général. Mais, « les coutumes d'Artois nomment cateux, quelques effets, qui attachés accessoirement au fonds peuvent facilement en être séparés. » (4)

Jean Bouteillier, dans sa *Somme rurale* (5) donnant les différences qui existent entre les catégories de biens, après avoir défini les meubles et les immeubles ajoutait « cateulx com- « prend les deux, c'est à savoir meubles et immeubles et tout « ce qui n'est héritage. »

Les « cateulx » sont des biens qu'on ne rencontre pas en dehors des coutumes du nord de la France. Brunel qui en

(1) MAILLART, sur 152 n° 9.

(2) ROUSSEL DE BOURET. T. I, p. 384.

(3) Art. 147.

(4) MAILLART, sur titre V, n° 16.

(5) P. 434.

parle en fin de ses observations, paraît même donner de ces coutumes une énumération limitative :

« Les coutumes d'Artois et autres voisines de cette province
« comme celles de Montreuil, de Beauquesne, de Boullenois,
« de Lille, d'Hainaut et de Mons sont les seules de tout le
« royaume qui admettent et parlent des cateux ; ces cateux
« composent une troisième sorte de biens, qui viennent et
« sortissent nature de meubles dans les successions. »

La Coutume a donné une énumération des cateux « bois à
« coupe ordinaire est réputé immeuble et héritage, s'il n'est
« ameubly et coupé. Mais, blancs bois non séans à coupe
« ordinaire, sont réputés cateux. » (1)

« Ainsi, dit Roussel de Bouret (2), toutes les espèces de bois
« blancs, qu'on appelle aussi morts-bois, qui ne portent point
« de fruits venans à maturité, tels que sont les yprés, les
« ormes, frênes, aunes ou vernes, peupliers, trembles, til-
« leuls, puines, charmes, éabes, sont cateux et meubles en
« succession, s'ils ne sont pas à coupe ordinaire, en quelque
« lieu qu'ils soient plantés, soit dans les hayes, manoirs, ver-
« gers, jardins, prairies, soit dans les rues, chemins, flegards
« et lieux publics. Il en est de même de ceux qui se trouvent
« dans les bois lorsqu'on leur a laissé passer l'âge de la coupe
« ordinaire, et qu'ils sont au-dessus de trois âges. Il faudrait
« cependant considérer comme immeubles les arbres que
« leur destination ou la déclaration du père de famille met-
« trait en coupe réglée, soit pour les brûler, soit pour les
« employer à tout autre usage.

Voici une autre catégorie de cateux : (3) « Granges, estables

(1) Art. 143.

(2) ROUSSEL DE BOURET. T. I, p. 197.

(3) Art. 144.

« et mareschaussées, sont catheuls, mais maisons manables, « chasteaux, portes, fours et coulombiers sont héritages. »

Ce sont ce que Roussel de Bouret appelle (1) : « certaines « choses qui n'existent qu'avec d'autres biens plus étendus « dont elles sont les dépendances comme les grandes, même « celles qui sont bâties de pierres, de cailloux ou de briques, « les étables, les maréchaussées, c'est-à-dire les écuries, an- « gards, appentis destinés à ferrer les chevaux, à ferrer les « harnois, les charrues et les chariots. »

Sur la question des portes, régie par l'article 144 qui les répute héritage, Maillart rapporte (2) un arrêt rendu sur le rapport de M. de Salaberi à la cinquième, le 26 janvier 1736, qui a déclaré entre autres choses « que toutes les portes gran- « des ou petites, étoient cateux secs, sans distinction de la « principale porte avec les autres. » Mais, cet arrêt n'a pas fait jurisprudence et les portes sont demeurées héritages, en vertu de l'article 144.

Roussel de Bouret (3) estime encore cateux, selon la coutume « certaines autres choses qui sont plus que des dépen- « dances d'immeubles, et qui en sont des parties inhérentes, « comme tout ce qui peut se détacher des moulins à eau et à « vent sans les détruire. »

Il existe une dernière catégorie de cateux qui sont cateux temporaires :

« Bleds verts et autres avestures jusques au my-may, sont « reputes héritages et après sont reputes catheuls. » (4).

Ces cateux sont appelés par Roussel de Bouret « fruits in-

(1) T. I, p. 198.

(2) Art. 147.

(3) T. I, p. 200.

(4) Art. 141.

« dustrieux ». Ce sont toutes espèces de grains semés, légumes, herbes ou plantes.

Sur le mot « avestures », une discussion s'est engagée ; on s'est demandé si les avestures étaient cateux, après la my-may, en n'importe quelle succession.

Un point est acquis pour tous les auteurs, c'est que dans la succession du fermier, « les avestures sont en tout temps considérés comme meubles. »

S'il s'agit de la succession d'un propriétaire exploitant lui-même son fonds, nul doute que l'article 141 ne s'applique, « les avestures sont cateux après la my-may. » Si le propriétaire n'exploite pas lui-même et que les fermages lui sont dûs à des dates autres que celles de la my-may, Maillart estime que « les avestures » sont quand même cateux après la my-may et reviennent de ce chef à l'héritier mobilier.

Roussel de Bouret, lorsqu'il s'agit d'un propriétaire qui n'exploite pas lui-même, veut que les avestures ne soit cateux qu'après le pied coupé et qu'on ne s'occupe à cet égard ni de la my-may, ni de la date des fermages.

Aux cateux de l'article 141 se rapportent aussi « les prêts
« de choses agrestes, c'est à-dire les avances des labours et
« semences ou d'avestures, faites aux fermiers ou censiers par
« un propriétaire, sans prise, appréciation, ni estimation,
« mais seulement données par un état, à la charge d'en laisser
« autant sur les terres, ou de les relivrer ainsi, ou de les
« rendre en pareilles espèces. (Ces prêts) sont réputés im-
« meubles jusqu'à la mi-mai, et réputés cateux passé ce tems,
« comme dans le cas où le propriétaire auroit fait valoir la
« ferme par ses mains. Mais ces sortes de prêts sont aujourd'hui
« fort rares. » (1).

(1) ROUSSEL DE BOURET. T. I, p. 203.

Ce commentaire explique l'article 142 qui règle la condition de ces prêts et dont voici le texte : « Prêts faits à censiers par
« prisee et estimation sont meubles. Mais point les prêts non
« estimez ne prisez. Pour lesquels doit estre prins regard au
« jour du trespas du presteur, pour estre réputé héritage, si
« le trépas est advenu devant le my-may : et cathels, si le
« trépas est advenu depuis le dit my-may avant le pied
« couppé. »

De cette énumération et de ces explications ressort nettement qu'il y a deux sortes de cateux : les cateux verds et les cateux secs. Les cateux secs dit Maillart, ce sont les bâtimens ; les cateux verds ce sont les arbres. Comme Roussel de Bouret, il donne aux cateux verds le nom de « fruits industriels ».

Mais pourquoi les arbres peuvent-ils être cateux c'est-à-dire propriété spéciale ?

« La raison pour laquelle les arbres sont une propriété
« séparée, est parce qu'ils peuvent être coupés, sans détériora-
« tion essentielle du fonds duquel ils ne composent qu'une
« portion accidentelle superficielle » (1)

Brunel, à la fin de *ses observations* établit nettement la distinction des cateux verds et des cateux secs et résume sur ce point toute la coutume. « Les catheux, dit-il, sont de deux
« espèces, secs et verds. Les secs consistent dans les granges,
« étables, maréchaussées, et autres choses semblables, ex-
« primées et spécifiées par les coutumes : ce sont des choses
« qui se peuvent aisément détacher du fond et transporter ail-
« leurs. Et les verds comprennent tous les arbres qui ne por-
« tent point fruits, ou dont on ne tire aucun profit annuel ou
« ordinaire. »

(1) MAILLART, Art. 143 n° 46.

Secs ou verts, « catheuls, en matière de succession, « sortissent nature de meubles. » (1)

Mais, ils se différencient cependant des meubles en ce sens que ceux-ci se partagent suivant la coutume du domicile réel du *de cuius* et que les cateux suivent la coutume de leur situation, sans égard à celle du domicile du défunt.

Il y a en faveur de l'héritier immobilier une sorte de retrait des cateux réglé par l'article 147. « L'héritier succédant en « manoirs amassez et autres héritages, peut avoir et retenir « les granges, mareschaussées et autres biens réputez cateux estans esdits manoirs, en payant à l'héritier mobilier à qui elles appartiennent, la valeur et priserie d'icelles « Qui se doit estimer comme si le tout estoit demoly en un « mont : et ne les peut-on démolir sans premier avoir sommé « l'héritier des dits manoirs de payer la dite priserie. »

« L'estimation des cateux, soit secs comme les granges, « étables et autres bâtimens, soit verts comme les arbres, « doit être faite suivant leur valeur intrinsèque et naturelle, « lors de l'ouverture de la succession, c'est-à-dire sans estimer la main d'œuvre qui est nécessaire pour en faire des « bâtimens, mais sur le pied que les experts, les ouvriers ou « gens connoissans priseroient pour être emportés ailleurs « et servir aux bâtimens mais non comme s'ils étoient à « brûler. »

« L'héritier qui a droit de retenir les cateux ne peut, « suivant l'esprit de la coutume, exercer ce droit, sans en « payer le véritable prix, suivant leur valeur naturelle, eu « égard à l'usage, à l'emploi et à la destination pour lesquels « les choses sont convenables. Il ne peut pas imputer sur « cette valeur ce qui auroit coûté pour démolir les cateux

(1) Art. 146.

« secs et pour abattre et façonner les verds. Les intérêts du
« montant de la prisée sont dûs depuis le jour de la demande,
« quoique la prisée ne soit faite que postérieurement. » (1)

Maillart déclare de son côté (2) : « La faculté introduite par
« cet article n'est pas réciproque : c'est-à-dire qu'encore que
« l'héritier immobilier ait le droit de rétention, cependant
« l'héritier mobilier n'a pas celui *d'exaction*, de sorte que
« l'héritier immobilier ne peut pas être obligé à retenir les
« cateux : car ce qui a été introduit en faveur de quelqu'un
« ne peut pas être rétorqué contre lui.

« L'on n'estime pas que l'héritier immobilier puisse obli-
« ger l'héritier mobilier à enlever des cateux dont celui-ci
« ne demande pas l'estimation, sous prétexte même que ces
« cateux sont nuisibles au fond ; parce que, quand l'héritier
« mobilier ne revendique pas les cateux, ils restent dans la
« disposition du droit commun ; selon lequel ce qui est édifié
« ou planté, sur un fond, est censé en faire partie et en con-
« séquence est à la perte ou au gain du propriétaire. »

?

(1) ROUSSEL DE BOURET, T. 1 p. 386.

(2) Art. 147 n° 19.

TITRE III

Garanties données aux héritiers

Principes généraux

La coutume a donné au propriétaire, sur tous ses meubles et acquêts, un droit illimité. L'article 133, si nulle restriction n'intervenait par ailleurs, permettrait à celui qui va disparaître de dépouiller entièrement son héritier, au moins de tous ses biens libres, qui peuvent parfois constituer la totalité ou la presque totalité de sa fortune.

« Chacun, dit-il, peut valablement vendre, engager ou donner, aliéner ses biens, fiefs, terres et héritages par lui acquiestez, où et à qui bon luy semble, sauf la femme au mary, et le mary à la femme. Et généralement disposer par disposition testamentaire, ou autre de tous acquiests et conquests. »

Un autre article, l'article 85, que Maillart considère comme un corollaire de l'article 133, donne au propriétaire d'acquêts un droit moins étendu sans doute, mais dangereux encore pour certains de ses héritiers, qu'il peut, à son gré, léser dans leur part d'héritage. Il consacre le partage anticipé de la succession d'acquêts. « Le propriétaire d'autres héritages acquis, en peut faire partage à ses héritiers apparans sans leur consentement. Pour par les dits héritiers y venir après le trépas du partageur, en payant reliefs seulement, lequel partage est tenu pour tiltre universel. »

Qui dit partage ne dit pas nécessairement égalité. Et il était loisible à un père de famille de faire parfois ce que certaines coutumes appelaient « cher enfant ». Mais ce partage anticipé jouissait d'une grande faveur, à ce point que la tradition en est demeurée en Artois. Alors que dans les Flandres, le partage d'ascendants est aujourd'hui fort peu prisé, il très fréquent en Artois et apparaît comme une suite du vieux partage d'acquêts que jadis le père de famille faisait, à son lit de mort, entre tous les siens.

Les tribunaux n'ont cependant pas permis que l'enfant put être complètement dépouillé par son père, au cas où sa fortune se composait exclusivement de meubles et d'acquêts. La jurisprudence, à défaut d'un article spécial des coutumes, a réservé à l'enfant sa légitime dans les acquêts paternels.

CHAPITRE I^{er}

La légitime.

La Légitime nous est venue en droite ligne du Droit Romain. L'Artois, plus imprégné que partout ailleurs de l'esprit germanique, ne s'y est guère référé. De là, les difficultés qu'a soulevées l'existence de la légitime.

Sur cette question, les auteurs ont bataillé jusqu'à la chute de l'ancien régime et la jurisprudence, pour l'avoir admise, ne s'y est résolue qu'à regret et tardivement. Merlin (1) célèbre la légitime avec enthousiasme. « La loi qui accorde la légitime aux enfans, dit-il, peut être appelée *non scripta sed nata lex* ; elle est née pour ainsi dire avec l'espèce humaine ; elle a précédé toutes les constitutions civiles et politiques, et c'est la nature elle-même qui l'a gravée dans le cœur de tous les pères. »

Il s'en faut que tous les jurisconsultes artésiens l'aient vue d'un œil aussi favorable.

Desmases (2), en son manuscrit, la condamne formellement en ces termes : « Au dit pays d'Artois, il n'y a point de

(1) Guyot (légitime.)

(2) T. II, Donations en avancement d'hoirie n° 13.

« légitime pour les dits biens disponibles, non plus qu'autre-
« ment ès autres biens : vray est que la coutume du dit pays,
« ès biens immobiliers patrimoniaux, a réservé les quatre
« parts des fiefs à l'ainé et le quint aux puisnez et part égale-
« ment pour les terres cottières entre les enfans, sans que le
« père ou la mère en puisse disposer par le testament sans
« le consentement de leurs dits enfans ou de leurs héritiers
« apparens à succéder, sinon pour un quint datif des fiefs
« et des revenus de trois ans d'iceux biens patrimoniaux. »

Desmasures n'admet donc en faveur de l'héritier que les réserves coutumières qui seront étudiées plus loin. Remarquons que la notoriété du vieux jurisconsulte ne fut jamais amoindrie en Artois. Bien plus, les Etats délibérèrent en 1772 de faire imprimer à leurs frais son manuscrit. Car, disent-ils, l'auteur est celui qui a le mieux connu et le mieux pénétré nos usages et nos coutumes. C'était donc là, en faveur de l'absence de légitime en Artois, une autorité considérable.

Hébert, en son manuscrit, (1) proscrit également la légitime en termes exprès : « C'est une maxime en cette province
« constante et autorisée par des anciens textes que la légi-
« time de droit et qui suivant les témoignages des sieurs
« Louet et Brodeau (Lettre L., tome I^{re}) est reconnue dans le
« royaume, n'a pas lieu en cette province, quant aux acquêts
« meubles et autres biens de libre disposition, dont le pro-
« priétaire peut disposer comme bon luy semble, de même
« que du quint de ses fiefs, et trois années de revenus de ses
« biens patrimoniaux, sans être astreint à aucune légitime
« non plus vers les ascendans et descendans que collatéraux
« et pour les dits biens patrimoniaux, soit fiefs ou autres, la
« coutume y a pourvu en faveur de ceux de la ligne d'où ils

(1) Sur l'art. 133.

« procèdent, au préjudice desquels il n'est pas permis de dis-
« poser, ce qui est d'une espèce de légitime ou fidéi-commis-
« coutumier. »

Maillart a longtemps hésité. Il s'était tout d'abord prononcé en faveur de la légitime, calculée conformément à l'article 273 de la coutume de Paris, attribuant à l'enfant dépouillé la moitié de ce qu'il aurait eu *ab intestato*. Mais tout en admettant toujours que le droit naturel exigeait en Artois, comme ailleurs, l'existence de la légitime, impressionné sans doute par l'usage constant de la province et l'autorité des anciens commentateurs, il finit par ne plus admettre qu'une légitime alimentaire.

Il déclare timidement (1) : « Le droit naturel oblige les pères
« à laisser quelque chose à leurs enfans ; si ce n'est pas par
« manière de légitime réservée, c'est par forme d'alimens ;
« car qui donne la vie, doit donner de quoi la conserver. »

Mais, il hésite à nouveau et dans son commentaire de l'article 77 et plus particulièrement de l'article 80 qui règle les donations en avancement d'hoirie, il estime que la légitime est en Artois sur les propres et sur les acquêts de la portion héréditaire *ab intestato*.

La légitime alimentaire ne doit avoir lieu que sur les effets mobiliers.

Peut-être, du reste, avait-il été ému par l'opinion de Bauduin qu'il a lui-même rapportée à l'article 133, qui assure la liberté des donations d'acquêts. Bauduin, sur cet article, formule cette réserve : « Toutefois tant y a qu'il semble être
« équitable que, devant toutes choses, légitime portion soit
« gardée aux enfans, auxquels elle est due de tout droit et
« raison naturelle ; de sorte que le père ne les peut en frau-

(1) Art. 74, n° 239.

« der, ni par disposition testamentaire, ni aussi d'entre
« vifs. »

Brunel (1), ardent novateur, est, lui, partisan convaincu de la légitime. Il s'appuie sur le sentiment tout d'abord exprimé par Maillart. Il s'acharne à démolir la thèse que les réserves coutumières tiennent en Artois lieu de légitime : « Cela, dit-il, « ne mérite pas la moindre considération ; car si pareille raison pouvoit être écoutée et avoir lieu, à l'effet de rejeter « la légitime établie par le droit commun, il faudroit dire par « la même raison, que cette légitime devoit aussi être bannie « hors de toutes les coutumes où l'aliénation des propres est « également interdite, comme elle l'est dans cette coutume. « Cependant il est certain que la légitime a lieu dans ces « autres coutumes quoique quelques-unes d'elles ne fassent « non plus que celles d'Artois, aucune mention de la légitime. »

Le Conseil d'Artois fut longtemps à admettre l'existence de la légitime de droit. Les plus anciens et les plus fameux juriconsultes artésiens la niaient. Et si l'un d'eux, Bauduin, avait cru devoir la considérer favorablement, une note anonyme très ancienne, rapportée par Maillart à l'article 133 suspectait déjà son opinion. Elle est ainsi conçue : « Combien que « cette légitime soit fort équitable, si est-ce que se pratique « que ung chacun peut disposer de ses acquêts, ores qu'il « ne demeurast rien aux enfans ; car les mots de la coutume « sont généraux. »

Maillart lui-même rapportait (2) que « l'on a vu un testament fait à Lille par un homme éclairé, le 16 octobre 1658,

(1) Observations, vi p. 727.

(2) Art. 74, n° 260.

« qui marque que la légitime de droit n'est pas en usage en « Artois. »

Le Conseil adopta plus d'un fois cette opinion. Il y a une sentence de ce tribunal, du 24 mars 1673, qui déboute de sa demande en supplément de légitime un fils à qui son père très opulent n'avait laissé que 2000 livres et cependant ordonne à la fille, légataire universelle, de faire à son frère une pension viagère de 500 livres, dont le fonds demeurera substitué. C'est la légitime alimentaire dont parle Maillart.

La cause portée au Parlement vint à la quatrième chambre des enquêtes. Par arrêt du 8 mars 1674, il a été ordonné, avant faire droit, qu'à la requête du substitut de monsieur le procureur général au Conseil d'Artois, il serait rapporté des actes de notoriété de ce Conseil, des autres sièges ou bailliages royaux d'Artois et des avocats sur leur usage concernant la légitime des enfants, lorsqu'il ne se trouve pas de propres, mais seulement des acquêts et des meubles dans les successions de leurs pères et de leurs mères (1). En exécution de cet arrêt, les avocats d'Arras ont attesté, le 24 mai 1674, qu'il n'y avait point en Artois de légitime sur les biens disponibles. Le Conseil d'Artois a donné un acte semblable, le 24 juillet suivant ; mais il a ajouté qu'il était d'usage dans toute la province d'adjuger des aliments aux enfants, lorsqu'ils n'avaient pas de quoi vivre par ailleurs, ainsi qu'il l'avait fait lui-même dans la sentence dont était appel.

A la vue de ces actes de notoriété, le fils se crut mal fondé à soutenir plus longtemps sa demande ; en conséquence, il intervint de son consentement arrêt du 6 mai 1675, qui annula l'appel.

(1) MERLIN ; GUYOT dict. au mot *légitime*.

Merlin (1) déclare avoir consulté une compilation manuscrite (2) des actes de notoriété du Conseil d'Artois et qu'il en a relevé deux relatifs à la légitime : l'un du 24 juillet 1694, l'autre du 10 octobre 1698. Voici le texte de ce dernier acte. Il résume les raisons qui d'après le Conseil militaient contre la légitime : les juges « déclarent que dans la province d'Artois, « il n'y a point de légitime soit de la moitié de la portion héréditaire *ab intestat*, conformément à la coutume de Paris, « ou du tiers seulement, suivant le droit écrit, parce que, « suivant les coutumes générales de cette province, les propres et héritages patrimoniaux tiennent côte et ligne ; les « fiefs appartiennent *ab intestat* à l'ainé mâle, en en défaut « de mâles à l'ainée femelle, à la charge du quint seulement « vers tous les puînés, par égale portion, en succession de « père et de mère seulement ; n'étant permis de disposer que « du quint des dits fiefs par testament, et non autrement, et « des fruits, profits et revenus de trois ans, de partie, ou de « tous les dits fiefs et autres héritages patrimoniaux ; et à « l'égard des rotures elles se partagent entre tous les enfans « également, sans préciput, ni différence de sexe ou d'âge, « en sorte que les quatre quints des fiefs patrimoniaux et la « part égale dans les rotures, tiennent lieu de légitime à « l'ainé, et l'autre quint à partager entre tous les cadets également et leur part aussi égale dans les rotures, leur tiennent « lieu de légitime ; ce qui s'est toujours ainsi jugé lorsque « les cas se sont présentés, et tel est l'usage constant et sans « difficulté dans cette province. »

Le Conseil d'Artois confondait donc la légitime de droit avec les réserves coutumières dont il sera parlé plus loin.

(1) MERLIN : GUYOT dict. au mot : *légitime*.

(2) Nous avons nous-mêmes retrouvé cette compilation aux archives ; nous la notons dans notre bibliographie.

Il se tint longtemps à cette opinion profondément enracinée dans la province et le 3 décembre 1768, il rendait encore une sentence dans ce sens. Une transaction survenue entre les intéressés empêcha l'affaire d'être portée au Parlement.

Une raison qui pouvait encore pousser le Conseil d'Artois à rejeter la légitime est qu'elle paraissait également inexistante dans les coutumes voisines de Boulonnois et de Ponthieu muettes sur la question comme celle d'Artois. On citait contre l'existence de la légitime un arrêt de 1625.

Mais le Camus d'Houlouve (1) avait condamné cet arrêt. « Pour admettre la légitime, il se basait tout spécialement « sur l'article 34 de l'ordonnance de 1731 qui suppose la légitime acceptée dans le royaume : « Or, disait-il, cet article « ne fait aucune distinction des lieux où cette légitime peut « avoir lieu, de ceux où elle ne pourroit être demandée et « regarde la légitime comme un droit général qui ne peut « être inconnu ni contesté dans toutes les provinces du « royaume où l'ordonnance doit avoir son exécution. »

Et puis, le Parlement de Paris commence de se prononcer en faveur de la légitime. Le Camus rapporte un arrêt du 18 mars 1749, rendu en la quatrième des enquêtes qui a jugé « que des pères et mères, en acquérant des fiefs sis en Artois, « avoient pu stipuler qu'ils seroient partagés entre les enfans « par portion égale, et que le partage qu'ils en avoient fait « entre ces enfans étoit valable, sauf au fils aîné à demander « sa légitime, s'il prétendoit qu'elle fut entamée par de pareilles dispositions. » Et le Camus ajoute qu'ainsi, il est prouvé que la légitime n'est point méconnue en Artois.

Bien avant cet arrêt Maillart (2) en rapporte un autre, que

(1) Coutumes du Boulonnais, T. II, p. 220 et suiv.

(2) MAILLARD, art. 74, n° 259.

le Camus mentionne également et qui intéresse toutes les coutumes muettes sur la légitime. Il s'agit de « l'arrêt rendu « en la grand chambre, le 22 juin 1671, au rapport de M. de « Brilliac, à l'occasion de la terre d'Auxi-le-Château d'Artois ; « l'on a supposé qu'un fils avoit une légitime à prendre sur « les biens à lui assignez en partage par son père, quoique « ces biens fussent chargez d'un fidéi-commis perpétuel. »

Le 22 juillet 1698, la grand chambre se prononce en faveur de la légitime dans le procès survenu à l'occasion de la succession de Marie Truchot, veuve en premières noces du sieur Dauvillers et en secondes noces du sieur du Camp.

Merlin (1) rapporte le dispositif de l'arrêt qui comporte notamment cette sentence très nette :

La Cour « ordonne que les parties rapportent des jugemens des juges d'Amiens, Boulogne Artois, Péronne, Montdidier, Roye et des transactions, partages ou autres actes, « si aucuns y a dans les dites coutumes, et des actes de notoriété des officiers des sièges pour justifier si la légitime doit « être de la moitié de la portion héréditaire *ab intestat*, conformément à la coutume de Paris, ou du tiers seulement, « suivant le droit écrit : pour ce fait et rapporté, être fait « droit sur la demande du dit Dauvillers, à ce qu'il lui soit « donné la moitié des dits biens sis en Ponthieu pour sa légitime ainsi que de raison. »

La Cour n'a donc pas examiné si la légitime était oui ou non reçue en Artois. Elle a supposé la légitime universellement reconnue. Elle ne demande d'être éclairée que pour la fixation de la quotité de cette légitime. C'est en réponse à cette demande que le 10 octobre 1698, le Conseil d'Artois :

(1) Guyot, dict. au mot *légitime*.

rendit l'acte de notoriété cité plus haut et qui niait l'existence de la légitime en Artois.

Mais, cette déclaration du Conseil ne changea nullement la jurisprudence de la Cour qui continua en des arrêts postérieurs à supposer l'existence de la légitime de droit.

L'affaire, qui eut en Artois le plus grand retentissement, est celle dite des Coffin. Elle a été réglée une première fois par un arrêt en date du 6 septembre 1752.

Roussel de Bouret (1) expose la question et se prononce nettement en faveur de la thèse admise par le Parlement.

« La succession des père et mère des Coffin, qui était considérable, étoit presque entièrement d'acquêts ; ils avoient réduit, par leurs dispositions, leur fils aîné, à une portion infiniment moindre que celles de ses cadets, et ils avoient absolument renversé l'ordre de succéder. Les dispositions des père et mère furent attaquées par l'aîné, soutenues par les cadets ! l'arrêt du Parlement de Paris, intervenu sur leurs contestations, dicté par l'équité et par la voix de la nature, a déféré à l'aîné, à qui on avait à peine laissé des alimens, l'option des réserves coutumières ou de la légitime, conformément à l'article 298 de la coutume de Paris, c'est-à-dire de la moitié de ce qu'il auroit eu suivant les coutumes des lieux, cessant les dispositions testamentaires et entre vifs des père et mère. »

« Un arrêt postérieur (2) rendu entre les mêmes parties, le 7 septembre 1705, a liquidé et fixé la légitime de l'aîné à deux quints des fiefs patrimoniaux et d'acquêt qui se sont trouvés dans la succession des père et mère, moitié des quatre quints que la coutume d'Artois lui déféroit *ab intes-*

(1) T. I, p. 251.

(2) ROUSSEL DE BOURET, T. I, p. 352.

« *tat* : ce qui prouve que l'on ne se contente pas de donner à l'ainé sa légitime naturelle, mais qu'on la lui donne avec
« préciput et la portion avantageuse que lui fait la coutume :
« ce qui montre qu'on ne l'y admet pas seulement comme
« enfant, mais encore en qualité d'héritier .

« Comme il y avoit sept enfans : à l'égard des biens cottiers
« ou tenus en roture, ainsi qu'à l'égard des cateux, blancs
« bois, maréchaussées, meubles, effets, dettes actives des
« successions, le même arrêt en a déferé à l'ainé, à titre de
« légitime dans les dites successions, seulement un quator-
« zième, moitié du septième que la coutume lui donnoit
« *ab intestat*.

« J'estime, continue Roussel de Bouret, que la sagesse de
« ces arrêts doit les faire respecter comme arrêts de règle-
« ment, et qu'ils doivent faire loi et servir de règle dans notre
« coutume, quoique le Conseil d'Artois s'opiniâtre à ne vou-
« loir pas y admettre la légitime qu'il croit incompatible avec
« la coutume générale. Mais nous trouvons l'apologie des
« arrêts des Coffin dans le pur droit naturel. »

Les raisons qui militent à son sens en faveur de la légitime et des arrêts qui l'ont consacrée, Roussel de Bouret les donne très clairement. Il résume pour ainsi dire l'opinion des jurisconsultes de la fin du XVIII^e siècle. Car M^e de Calonne, qui rapporte lui aussi les arrêts des Coffin (1) appuie le sentiment du Parlement de Paris. Voici données par de Bouret, les raisons qu'avait la province de se rallier à la coutume de Paris.

« La légitime est due aux enfans (2 de droit naturel ; elle
« doit être de tous les païs ; la quotité seule dépend des lois

(1) CALONNE : Observations et jugemens sur les coutumes d'Amiens d'Artois, de Boulogne et du Ponthieu.

(2) ROUSSEL DE BOURET, T. I, p. 350.

« arbitraires, notre coutume étant muette sur la légitime
« et sa quotité ; elle doit être réglée conformément à la cou-
« tume de Paris, qui est la dominante.

« Nos réserves coutumières ne peuvent servir de rien aux
« enfans dans une succession opulente toute composée de
« meubles, d'acquêts et de biens disponibles.

« Les pères et mères qui auroient des propres pourroient
« d'ailleurs, au moyen de la vente qu'ils en feroient, déshé-
« riter leurs enfans. Il ne s'agiroit que de dénaturer leurs
« biens pour disposer de la totalité suivant leurs caprices et
« au préjudice de leurs enfans.

« Il suffit bien de laisser dans tous les cas aux pères et mè-
« res la liberté de réduire leurs enfans à la légitime, lorsqu'il
« n'y a aucune cause d'exhérédation.

« Quand une coutume permet comme la nôtre (1), de dis-
« poser de tous meubles et de tous acquêts, nous devons en-
« tendre, sauf la légitime due aux enfans par la loi naturel-
« le, qui est la première de toutes les loix : *salva legitima*
« *liberis jure naturæ debita.* »

A la fin du XVIII^e siècle la question de l'existence de la légitime est ainsi posée en Artois : le parlement l'admet en dépit de tous actes de notoriété contraire. Les juriconsultes artésiens estiment après lui que la légitime existe en Artois, d'après le droit naturel et que sa quotité doit être fixée d'après la coutume de Paris, coutume dominante du royaume.

Le Conseil d'Artois repousse toujours la légitime comme contraire à la coutume générale de la province qui a organisé les réserves coutumières.

Ici, l'autorité royale n'intervient pas. Sans doute les abus

(1) Art. 133.

étaient rares. On ne voyait guère en Artois d'exhérédation sans cause. On y voyait surtout usité le partage fait par l'ascendant, assurant à chaque descendant sa juste part dans les fiefs, les rotures, les meubles, veillant surtout à ne pas morceler la terre patrimoniale.

CHAPITRE II

Les réserves coutumières.

Pothier les désigne (1) sous le nom de légitime coutumière et les définit ainsi : « Cette portion des propres dont les coutumes défendent de disposer. »

La coutume d'Artois défend de disposer de plus d'un quint des fiefs, celui qui est appelé « le quint datif. » (art. 91).

En usufruit, elle ne permet de léguer plus de 3 années du revenu des biens patrimoniaux. (art. 90).

Enfin, elle met à l'aliénation des propres des conditions qui sont énumérées en l'article 76 et empêchent, théoriquement du moins, de déshériter l'héritier par la vente sans raison des biens patrimoniaux dont il compte jouir.

Le quint datif.

Le quint datif n'intéresse que les biens féodaux ; nous en traiterons cependant ici, puisque nous le rencontrons parmi réserves faites en faveur de l'héritier.

(1) Donation entre vifs, p. 522.

Il est réglé par l'article 91 de la coutume générale ainsi conçu : « Il est permis à chacun donner par disposition dernière et non autrement, au desceu et sans le consentement de son héritier, un quint de tous les fiefs, par don d'aumosne, pour par le légataire en jouir paisiblement comme de sa chose. »

Ce quint ne peut être attribué par donation entre vifs ; car ce serait agir en violation de l'article 76 qui énumère les conditions imposées pour l'aliénation des propres en général. La réserve coutumière des fiefs est donc des quatre quints. Un quint de ces fiefs restants est attribué aux puînés et le reste à l'ainé. Le quint d'aumosne se prendra donc à la fois sur la part des puînés et sur celle de l'ainé.

Mais, le légataire du quint datif sera vis-à-vis de l'ainé traité comme un puîné. Il n'a pas le droit en effet de réclamer une part dans chacun des fiefs. L'ainé lui attribuera soit un fief entier représentant la valeur de son quint, soit une portion d'un fief particulier, soit encore, il l'indemniserà en argent et effets mobiliers.

Le légataire du quint d'aumosne est comme les héritiers réservataires soumis aux dettes. Il est en effet héritier d'une portion de l'universalité ; il n'est pas légataire particulier.

Il n'est pas nécessaire de spécifier dans son testament qu'on lègue le quint datif de ses fiefs pour être déclaré avoir eu en vue cette libéralité. Il suffit de léguer une somme d'argent qui ne puisse être prise sur les meubles ni sur les biens de libre disposition, soit parce qu'il n'y en a point, soit parce qu'il n'y en a pas assez. On est censé, dans ce cas, avoir légué le quint datif. Il a été ainsi jugé en la coutume d'Arras, par arrêt du 7 septembre 1690, rendu à la première au rapport de M. Gaudard.

L'article 91 est muet sur le point de savoir si on peut léguer, sans le consentement de son héritier, le quint de ses propres roturiers. Il n'a parlé que du quint des fiefs. Les auteurs en ont conclu à la défense de léguer le quint des propres roturiers.

Maillart (1) a résumé en ces termes le sentiment général : « cet article (91) contient une dérogation à l'article 76. Il faut « prendre tout ce qui y est dit pour limitatif et restrictif, et « non pas pour démonstratif seulement ; de sorte que, dans « cette coutume, il n'est pas permis de disposer du quint des « rotures patrimoniales, quoiqu'il y soit permis de disposer « de celui des propres féodaux. »

Il se rencontre toutefois un auteur qui estime, se basant sur un argument d'analogie, que le legs du quint des rotures patrimoniales est possible en Artois : c'est M. de Calonne. Dans son commentaire de l'article 91, il fait remarquer que la coutume d'Artois ne proscriit point expressément le legs du quint roturier. La coutume de Boulogne est sur ce point identique à celle d'Artois. Or, dit-il, il y a été jugé par trois arrêts : le premier du 30 avril 1751, le second du 9 novembre 1752, le troisième du 22 avril 1777, qu'on peut dans cette coutume disposer du quint des rotures patrimoniales. (2) L'auteur estime que ces arrêts doivent également s'appliquer en Artois. Mais, son avis ne paraît avoir eu aucun écho dans la doctrine, ni dans la jurisprudence. Il est plus sage de s'en tenir à l'opinion de Maillart : l'article 91 est une dérogation à l'article 76 et par conséquent son application ne peut être étendue aux cas non prévus par le texte.

(1) Sur art. 91, n° 31.

(2) CALONNE : Observations et jugements sur les coutumes d'Amiens, d'Artois, de Boulogne et du Ponthieu.

La disposition de trois années de revenus.

Un homme aurait pu, durant sa vie, déshériter son héritier, sans cependant contrevenir à la défense que nous verrons plus loin, d'aliéner ses propres. Il lui eut suffi pour cela de léguer à celui qu'il voulait avantager l'usufruit de ses biens patrimoniaux, ne laissant à son héritier qu'un droit illusoire : la nue propriété.

L'article 90 est venu très heureusement restreindre les droits du propriétaire. Il est ainsi conçu : « Il est loisible à chacun
« léguer et donner par testament, et non autrement, sans ap-
« peller son héritier, les fruits, profits et revenus de trois ans,
« de partie ou de tous ses fiefs et autres héritages, soient pa-
« trimoniaux ou autres pour par le légataire en joyr inconti-
« nent après le trépas dudit testateur. »

Les anciens usages rapportés au *Coutumier d'Artois* (1) permettaient de disposer de trois années de revenus, non seulement par testament, mais par tous autres actes entre-vifs. « Ce puet-il vendre, donner et aumosner par le coutume d'Ar-
« tois, III ans, sans appeler seigneur et hommes, et plus n'en
« puet-il faire. »

Bauduin avait noté cette tolérance. Elle est désormais formellement abrogée. Le texte proscriit tout retour possible à l'usage aboli. Nous trouvons en effet cette expression énergique : « et non autrement » à la suite de la permission concédée de donner par testament.

La coutume accorde au bénéficiaire du legs de jouir des fruits profits et revenus, c'est à dire qu'elle lui concède tous les revenus ordinaires ou casuels qui écherront durant ces

(1) Titre XXII.

trois ans. Mais, si par impossible, pour des cas imprévus, il n'y avait, durant ces trois ans, rien à percevoir, l'usufruitier subirait le dommage sans nul droit à récompense : « Le légataire (1) ne pourroit pas prétendre la récompense des années stériles, sur celles qui suivroient la fin de son usufruit, parce que le legs n'est pas d'une certaine quantité de fruits, à prendre sur ceux de chaque année, auquel il faudroit suppléer le défaut de l'année stérile, par les suivantes, mais d'une généralité de fruits, laquelle recevant augmentation ou diminution est sujette au hazard ; l'usufruitier y est soumis comme le propriétaire l'auroit été ; car l'usufruit général met l'usufruitier à la place du propriétaire. »

Un certain nombre de revenus casuels, extraordinaires ont été attribués à l'usufruitier. Ainsi, il obtient le bénéfice des saisies féodales qui comportent une acquisition de fruits, en faisant intervenir dans la procédure le nom de l'héritier. Par contre, il ne peut user de la saisie féodale pour la sauvegarde de simples droits honorifiques de la seigneurie. Le propriétaire seul peut introduire les procédures tendant à ce but.

Les fruits dont la récolte ne se fait que par intervalles comme les poissons des étangs et les bois taillis, appartiendront à l'usufruitier si la récolte s'en doit faire durant ses trois années d'usufruit.

« Un arrêt du 14 février 1619, rendu au grand conseil de Malines, a déclaré que le légataire de trois ans devoit avoir la coupe entière du bois, qui écheoiroit en l'une des dites trois années, en conséquence de l'usage de couper le bois tailli de 9 en 9 ; et cela, sans en donner aucune portion à l'héritier *ab intestato*. » (2)

(1) MAILLART, sur art. 91, n° 33.

(2) MAILLART, art. 90, n° 37.

Il va sans dire que si les biens dont on a légué l'usufruit sont affermés à prix d'argent, l'usufruitier devra se contenter du prix fixé par le *de cujus*.

Malgré les mots « incontinent après le trépas dudit testateur » qui fixe le point de départ de la jouissance du legs, d'aucuns s'étaient demandé si les trois ans de jouissance devaient être nécessairement continus et si l'héritier et le légataire ne jouiraient pas du revenu à tour de rôle durant une période de six années, ou si du moins le testateur ne pourrait ordonner ce procédé. L'esprit général de la coutume, la présence de l'adverbe : *incontinent*, ont fait admettre que les trois années de jouissance devaient se suivre sans discontinuité. Le même adverbe a fait également décider que la jouissance de l'usufruit commencerait nécessairement à la mort du *de cujus*, lors même que le bénéficiaire n'aurait pas connaissance du legs. Même, si les propres dont l'usufruit est légué étaient chargés déjà d'un douaire ou d'un autre usufruit, le légataire ne jouira que de la partie non chargée, parce que celui qui est chargé ne peut pas charger (1).

« Mais si le testateur laisse des biens de libre disposition, le légataire demandera valablement la récompense du re-
« tranchement, que son usufruit entier souffre, par l'usufruit
« qui a une cause antérieure au sien ; parce que cet usufruit
« étranger ayant pu être légué, il doit être délivré par l'hé-
« ritier des biens libres ou en espèces, ou en estimation. » (2)

Il ressort de l'art. 90, que le revenu des propres durant trois ans est un bien de libre disposition à cause de mort. Il n'est point nécessaire de le mentionner tout spécialement dans un

(1) MAILLART, art. 90, n° 60.

(2) MAILLART, art. 90, n° 61.

testament qui contiendrait la disposition universelle de tous les biens de libre disposition.

« Sur ce principe, par sentence rendue aux requestes du
« palais, le 10 mai 1701, confirmée le vendredi 22 juillet 1701,
« à l'audience de la grand'chambre, par arrêt rendu suivant
« les conclusions de M. l'avocat général Portail, il a été déci-
« dé que le revenu, pendant trois ans, des biens régis par la
« coutume d'Artois, étoit entré dans le legs universel, ou plu-
« tôt dans le fideicommiss universel, dont la mère du testa-
« teur avait été chargée par testament passé à Lyon le 1^{er} oc-
« tobre 1668 dont l'exécution avoit été ordonnée par arrêt du
« 13 décembre 1698. » (1).

(1) MAILLART, art. 90, n° 71.

CHAPITRE III

Restriction à l'aliénation des propres.

Il est de droit naturel pour tout propriétaire de pouvoir, à son gré, aliéner son bien, de le transporter à qui bon lui semble. Mais ce principe de la liberté illimitée des aliénations, souffrait en droit coutumier, et spécialement en Artois, dans l'intérêt de la conservation des biens dans les familles, une notable restriction en ce qui concerne les *propres*.

Nos anciens usages connus sous le nom de coutumier rapportent en effet (1) : « Li homme puet vendre son hiretaige qui
« venus li est de père et de mère, par III manières de raisons.
« La première si est par l'assentiment et le gré de son hoir ;
« la seconde par povreté ; la tierce par achater plus souffisant
« hiretage. »

Les coutumes d'Artois ont codifié ce vieil adage dans leurs articles 76 et 77.

Art. 76 : « Et pour vendre et charger nommément ou alié-
« ner son héritage patrimonial, il est requis observer l'une
« des trois voyes pour ce introduites par la coustume : A sça-
« voir que ce soit par le gré et consentement de l'héritier ap-

(1) Titre XXIII.

« parant, ou que ce soit par remploi : à sçavoir en remployant
« les deniers de la vendue des dits héritages en héritage de
« telle nature et valeur, et sortissant la cotte et ligne, comme
« l'héritage vendu. Ou tiercement que telle vente, charge ou
« aliénation soit faite par nécessité jurée par le vendeur, et
« prouvée suffisamment par deux tesmoins dignes de crèden-
« ce. »

Art. 77 : « Et suffit du consentement de l'héritier principal
« apparant pour l'aliénation des fiefs patrimoniaux sans qu'il
« soit avec ce requis le consentement des autres héritiers ap-
« parant à succéder au quint des dits fiefs, mais quant aux
« héritages patrimoniaux cottiers, est requis le consentement
« de tous les héritiers apparants.

« Autrement n'auroit lieu que pour la part et portion de
« ceux qui auroient à ce baillé leur consentement. »

L'explication de ces dérogations au principe de la liberté
absolue des aliénations est donnée par Maillart. (1)

« Aujourd'hui, dit-il, en général, la liberté d'aliéner son
« patrimoine, est du tout interdite ; et ce pour la conserva-
« tion des familles. Laquelle raison est suffisante et raisonna-
« ble. »

Les coutumes locales.

Il convient avant d'aller plus avant d'examiner comment
les principales coutumes locales d'Artois ont compris cette
restriction pour la vente des propres formulée par l'article 76
et que Maillart approuvait pleinement. Elles sont très diver-
gentes. Nous ne pouvons mieux faire que d'emprunter les
extraits donnés par M. Dupuich-Quesnoy, député par les Etats

(1) Sur art. 76, n° 2.

d'Artois à la Cour, dans le « *mémoire contenant les motifs de la déclaration demandée au roy par le procureur de sa majesté au conseil provincial d'Artois pour l'exécution des articles 74, 75 et 76 de la coutume générale d'Artois.* » (1).

« L'article 60 de la coutume locale du baillage de Saint-Omer, porte que nul ne peut nommément charger, vendre ni aliéner son héritage féodal, venu de la succession de ses prédécesseurs, que par l'une des voies qui ensuivent est à savoir par le consentement de l'héritier apparent ; ou par nécessité jurée par le vendeur, approuvée et ensuivie par deux témoins.

« Et l'article 61, que chacun peut vendre et aliéner tous ses héritages cottiers, rentes réalisées, inféodées et patrimoniaux, à telle personne que bon lui semble, sans y garder aucune solennité.

« Il est clair que cet article 61 achève de caractériser par les verbes : vendre et aliéner, les termes de nommément charger, de l'article 60.

« La coutume particulière de la ville et banlieue de Saint-Omer article 48, dit qu'un chacun peut céder ou donner par dons d'entrevifs ou autrement, transporter pour nécessités et affaires ou pour remployer en autres héritages ou pour telles autres causes que bon lui semble, les *maisons terres et héritages patrimoniaux* non féodaux, situés en ladite ville et banlieue à qui que bon lui semble, sans pour ce observer l'une des trois voies requises et nécessaires par la coutume générale d'Artois.

Suivant l'article 9 de la coutume de la ville et banlieue de Béthune, homologuée par Philippe III roi d'Espagne le 27

(1) Archives départementales. Recueil d'arrêts, réglemens et ordonnances, concernant les Etats d'Artois, par Joseph Herman, greffier des Etats.

« février 1621 tous héritages de nature d'échevinage, venant
« d'acquest ou patrimoine, ne peuvent vendre, donner, alié-
« ner ou transporter, sans y garder, ni observer aucune des
« trois voies requises par la coutume générale.

« La coutume du bailliage d'Aire, sur l'article 76 de cette
« coutume générale, portant que pour aliéner ou charger
« héritages patrimoniaux cottiers, l'on n'est tenu y garder
« aucune voie ou solennité prescrite par la dite coutume d'Ar-
« tois ; ainsi seulement, en aliénation d'héritages féodaux, il
« en résulte que ce mot d'aliénation explique et définit encore
« celui de charger, qui précède, et qui est le : *charger* nom-
« mément du même article 76.

« Selon l'article 18 de la coutume locale de la ville et banlieue
« d'Aire, un chacun peut et lui loist vendre, céder et transpor-
« ter pour les nécessités et affaires, ou autrement pour son
« plaisir, les maisons, terres ou héritages cottiers, situés en la
« dite ville et banlieue, aussi les rentes héréditaires sans rachat.
« affectées sur maisons et héritages à lui échus par succession,
« à qui que bon lui semble, sans sur ce observer l'une des
« trois voies requises et nécessaires par la coutume générale.

« Celle du baillage de Bapaume, sur l'article 76 d'Artois, dit
« que pour vendre, donner ou aliéner héritages cottiers, tant
« patrimoniaux, que d'acquest, l'on n'est soumis observer nui-
« le des voies requises par la coutume générale.

« Suivant l'ancienne coutume particulière du bailliage d'Hes-
« din, rédigée par écrit, en exécution des lettres patentes du
« roi Charles VIII du 28 janvier 1493, puis revue le 13 septem-
« bre 1535, par ordre de l'empereur Charles-Quint, et par celui
« des archiducs Albert et Isabelle, le 25 septembre 1612, article
« 36, aucun ne peut vendre, donner, transporter ni aliéner
« vaillablement les héritages à lui venus et échus de ses prédé-

« cesseurs, ce n'est en gardant l'une des voies et solemnités, à
« savoir, la première par le consentement et accord exprès de
« son héritier apparent, la seconde par nécessité solennelle-
« ment jurée par le vendeur ou transporteur, et que de cest il
« soit ensuivi par deux témoins, et la troisième par remployant
« les deniers procédant de la vente en achat de aussi vailables
« héritages que ceux qui seroient vendus et pour sortir leur
« nature et condition.

« Par l'article 37 loist à un chacun, sans garder aucune des
« dites solemnités, donner et transporter son héritage procé-
« dant de ses prédécesseurs à son vrai héritier apparant, en
« avancement d'hoirie et de succession.

« Et selon l'article 41 chacun peut donner, venare et aliéner
« ses biens, meubles et son acquest soit de fief, ou héritages
« cottiers, à qui que bon lui semble, sans le consentement de
« son héritier, ne y garder aucune solemnité, aurre que son
« bon plaisir et volonté. »

« Aux termes de l'article 9 de la nouvelle coûtume particu-
« lière de la ville et des deux banlieues d'Hesdin, homologuée
« par lettres patentes de Philippe IV, roi d'Espagne, du 10 juil-
« let 1627, toutes personnes peuvent vendre, aliéner ou don-
« ner les maisons tenemens et autres héritages à eux apparte-
« nant, séans en la dite ville et ancienne banlieue, soit patri-
« moniaux, ou d'acquest, par don d'entrevifs ou testament
« à telle personne que bon leur semble sans y observer aucune
« voie ni solemnité.

L'article 30 de l'ancienne coûtume locale du comté de Saint-
« Pol, porte que nul ou aucun ne peut vendre donner ou au-
« trement aliéner les héritages féodaux et cottiers ou roturiers
« de la succession de ses prédécesseurs, si ce n'est par et en
« y gardant et observant l'une des trois voies, à savoir nécessité

« urgente, suffisamment approuvée, consentement de son
« plus prochain héritier apparant, ou par remploy fait en bons
« et suffisans héritages pour tenir la cotte et ligne du lez et
« cotté dont leur seroient venus les dits héritages par eux
« vendus.

« Enfin, la coûtume de Lalleu sur l'article 76 d'Artois, porte
« que pour vendre, charger ou aliéner son héritage, n'est
« requis avoir le gré et consentement de son héritier apparent,
« ni faire remploy des deniers en acquisition d'autres héri-
« tages pour suivre telle nature, ni aussi jurer, ni faire prou-
« ver nécessité. »

Peut-on obliger ses biens en général ?

La question s'est posée à propos du début de l'article 76 :
« Et pour vendre et charger nommément ou aliéner son patri-
« moine. » Faut-il voir dans ces mots une défense absolue de
poser tout « acte quelconque qui pourrait aboutir à l'aliéna-
« tion des propres ou simplement la défense d'aliéner ou de
« charger *in presente* un propre nettement désigné ?

Maillart (1) a fort bien noté la distinction : « ainsi, dit-il, une
« personne, qui cède son héritage, moyennant de l'argent, a
« pour fin immédiate de son action, la vente de son héritage,
« de sorte que, comme la coutume défend la vente de son
« propre, à moins que l'une des trois voyes n'y ait été observée,
« cette personne doit accomplir cette formalité, si elle veut
« obliger son héritier patrimonial à entretenir cette cession. »

« Mais, celui qui emprunte une somme d'argent, pour la

(1) Art. 76, n° 4 et suivants.

« sûreté de laquelle il oblige généralement tous ses biens,
« sans en désigner aucuns, n'a pour objet immédiat de son
« action que son soulagement, de sorte que, comme la cou-
« tume ne défend pas l'obligation générale de tous ses biens,
« l'héritier des propres est obligé d'y satisfaire, par la règle
« générale des successions : qui succède aux biens doit payer
« les dettes.

« Quand même cette obligation devroit dans la suite pro-
« duire l'aliénation des propres ; parce que notre coutume ne
« défend pas, en général, l'aliénation ou l'obligation des pro-
« pres, puisqu'elle les permet, sous de certaines conditions
« prescrites par l'article 76 ; mais elle interdit seulement celles
« qui sont faites dans le dessein formel d'aliéner les propres,
« ou de les obliger spécialement : elle ne considère pas tant
« l'effet de l'acte que l'intention de l'agent si elle trouve cette
« intention accompagnée de l'envie formelle d'aliéner ou d'o-
« bliger son propre, elle la rejette, à moins qu'elle ne soit revê-
« tue des solennitez que la coutume a prescrites. »

« Si, au contraire, la loi ne reconnoît point cette envie pré-
« cise d'aliéner ou d'obliger son propre, dans l'acte qui a été
« fait, elle n'y touche pas ; c'est-à-dire qu'elle ne le vicie pas,
« parce que n'ayant pas disposition expresse qui défende
« l'obligation générale de tous biens, elle laisse cette obliga-
« tion à la disposition du droit commun, qui soumet tous les
« héritiers aux dettes.

« Sans qu'on puisse dire que, défendant l'obligation spé-
« ciale, elle défend la générale, sous prétexte que la générale
« comprend la spéciale ; parce qu'en matière de coutume, l'on
« n'argumente pas du cas exprimé au cas non exprimé et ce
« qui est défendu par une voye est permis par une aultre. »

Maillart résume ainsi l'opinion générale de tous les juris-

consultes artésiens. Il semblait bien du reste que nulle contestation ne put s'élever à propos d'un texte aussi clair. Mais des plaideurs et des avocats retors firent surgir des difficultés à propos de l'adverbe « *nommément* » qui suit le verbe « charger ». Jusque là, il avait paru certain que cet adverbe signifiait en particulier : *spécialement* ; le parlement le traduisit par un autre adverbe : *valablement*.

Cette contestation qui bouleversait les usages de la province et sa vie commerciale eut un très grand retentissement. Le président Hébert commence, en la-notant, son commentaire de l'article 76. (1) « Le terme de *nommément*, dit-il, contenu en « cet article est très important, et fait le sujet d'une contestation considérable présentement indécise, au Conseil du Roy « sur ce que par arrêt du parlement de Paris, contraire à nos « maximes et usages les plus constants, on a deschargé un héritier patrimonial du paiement des rentes héritières constituées par ses auteurs, sous prétexte qu'ils n'avoient pas « observé l'une des trois voyes prescrites pour charger leur « bien patrimonial ; mais ces voyes ne sont aucunement nécessaires pour obliger sa personne et ses biens en général, « quoy qu'entre iceux il y en ait des patrimoniaux. »

Hébert fait certainement allusion à un arrêt du Parlement de Paris en date du 4 août 1694, rendu en la cinquième, au rapport de M. de la Porte, entre les créanciers de la famille de Fruges et l'héritière patrimoniale de cette famille. Cet arrêt a décidé(2) que l'adverbe *nommément*, voulait dire : *valablement*. En conséquence, il proclame « que cette héritière « patrimoniale a été déchargée des constitutions de rente et « des obligations passées par ses auteurs, comme des dettes

(1) HÉBERT, art. 76.

(2) MAILLART 76, n° 30.

non dûment contractées, faute d'y avoir observé l'une des « trois voyes prescrites par la coutume d'Artois. »

L'opinion fut unanime à se prononcer contre cet arrêt. La province sollicita alors pour éclaircir toutes difficultés une déclaration du Roi. Elle fut rendue à la date du 19 avril 1695. Le Roi interprétait la coutume en ce sens qu'il était permis de créer des rentes et de passer des obligations garanties par une hypothèque générale de tous ses biens, même patrimoniaux, sans que l'une des trois voyes fut au préalable observée. Mais, en matière d'obligations, la déclaration portait cette restriction « à la réserve de celles qui emporteront une entière aliénation ». L'opinion estima ce remède de la déclaration pire que le mal et une vive opposition fut faite à l'interprétation royale. La déclaration ne fut pas enregistrée. Ces expressions vagues « à la réserve de ceux qui emporteront une entière aliénation » permettaient trop de contestations et soulevaient trop de chicanes. Toute obligation générale des biens peut en effet à la longue entraîner l'entière aliénation. L'opposition eut gain de cause. Durant le temps même de l'instance introduite au Conseil au roi pour la modification de la déclaration, un arrêt du Parlement donna raison aux jurisconsultes artésiens. Il fut rendu à la seconde chambre des enquêtes le 1^{er} août 1703, au rapport de M. le Fouin et confirmait une sentence du Conseil d'Artois du 25 septembre 1696, qui déclare sujette aux dettes l'héritière patrimoniale des seuls propres d'Artois.

La question devait demeurer pendante, de longues années encore. Le comte d'Egmont, créancier de l'héritière patrimoniale de Fruges, avait fait opposition à l'enregistrement de la déclaration royale. Les parties avaient été renvoyées au Conseil du Roi. Les Etats multiplièrent les démarches pour obte-

nir une déclaration conforme aux usages de la province. Les députés à la cour reçurent comme instructions spéciales de faire aboutir l'affaire dans le plus bref délai.

En 1706, la déclaration est à la veille d'être obtenue. Mais, la guerre de la succession d'Espagne entre dans la phase des revers. Tout est remis en question jusqu'à la paix.

Les Etats insistent à nouveau en 1714 et 1715. Mais survient la mort de Louis XIV. Il faut attendre encore, recommencer les démarches, rédiger de nouveaux mémoires. La déclaration tant attendue est enfin signée par Louis XV le 14 mars 1722 ; elle est enregistrée au Parlement le 17 avril 1722 et au Conseil provincial le 1^{er} avril 1732. Elle donnait pleine satisfaction aux desiderata de la Province (1).

Les trois ordres avaient au préalable adressé à la cour un long mémoire signé du Puich-Quesnoy, député des Etats, rapporté par Herman, greffier des Etats.

L'avocat apporte à l'appui de la thèse qu'il soutient de multiples raisons. Il s'appuie tout d'abord sur les articles 184, 186, 189 de la coutume qui assujettissent l'héritier patrimonial aux obligations personnelles du défunt. Il conclut ainsi la première partie de son étude : « le principe général des successions dans la coutume d'Artois, comme dans le droit civil, est que l'essence de l'héritier, ce qui le caractérise, qui convient à tout héritier et ne convient qu'à luy seul, consiste à représenter parfaitement le défunt, avec lequel l'héritier est censé, en droit, une seule et même personne.

« De là vient que tous les droits actifs et passifs du défunt passent à l'héritier et luy deviennent aussi propres que s'ils avoient esté formez pour ou contre cet héritier même, parce

(1) Voir pièces justificatives, n° I.

(2) Recueil d'arrêts, réglemens et ordonnances. Archives départementales.

que ce n'est pas aux biens en particulier, ni même à l'universalité des biens, mais à tout le droit du défunt que l'héritier succède, ce qui fait dire aux docteurs que l'hérédité est un nom de droit, et qu'on peut estre héritier sans les biens.

« Or, il est évident par les dispositions de la coutume d'Artois, qu'on a rapportées (articles cités plus haut), que cette représentation entière et parfaite du défunt convient à l'héritier patrimonial, lequel s'engage comme les autres héritiers par le simple effet de l'adition, envers les créanciers sans les connoître, et quand même les propres de l'hérédité n'y suffiroient pas. »

Le mandataire des Etats appelle ensuite à son aide l'usage, la jurisprudence et la doctrine.

L'auteur détaille ainsi l'usage argué (1) : « On peut alléguer pour première preuve des milliers de contrats de constitutions de rentes à prix d'argent, passez dans les trois derniers siècles, sous l'obligation générale de tous les biens des débiteurs et sans l'observation de l'une des trois voies de l'article 76 de la coutume d'Artois.

« On cite pour seconde preuve un grand nombre de reconnaissances passées par des héritiers patrimoniaux au profit des créanciers de ces dettes faites par leurs auteurs. »

Ce long usage a déterminé les sentences des tribunaux et a contribué à fixer le sens et la portée de la coutume (2) :

« La troisième preuve résulte, tant d'une multitude de sentences rendues pendant plusieurs siècles, dans tous les tribunaux du pays, et en particulier au Conseil provincial d'Artois, depuis son institution en 1530, qui ont déclaré uniformément de pareilles rentes constituées, des sommes dues

(1) Mémoire p. 5.

(2) Mémoire p. 6.

« pour marchandises fournies et autres semblables exécutoires sur des héritiers patrimoniaux ; que d'un nombre infini de procès verbaux, d'ordres et de distributions faites dans les mêmes sièges, de deniers provenans de patrimoines considérables, qui y ont été vendus par décret, pour ces obligations personnelles contractées toutes sans l'observation de l'article 76.

« D'où s'en suit nécessairement que ceux qui ont rédigé la coutume d'Artois en 1509 et qui l'ont réformée en 1540 et 1544 estoient également persuadés que la disposition de l'article 76 concernant les seules aliénations effectives du patrimoine ne peut pas s'étendre aux dettes personnelles. »

« Car, comme ils connoissoient parfaitement un usage plus ancien qu'eux, leur esprit a esté de le confirmer, pour être continué jusqu'à nous, de sorte que l'article 76, qui de leur temps, n'avoit nulle application aux obligations personnelles, n'en peut avoir plus au temps présent. »

L'auteur du mémoire s'appuie ensuite sur les décisions des diverses juridictions qui, aux époques successives de l'histoire de la province, ont rendu la justice en dernier ressort.

« Il y a de l'usage constant de l'Artois de soumettre aux dettes personnelles du défunt, l'héritier patrimonial, des actes de notoriété émanés du Conseil d'Artois le 16 octobre 1664, le 15 may 1673, et le 28 may 1694, de la gouvernance d'Arras, le 14 août 1691, du baillage de Saint-Omer le 10 juillet 1693. » Le grand conseil de Malines, dont l'Artois ressortissait au temps de la domination espagnole, a rendu des arrêts dans le même sens en 1613, 1621, 1643 et 21 juillet 1651.

A son tour, le Parlement de Paris, héritier du grand conseil de Malines, s'est conformé à la jurisprudence établie. Il n'y a guère dérogé que dans l'arrêt dont il a été parlé plus haut.

Citons de lui, en faveur de la thèse reçue en Artois : un arrêt du 18 février 1690 à la cinquième des enquêtes, un arrêt du 21 avril suivant, un troisième rendu à la seconde chambre au rapport de M. le Fouin le 1^{er} août 1703, déjà cité, un quatrième en la même chambre rendu au rapport de M. Leclerc de Lesseville, le 6 septembre 1704, un cinquième en la même chambre, le 25 may 1705, au rapport de M. D'Averdoin, un 6^e en la première du 3 septembre 1705 au rapport de M. de Vienne, un 7^e à la troisième du 9 avril 1707 au rapport de M. Méhand, un 8^e à la seconde du 12 may 1707 au rapport de M. de Chavandon.

Toutes ces raisons, les instances des trois ordres de la province décidèrent le roi à faire droit à la demande et à ériger en loi dans la déclaration de 1722 l'usage, observé constamment en Artois, d'obliger les héritiers patrimoniaux à acquitter les obligations personnelles générales de leurs auteurs, alors qu'aucune des trois voies ordonnées par l'article 76 n'a été observée.

CHAPITRE IV

Les trois voies.

Tout propriétaire est libre d'obliger ses biens en général. Il n'a pas, pour rendre valable aux yeux de la loi cette opération, à employer des formalités spéciales. La doctrine et la jurisprudence sont en ce sens. Le roi, par une déclaration de 1722, a confirmé l'usage de la province. Il n'en va plus de même lorsqu'il faut aliéner ou charger un propre déterminé, alors s'appliquent les formalités requises par l'article 76. Il faut pour aliéner ou charger son propre soit : 1° le consentement de l'héritier apparent, soit 2° le remploi, soit 3° la nécessité jurée.

Consentement de l'héritier apparent.

Le bien patrimonial est considéré dans la coutume comme une sorte de fidéi-commis. Le propriétaire actuel n'est, à proprement parler, qu'un possesseur. Le véritable propriétaire est la famille. Elle, ne meurt pas. Pour se conserver dans sa splendeur, elle a le droit de retenir les biens qui doivent l'assurer.

De là, pour aliéner un de ces propres familiaux, à moins de remploi ou de nécessité, il faut le consentement de celui qui doit le recueillir. C'est celui-là que la coutume nomme héritier apparent. Maillart (1) l'appelle « présomptif ».

« Celui, dit-il, à qui de droit, l'héritage seroit déferé, si, dans le moment du contrat, le propriétaire décédoit. »

Parlant de la donation du propre qui n'est qu'une forme spéciale de l'aliénation, Roussel de Bouret déclare (2) : « La donation du bien patrimonial seroit même nulle, si le plus prochain héritier étant conçu et n'étant point encore né, le donateur prenoit le consentement d'un autre qui ne seroit pas aussi proche que le conçu qu'on considère comme né quand il s'agit de son avantage. »

L'héritier apparent doit être vivant seulement lors de l'acte d'aliénation. Pour les donations par testament, la question change. Hébert (3) s'est nettement expliqué sur ce point : « Quand, dit-il, la donation et disposition d'un bien patrimonial se fait par acte d'entre vifs, du consentement de l'héritier apparent, il s'agit que cet héritier soit vivant au jour du contrat, lequel a sa perfection par ce consentement ; mais sy la disposition s'en fait par testament c'est une nécessité que cet héritier apparant survive le testateur parce que le testament n'ayant effet que par la mort, que pour lors il paroisse du consentement de la partie intéressée qui est l'héritier apparant au jour dudit décès, encore peut-on douter s'il est permis d'ainsy disposer de son bien patrimonial par ordre de dernière volonté, du consentement du dit héritier, mais l'affirmative paroît juste et raisonnable, soit que

(1) 76, n° 137.

(2) T II, p 97.

(3) HÉBERT sur art. 76.

« le consentement soit donné avant ou depuis la mort du testateur, sauf à l'héritier à se pourvoir par les voyes de droit contre son consentement donné pendant la vie du testateur, « s'il prétend y avoir esté contraint et l'avoir fait sans « liberté. »

Pour un acte entre vifs, le consentement de l'héritier peut tre donné postérieurement à l'acte comme une ratification, « parce que, dit Roussel de Bouret (1), notre coutume ne « requiert point ce consentement comme formalité, mais seulement pour l'intérêt de l'héritier apparent. » Et Maillart « déclare (2). « Les feudistes égalent la ratification, faite par « le parent, de l'aliénation du fief propre, que le propriétaire « a faite, au consentement, qui y auroit été prêté dans le contrat de vente. »

Mais, dans quelles limites de temps doit être donnée cette ratification ? Il faut évidemment que le consentement soit « prêté par l'héritier, durant le temps qu'il est héritier. « Car (3) dès là qu'il est devenu propriétaire, le consentement « qu'il prête à l'aliénation, ou à la charge nominale, faite par « son auteur, n'est plus le consentement de l'héritier, mais du « propriétaire, au moyen de quoi il ne peut pas valoir sans le « consentement, et au préjudice de l'héritier apparent de cet « héritier, devenu propriétaire. »

« Si le consentement est donné après le décès (du propriétaire), il est vrai de dire que ce n'est plus le consentement de « l'héritier apparent, mais du propriétaire, lequel ne peut pas « se priver de l'action en nullité, qu'il a contre le contrat, sans « le consentement de son héritier apparent ; parce que cette

(1) T. II, p. 98.

(2) Art. 76. n° 132.

(3) MAILLART, art. 76, n° 131.

« action lui tient lieu de la chose, à laquelle il ne peut renoncer
« que par l'une des trois voyes.

« En ce dernier cas, l'action qui résulte de la ratification de
« l'héritier, sera bonne pour l'obliger à garantir, parce qu'il
« ne peut pas venir contre son propre fait. »

« Mais, elle ne passera pas contre son héritier patrimonial
« parce qu'il n'y aura pas consenti. »

Il n'est pas nécessaire que le consentement soit exprès. La coutume ne le requiert point. Les circonstances de l'acte détermineront, en cas de consentement tacite, si l'héritier a réellement consenti. On cite en cette matière (1) un arrêt rendu à la quatrième le 17 juin 1693, au rapport de M. Morel. Il a été jugé qu'en Artois la donation solidaire de 500 livres de rente rachetables de 8.000 livres, faite par deux sœurs à leur cousine paternelle, en faveur de son mariage, était valable ; ces deux sœurs étant héritières l'une de l'autre, elles étaient censées avoir consenti à la condition l'une de l'autre.

Du reste, il n'est pas nécessaire que l'héritier intervienne en personne pour consentir à une aliénation de propres. Son procureur spécial pourra le représenter utilement.

Mais, la qualité exigée pour que le consentement de l'héritier apparent valide l'aliénation d'un propre, c'est la liberté de ce consentement. C'est pour cela que l'article 76 requiert « le gré et consentement » de l'héritier apparent.

Le gré veut dire ici consentement absolument libre. Le mineur est censé n'avoir pas le jugement assez formé pour se rendre compte du tort que lui cause le consentement donné. Il pourra donc arguer du chef de minorité et revenir sur ce consentement.

(1) MAILLART, Art. 76, n° 118.

Le majeur qui prouvera que le consentement lui a été extorqué pourra également revenir sur son acte.

Mais, dès qu'il est constant que l'héritier a librement consenti à une aliénation des propres, il est tenu d'exécuter l'obligation. Ce qui a plu une fois, dit Maillart, ne peut plus déplaire. Il a été jugé en ce sens à la Tournelle civile le 2 juillet 1696, en confirmation d'une sentence du Conseil d'Artois du 17 septembre 1688.

Si l'aliénation de propres a été faite sans qu'aucune des voies prescrites par l'article 76 ait été observée, l'héritier a alors un recours et peut faire déclarer les contrats nuls. Mais, si l'héritier des propres l'est en même temps des biens disponibles, il sera tenu de respecter les actes de son auteur. Hébert (1) le dit expressément : « Il est constant qu'un héritier qui appréhende les biens patrimoniaux d'un défunt, est aussi son d'héritier disponible l'engage à entretenir tous les faits et libre disposition ne peut pas impugner la vente d'un bien patrimonial faite contre les formes parce que la qualité d'héritier disponible l'engage à entretenir tous les faits et contrats du défunt. »

L'héritier des seuls propres d'Artois pourra donc, suivant le mot d'Hébert, « impugner » le contrat. Si l'aliénation du propre est une donation, le donataire évincé n'aura aucun recours contre l'héritier mobilier pour se faire payer le prix ou l'estimation de la chose donnée parce que (2) « pareille donation faite sans le consentement de l'héritier apparent, n'est point valablement contractée et parce que l'éviction des choses données à titre purement gratuit, ne sauroit produire d'action en garantie contre le donateur, ni contre ses héritiers. »

(1) Sur art. 76.

(2) ROUSSEL DE BOURET, T. II, p. 99.

Si la donation est faite sous forme de vente, la situation est la même. Des arrêts nombreux l'ont proclamé.

Citons l'arrêt du 27 juin 1758, rendu en la troisième des enquêtes au rapport de M. de Gars, annulant la vente du comté de Belleforière ; un autre arrêt de la grand'chambre du 28 août 1758, rendu au rapport de M. l'abbé Terray et un autre de la troisième des enquêtes du 27 juillet 1770, au rapport de M. Lefèvre d'Amecourt, qui a déclaré nulles comme donations déguisées deux ventes faites le même jour.

Si l'aliénation est faite à titre onéreux, le sort des acquéreurs est moins dur. L'héritier patrimonial ne semblait pas, à première vue, tenu de restituer le prix de la vente d'un propre, lorsque cette vente était déclarée nulle. Le contrat n'existait pas ; il reprenait le bien dont il n'avait jamais accepté l'aliénation. Mais, le principe : nul ne doit s'enrichir aux dépens d'autrui, faisait loi en Artois alors comme aujourd'hui. La jurisprudence admettait une obligation personnelle de restitution du prix à la charge des propres artésiens. Et cette obligation fut définitivement fixée après la déclaration royale de 1722.

L'article 77 règle dans quelle mesure on doit tenir compte du consentement des divers héritiers apparents, s'ils sont plusieurs, spécialement lors que les héritiers apparents sont les enfants de l'aliénateur. L'article 77 s'exprime ainsi : Et suffit
« du consentement de l'héritier principal apparent pour l'alié-
« nation des fiefs patrimoniaux sans qu'il soit avec ce requis
« le consentement des autres héritiers apparans à succéder au
« quint des dits fiefs ; mais quant aux héritages patrimoniaux
« cottiers, est requis le consentement de tous les héritiers
« apparans.

« Autrement n'auroit lieu que pour la part et portion de
« ceux qui auroient à ce baillé leur consentement. »

Cette disposition s'explique fort bien. L'aîné est le principal héritier des fiefs, puisqu'il en recevra les quatre quintes. Le dernier quint sera partagé entre ses autres frères et sœurs. Et chacun d'eux ne viendra à la succession de ce quint souvent que pour une infime partie. Au reste, il est même permis, à l'aîné, de les indemniser en meubles ou en cotteries de leur part de quint. Il eut donc été souverainement injuste de subordonner au caprice d'un héritier qui peut même n'avoir aucune portion de ce fief les aliénations consenties par son auteur.

Pour les cotteries, chacun des enfants ou petits-enfants vient au partage pour une part égale. Il est donc nécessaire de requérir le consentement de chacun d'eux pour l'aliénation de ce qui doit constituer le meilleur de leur héritage, puisque leur auteur peut disposer comme il lui convient de ses meubles et acquêts. On se souvient que c'est sur cet article 77 que les auteurs ont en partie échafaudé la théorie de l'existence de la légitime en Artois malgré les incertitudes résultant du silence de la coutume.

Le Remploi.

C'est la seconde voie admise par l'article 76 pour l'aliénation des propres. Cet article s'exprime ainsi... « ou que ce soit par
« remploi (qu'on aliène) à sçavoir en remployant les deniers
« de la vendue des dits héritages, en héritage de telle nature
« et valeur et sortissant la cotte et ligne comme l'héritage
« vendu. »

Le remploi substitue au bien aliéné un autre de même valeur et de même nature. En somme, l'héritier ne souffre pas une diminution de patrimoine ; il n'y a pour lui qu'un bien échangé contre un autre.

Il n'a donc pas à intervenir dans un acte qui est à vrai dire un acte d'administration. Un bien est subrogé à un autre bien par un acte postérieur à l'aliénation du propre qui doit être remplacé.

L'article spécifie que le propre nouveau doit-être acquis des « deniers de la vendue ». C'est une précaution de plus prise en faveur de l'héritier des propres. Une telle exigence semble, à priori, écarter l'hypothèse de la subrogation d'un bien libre à un propre puisqu'en ce cas les « deniers de la vendue » ne seraient pas remployés. Mais, l'usage a prévalu de permettre cette substitution. Les intentions de la coutume étaient remplies en fait. Dans ces conditions, l'héritier des propres ne pouvait formuler aucune plainte.

L'héritage subrogé doit être de même nature que le propre vendu. Ce mot : *nature* n'implique pas que les héritages doivent être absolument ressemblants ; par exemple qu'une prairie soit remplacée par une prairie, une terre labourable par une autre. Ce mot ne vise ici que la nature féodale du propre. Un fief doit être remplacé par un fief, une roture par une roture ; les deux sortes de biens ne se partageant pas de la même façon entre les héritiers. Toutefois si un fief était remplacé par une roture et réciproquement, ce propre nouveau se partagerait suivant les règles qui eussent été appliquées au partage du propre ancien, à moins que les héritiers ratifiant le remploi ne spécifient leur volonté à cet égard.

Le propre subrogé doit être de même valeur que l'ancien. C'est-à-dire que si l'héritage aliéné vaut par exemple 6.000 livres, le propre nouveau doit être de même valeur et tenir exactement sa place. Si l'héritage acquis par remploi était de valeur moindre, l'aliénation pourrait être révoquée pour le tout. Le requéreur aurait alors son recours sur le propre su-

brogé. Si cependant, l'acquéreur offrait de fournir ce qui manque pour donner au propre nouveau une valeur égale à l'ancien, son offre devrait être acceptée. L'héritier ne pourrait pas refuser l'offre qui lui serait faite et devrait recevoir de l'acquéreur un second héritage pour suppléer à ce qui manque au propre précédemment subrogé.

En somme, lorsque l'héritier trouve, dans la succession de son auteur, l'équivalence du propre aliéné, l'article 76 est réputé observé et les plaintes ne doivent pas être écoutées.

La nécessité jurée.

L'article 76 la mentionne en ces termes à son dernier alinéa :

« Ou tiercement, que telle vente, charge ou aliénation soit faite
« par nécessité jurée par le vendeur, et prouvée suffisamment
« par deux témoins dignes de crédence. »

L'opinion unanime des auteurs est que ce mot *nécessité* n'implique pas un absolu dénuement une obligation physique de vendre. Maillart le dit expressément (1) : « il suffit que cette
« nécessité soit morale ; c'est-à-dire qu'une personne ait besoin
« en effet d'emprunter ou de vendre pour mettre ses affaires
« dans un meilleur ordre » Et plus loin : « notre coutume se
« rapporte pour la preuve du besoin du contractant, à son
« tellement authentique, qu'elle n'en admet pas une contraire,
« tellement autertique, qu'elle n'en admet pas une contraire,
« ni la preuve de l'opulence du vendeur. »

Hébert, avant lui, l'avait dit de manière plus formelle encore : (2) « la voie de nécessité affirmé par le vendeur et

(1) Art. 76, n° 164.

(2) HÉBERT, Art. 76.

« prouvée par deux témoins, introduite par cet article pour
« aliéner son patrimoine ne requiert pas une pauvreté effective qui met le vendeur dans la nécessité de vendre son
« bien, pour pouvoir vivre et subsister ; et une pareille vente
« ne peut pas être blasmée ny annulée sous prétexte que le
« vendeur possédoit des acquets, meubles et autres biens de
« libre disposition dont il ait pu et du se défaire avant vendre
« son patrimoine, ou qu'il ait acquis depuis d'autres biens,
« ou rentes dont on voudroit dire que le prix procède du patrimoine vendu ; mais il suffit qu'il jure ès mains des
« notaires que l'état de ses affaires l'oblige et le met dans
« une espèce de nécessité de vendre ce patrimoine et que cela
« soit ainsi prouvé et affirmé par deux témoins dans le
« contract de vente et aliénation, et ce faisant le contract a sa
« forme et perfection acquise par la coutume sans qu'il soit
« permis de s'enquérir plus avant de cette nécessité effective,
« suffisant que le vendeur a eu des raisons de se défaire d'un
« bien patrimonial plutôt que d'un autre, pour son plus
« grand profit, commodité et bienséance, ce qui n'a jamais
« souffert aucune difficulté en cette province. »

Il était en effet impossible d'admettre que les héritiers pussent revenir sur ces contrats. Le commerce en eut souffert. Nulle vente de propres n'eut été possible en fait sans le consentement de l'héritier apparent.

Et les jurisconsultes comme les tribunaux ont reculé devant l'idée de bouleverser les transactions commerciales.

La jurisprudence est unanime en ce sens. Mais il est un arrêt fameux, cité par tous les recueils et qui met cette thèse en pleine lumière.

Le 8 février 1602, le roi Henri IV avait vendu à Simon Rodriguez de Vega la baronnerie de Rhodes, située dans la cou-

tume d'Alost qui requiert pour l'aliénation des propres le cas de nécessité jurée, à l'instar de la coutume d'Artois. La vente avait été accompagnée d'un acte par lequel Henri avait juré *en foi de roi et de prince* qu'il faisait cette vente *pour son extrême nécessité*. Après la mort de son père, Louis XIII fit faire requête au grand conseil de Malines, afin de revendiquer cette terre. Il offrit de prouver que lors de cette aliénation, son père n'était nullement dans le besoin. Mais sa demande fut rejetée par arrêt du 23 juin 1626. .

Les conquêtes de Louis XIV firent passer un moment cette seigneurie sous la domination française. On en profita pour reprendre la question. Le procureur du Roi offrit de prouver qu'Henri IV n'avait pas été dans la nécessité de vendre ses biens. Mais, par arrêt du 16 février 1694, les successeurs de Rodrigués de Vega furent maintenus dans la propriété de la terre acquise par leur auteur.

Le parlement de Paris adopta, sans jamais varier, la jurisprudence du conseil de Malines. Il y a un arrêt de 1640, rendu conformément aux conclusions de Talon et qui est le plus ancien cité ; un autre de 1738, le 10 mai, rendu entre la dame de Monchy et le marquis d'Aoust. Merlin (1), dans son article sur la nécessité jurée, rapporte d'autres arrêts encore du 20 août 1749, du 17 août 1759, du 21 août 1761.

Le serment du vendeur doit être attesté par deux témoins dignes de foi. Originellement, ces témoins pouvaient être pris dans la famille même du vendeur ; aucune disposition ne prohibant leur témoignage. Mais l'ordonnance de 1667 a rejeté le témoignage des collatéraux.

Elle porte en effet au titre XXII (des enquêtes) art. 11 : « les « parens alliés des parties, jusqu'aux enfans des cousins is-

(1) Guyot : *nécessité jurée*.

« sus de germains inclusivement, ne pourront être témoins
« en matière civile pour déposer en leur faveur ou contre eux,
« et seront leurs dépositions rejetées. »

Cet article de l'ordonnance qui supprimait le témoignage des collatéraux semblait devoir donner aux témoins requis en cas d'aliénation de propres pour cause de nécessité jurée, un sérieux bien plus grand. Il n'en est rien. Les témoins deviennent de véritables hommes de paille que l'on raccolle sur la place publique, et qui signent à une vente, moyennant l'aumône de quelques deniers.

Hébert constate avec regret ces abus qui ont complètement faussé l'esprit de la coutume, en respectant sa forme : « Il
« faut cependant remarquer (1), dit-il, que l'on abuse le plus
« souvent de cette faculté, particulièrement les notaires et
« personnes publiques qui écrivent les contracts, lesquels se
« contentent de prendre les deux premiers témoins qu'ils
« rencontrent, tels qu'ils rencontrent, tels que leurs clercs et
« domestiques leurs voisins, même des mendiants qu'ils
« trouvent à leur porte qu'ils ne connoissent aucunement les
« affaires, besoins et biens du vendeur et quelquefois ne con-
« noissent pas la personne, le notaire faisant mention en styl-
« le ordinaire du serment presté par les vendeurs et les té-
« moins, sans les faire le plus souvent jurer, s'imaginant
« que le contrat estant rempli du nom et de la signature de
« ces sortes de témoins, il demeure parfait et irrévocable,
« comme ayant la forme ; ce qui est absolument contraire à
« l'esprit de cette coutume, qui contient une espèce de fidei-
« commis perpétuel des biens patrimoniaux, en faveur de la
« ligne d'où ils procèdent et qui veut qu'on ne puisse les
« aliéner que par l'une des trois voyes prescrites par cet arti-

(1) HÉBERT, Art. 76.

« cle, dont celle de nécessité jurée et prouvée par deux té-
« moins dignes de crédence estant la plus fréquente et la
« plus usitée, il n'est pas permis d'en abuser, n'y d'en faire
« un pareil jeu. »

Mais en dépit des plaintes des auteurs, les notaires firent de la nécessité jurée une véritable clause de style.

Elle permit l'aliénation des propres suivant le caprice du propriétaire. Et il ne fut plus question du consentement de l'héritier. L'abus subsista cependant jusqu'à la fin de l'ancien régime. M. le Camus d'Houlouve dans son commentaire sur la coutume de Boulonnois en demandait la suppression en ces termes : « Il seroit à désirer que ces formalités contraires
« au droit commun, fussent abrogées dans les coutumes où
« elles subsistent. »

Merlin estimait de son côté que la nécessité jurée n'était plus qu'une vaine formule et une source de procès. Il appelait de ses vœux une nouvelle loi qui en fit cesser l'usage.

Ainsi, ce qui originairement devait être une sauvegarde pour les familles n'était plus qu'une formalité gênante et surannée.

TITRE IV

L'héritier en face de la succession

CHAPITRE I^{er}

Acceptation de la succession.

La coutume d'Artois consacrait ce principe : que les enfants ont un droit sur les biens acquis par leurs pères. Elle les appelle à succession, à ce que Pothier définit si justement : « la transmission que la loi fait des droits actifs et passifs d'un défunt en la personne de ceux de ses parents qu'elle appelle à la succession. »

La loi défère tout d'abord la succession aux enfants, puis aux ascendants et aux collatéraux. Viennent enfin à défaut de parents le conjoint survivant et le seigneur haut justicier ou le roi.

Mais la coutume n'impose à personne, pas même aux enfants du *de cujus* la qualité d'héritier. « En Artois, dit l'art. 112, il n'y a nuls héritiers nécessaires. » Cette règle est du reste générale en droit coutumier.

L'art. 92 porte : « le mort saisit le vif, son plus prochain héritier, habile à luy succéder, en faisant les droits et devoirs à ce pertinens. » Pour être saisi, il faut donc faire « les droits et devoirs », soit relever les héritages.

« Selon aucuns, le mort s'est dévestu et dessaisi de tous ses biens entre les mains de son héritier le plus proche et ha-

« bile à luy succéder, *advenant qu'il veuille être son héritier.* »
« (1).

Il faut donc, pour être héritier, faire acte d'héritier, relever les héritages.

Mais cette obligation de relever les héritages des mains du seigneur existe davantage dans l'intérêt du seigneur que dans celui de l'héritier. Cette reconnaissance marque l'origine féodale de la propriété :

« Ceterum ita moribus Artesiæ comparatum est, ut prædia morte proprietarii, ad mensam domini, sive ad caput, vel ad fontem et originem unde prodeunt, pleno jure, revolvantur, ut hinc, ab unanimis heredibus, unius honorarii solutione, repetenda, recipiendaque sint. At si inter diversos oriatur controversia, unusquisque *ut habilis, vel ad agendum, vel ad excipiendum habeatur*, solutione honorarii tenetur agnoscere patronum. » (2)

Maillart lui-même, sur l'art. 71 cité au début de ce travail, s'exprime en ces termes : « En cette coutume, le mort ne saisit pas le vif des héritages à moins que le vif ne les relève ; « parce qu'après le décès du défunt, les héritages retombent « dans la main du seigneur, d'où ils sont censés ne pas sortir « qu'après que l'héritier présomptif les y a été prendre ; soit « tacitement, en s'en mettant en possession actelle, soit expressément en les relevant. » (3). Ce mot *tacitement* semblerait indiquer que l'héritier est saisi de plein droit. Il ne l'était pas en réalité. Sans doute la routine aidant, les souvenirs de l'époque où les héritages retournaient vraiment dans la main du seigneur s'effaçant de plus en plus, l'héritier a pu se croire saisi de plein droit. En fait, il lui fallut toujours, pour être

(1) DESMASURES, T. II, titre II, sur art. 92, n° 1

(2) NICOLAS DE GOSSON, sur art. XXII ; MAILLART, p. 418.

(3) MAILLART, p. 546.

vraiment héritier, se comporter comme tel. Nous sommes donc fondés à penser que la saisine héréditaire n'existait pas en Artois.

Roussel de Bouret commentant les articles 71, 92 et 112 soutient, lui aussi, la même thèse.

Néanmoins, dit Maillart, le mort saisit le vif d'un droit personnel qui n'est sujet à aucune appréhension de fait (1). Il suit de là que l'héritier qui meurt sans avoir pris de décision transmet à ses propres héritiers ou ayant cause son droit de délibérer et d'accepter la succession.

Il résulte de cette interprétation qu'en Artois, nul n'est tenu de renoncer expressément à une succession. Il suffit pour n'être pas considéré comme héritier de s'abstenir de toute immixtion dans l'hérédité (acte de notoriété du conseil du 11 février 1679). Mais y a-t-il une prescription en ce qui concerne l'acceptation d'une succession ? Maillart s'en exprime en ces termes (2) : « Nous n'observons pas le délai fatal d'un an « marqué par le droit romain : le droit de délibérer est trans- « mis aux héritiers quand même il y aurait plus d'un an que « la succession seroit ouverte, au jour du décès de l'héritier « présomptif ; car l'Artois ne reconnaît pas de prescription moindre de 20 ans. »

Et Maillart nous parle d'un arrêt ancien dont il ne cite point la date qui aurait admis un petit-fils à la succession de son aïeul, à l'exclusion d'un collatéral, encore que le père n'eût point fait acte d'héritier.

Maillart va plus loin : il admet que l'héritier qui n'a pas appréhendé la succession peut s'en mettre en possession : il admet même qu'il peut intenter complainte contre d'autres héritiers qui auraient appréhendé les biens. Il y a sur ce point

(1) MAILLART sur l'art. 71.

(2) Sur art. 71.

un arrêt du 9 juillet 1689 rendu à la Cinquième Chambre au rapport de M. de la Porte. Mais, ce droit d'intenter complainte suppose que celui qui se prétend héritier relève les héritages. En matière de succession, le seigneur seul pourrait se plaindre du défaut d'appréhension de fait puisque lui seul est privé d'un bénéfice, le droit de relief.

Mais, si l'héritier a le droit de demeurer dans l'expectative et de laisser vacante une succession qui lui est dévolue, il ne peut cependant, par son fait, nuire aux créanciers de la succession. En Brabant, la non acceptation vaut renonciation à l'héritage. Il n'en est pas de même en Artois. Aussi, un arrêt du 12 février 1700, rendu en la grand chambre du Parlement, a-t-il déclaré que si l'héritier est « en Artois, aussi bien qu'ailleurs », attaqué comme tel, il doit absolument accepter ou renoncer après l'expiration des délais pour délibérer. « Et cela « dit Maillart sur l'art. XXIV, soit en vertu de la règle : le « mort saisit le vif, qui est presque aussi ancienne que la monarchie, soit en vertu de l'Ordonnance de 1667, observée en « Artois depuis 1687. »

Ces délais pour délibérer sont régis par l'article 1er du titre VII de cette ordonnance, ainsi conçu : « l'héritier aura trois « mois depuis l'ouverture de la succession pour faire l'inventaire, et quarante jours pour délibérer ; et si l'inventaire a « été fait avant les trois mois, le délai de quarante jours commencera du jour qu'il aura été parachevé. »

Dès lors que l'Ordonnance est reçue en Artois, l'héritier n'a plus en fait pour délibérer que les délais ordinaires. Evidemment, la grande règle qu'il n'y a en Artois nuls héritiers nécessaires est toujours observée. L'héritier ne peut pas l'être malgré lui, mais il doit sortir du silence qu'il observait pour prendre rapidement une détermination.

CHAPITRE II

La contribution aux dettes.

Lorsque les héritiers ont accepté la succession, se pose la question de la contribution aux dettes.

Comment, chacun des héritiers aux propres, aux biens libres, aux meubles contribuera-t-il aux charges de la succession.

La coutume a traité ce point dans une série d'articles qui disent à la fois le droit du créancier et celui de l'héritier actionné par lui contre ses cohéritiers.

La solution diffère sensiblement de ce qu'admettent souvent les coutumes. Voici le texte :

Art. 184 : « Le créancier d'un trespasé s'adresse bien contre l'héritier des immeubles, pour toute sa dette. »

Art. 185 : « L'héritier immobilier du trespasé poursuit par le créancier du trespasé doit estre acquitté par l'héritier mobilier, soit sa vefve pour l'apprehension de sa portion des meubles, ou autre héritier mobilier dudit trespasé, en les sommant en la poursuite qui se feroit. »

Art. 186 : « Les héritiers immobiliers d'un trespasé sont en leur regard, soumis à purger les debtes d'iceluy trespasé selon leur contingent en la succession. »

Art. 187 : « Héritiers d'un trespasé mobilier, sont capables des dettes et contracts du trespasé, comme aussi sont les héritiers des acquêts, ou autres biens disponibles où qu'ils soient situés, lesquels héritiers sont tenus acquitter l'un l'autre par égale portion. Mais, le créancier peut s'adresser contre un seul héritier pour toute sa dette sauf au dit poursuit son recouvrier sur les autres cohéritiers à chacun sa part et portion. »

Art. 189 : « Si l'héritier n'appréhende qu'héritages patrimoniaux, combien qu'il soit tenu aux créanciers, en supportant tel droit payer, entretenir et accomplir les dettes, contrats, et obligations du trespasé deüement contractées, en ayant son recouvrier contre l'héritier mobilier, comme dit est... »

Ce sont là des dispositions exorbitantes du droit commun.

Le droit reconnu par la plupart des coutumes du royaume portait que tous les héritiers mobiliers ou immobiliers concouraient aux dettes, suivant le montant de leur émolument. C'était déjà la thèse de notre droit moderne. Mais le très ancien droit du royaume voulait que l'on épuisât en vue de payer les dettes, tous les biens meubles avant de toucher aux immeubles ; les immeubles disponibles avant de toucher aux immeubles propres.

Ce droit abrogé généralement a été conservé dans la coutume d'Artois et plus spécialement consacré par l'article 185 qui veut que l'héritier immobilier soit indemnisé par l'héritier mobilier.

Dès lors, il y a donc en Artois trois sortes d'héritiers successivement tenus des dettes. Ce sont d'abord et avant tous autres, les héritiers mobiliers, c'est à dire ceux qui ne recueillent dans la succession que des meubles et des cateux.

Viennent ensuite les héritiers immobiliers, c'est à dire des acquêts, parfois encore des cateux et des autres biens disponibles. Enfin, si ces deux successions ne suffisent pas à couvrir le passif, l'héritier immobilier patrimonial est tenu d'intervenir.

Roussel de Bouret qui a très nettement établi cette division ajoute (1) : « cette distinction que je viens de faire de trois « classes de biens sujets aux dettes, a été confirmée par une « sentence que j'ai vû rendre en la première chambre du « conseil d'Artois, le 17 décembre 1753, en faveur de la dame « d'Adenfort, contre le marquis de Beaufort son frère : le « conseil, entre autres dispositions, a déclaré que, suivant la « coutume et l'usage de cette province, conforme à l'ancien- « ne maxime du royaume, les meubles sont le siège princi- « pal des dettes ; en conséquence, a débouté le marquis de « Beaufort, seul héritier mobilier du père commun, de sa « demande à fin de contribution au payement des dettes ; et « cette sentence, dont il y eut appel, fut confirmée par arrêt « du parlement, rendu en la grand'chambre au rapport de « M. Titon, le 20 août 1755. »

Cette thèse a pour elle tous les vieux commentateurs. Des-
masures en son manuscrit (2) déclare avoir vu s'appliquer
« le principe des trois successions distinctes, par rapport à
« la contribution aux dettes. Hébert aux articles 183 et sui-
vants suit la même doctrine que Desmasures.

La thèse contraire, à savoir, l'existence seulement de deux
successions : celles des meubles cateux et immeubles, non ten-
nant cotte et ligne, et celle des immeubles patrimoniaux, l'hé-

(1) T. I, p. 397.

(1) Livre IV, titre II.

ritier aux biens disponibles étant tenu des dettes avec l'héritier mobilier a été soutenu spécialement par Brunel (1) qui est quelque peu novateur et révolutionnaire. Il reconnaît lui-même que nul parmi les praticiens, même Maillart, qui n'avait suivi qu'après hésitations, la thèse traditionnelle, n'est de son avis. Il n'en persiste pas moins à vouloir donner longuement une nouvelle explication des articles 185 et suivants. Mais, sa doctrine, pour ingénieuse qu'elle fut, n'a pas prévalu dans la pratique.

(2) Observation chap. 6, n° 26 et suivants.

CHAPITRE III

Le partage des successions.

La question qui appelle plus spécialement l'attention est celle du rapport à succession. Doit-on en Artois rapporter les donations reçues antérieurement du *de Cujus* ? Trois systèmes sont admis en droit coutumier : Ou bien le bénéficiaire du don est tenu de faire rapport de ce qu'il a reçu à la masse de la succession ; ou bien, il a le choix de rapporter ou de se tenir à son don ; ou bien encore, il est dispensé du rapport. En Artois, c'est ce dernier système qui a prévalu.

Le rapport est régi par l'article 148 ainsi conçu : « En matière de succession entre cohéritiers, on n'est tenu de faire rapport de ce qu'on auroit eu par advancement d'hoirie, ou autrement de celui dont précède la succession. » C'est à dire qu'on peut être ensemble en Artois, héritier, donataire légataire du défunt.

L'article 80 apporte cependant à ce principe une juste restriction. Tandis que l'art. 79 énonce que chacun peut valablement « donner en avancement d'hoirie et de succession à son héritier apparent, ses fiefs, terres et héritages patrimoniaux et d'acquest », l'article 80 déclare : « que dons faits

« en advancement d'hoirie et de succession, soient de fiefs
« patrimoniaux ou d'acquest, s'entendent que ce soit à la
« charge du quint aux puisnez. Et quant aux dons faits des
« cotteries, se doit entendre pour la part du donataire qu'il
« pourroit avoir *ab intestat*. »

La portion des puisnez est donc ainsi sauvegardée. La combinaison de ces divers articles a permis à Brunel en ses *observations* (1) de déclarer que le principe posé par l'article 148 n'avait rien d'absolu. Ce qui est exact. Mais dans sa haine de tout ce qui peut fausser l'égalité dans les partages, il veut qu'en ce qui concerne les biens patrimoniaux, le donataire ne puisse pas recevoir au-delà de sa part *ab intestat*. S'il s'agit d'une donation de biens libres qualifiés en advancement d'hoirie, il faut, d'après notre auteur, que le donataire renonce à la succession pour se tenir à son don, ou le rapporte à la masse, s'il veut se porter héritier, et ce en vertu de l'article 89.

L'article 148 ne s'appliquerait donc plus que dans le cas d'une donation de biens libres, sans stipulation d'avancement d'hoirie. En ce cas, et en ce cas seul, le donataire pourrait faire acte d'héritier sans être tenu au rapport.

Ce sont là dissertations ingénieuses, qui ont pu amener des changements ultérieurs dans la coutume, mais n'ont eu aucune influence sur la jurisprudence et n'ont en rien modifié l'opinion des commentateurs contemporains.

Roussel et Bourel accorde, sans aucune discussion, une portée considérable à l'article 148 qui pose un principe général et ne formule nullement une exception.

Hébert, en son manuscrit, n'a pas discuté le principe du non rapport à succession. Il l'enregistre et n'expose que les modalités du rapport conventionnel.

(1) P. 720 et suivantes.

Desmasure avait également considéré comme hors de discussion et comme très général l'article 148.

Maillart est formel sur la question, nonobstant l'article 80 qui institue en Artois une légitime coutumière. Il ne fait de réserves que pour le cas où la légitime est entamée. Il estime alors que, même en Artois, l'on est tenu de rapporter pour parfaire la légitime. Il ajoute ce paragraphe très expressif : (1)

« Le rapport n'a pas lieu de plein droit, en Artois, à moins qu'il n'ait été ordonné nommément par le défunt ; en conséquence les petits-enfants rappelés ne sont pas tenus de rapporter à la succession du rappellant ce que leur père et mère en ont eu ; à moins que le rappellant ne les y eut obligés ; parce que le rappel ne fait qu'adoucir, à leur égard, la rigueur de la coutume, et les mettre à la place de leurs père et mère, sans changer rien aux règles ordinaires des successions d'Artois, dont une des principales est que la collation ou rapport n'y a pas lieu, à moins qu'il n'ait été conditionné ou ordonné. »

« Notre coutume n'est pas d'égalité ; ainsi l'on estime que ceux-là seuls sont obligés à rapporter qui en sont chargés, ou par le titre de l'avantage qui leur a été fait, ou par une disposition postérieure ; sans qu'ils puissent obliger au rapport ceux qui, ayant eu des avantages, n'ont pas été chargés de rapporter, par celui de la succession duquel il s'agit. »

Maillart fait, du reste, remarquer que l'expression de l'art. 148 : « *on n'est tenu* » est tout à fait formelle. C'est à dire qu'à moins d'être conditionné ou ordonné, le rapport n'est pas dû par l'héritier qui vient à la succession. Au reste, cela est si

(1) Sur art. 148, n° 14.

vrai qu'il y a, dans presque toutes les donations, la clause du rapport. Elle est devenue de style et est ainsi formulée : « pour-
« ra venir à la succession du donateur, en rapportant en mont
commun ce qui lui a été donné ci-dessus. »

Je sais bien que Brunel objecte que toutes les coutumes locales ne sont pas conformes à la coutume générale et que les dernières décrétées, celles d'Hesdin et de Saint-Pol, ont admis le rapport. Mais cet argument est sans valeur. Car les coutumes ne régissent que leur propre territoire et ne peuvent servir à l'interprétation de la coutume générale à laquelle elles dérogent. Au reste, si Hesdin et Saint-Pol admettent le rapport, Arras ville le rejette, tout comme la coutume générale.

Voici sur ce point particulier les principales dérogations locales.

1° Coutume du bailliage de Saint-Omer, art. 58 : « Item,
« quand aucuns père ou mère, délaissent plusieurs enfans
« et à aucuns d'iceux ils ayent fait durant leurs vies, aucuns
« dons plus avant qu'à leurs estudes, ou semblables ou autre-
« ment, en ce cas s'ils veulent venir à partage, ils seront
« tenus de rapporter tout ce qu'ils auroient eu en don par
« prestrice, mariage ou autres dons à eux faits. »

2° Coutume d'Aire-sur-la-Lys (bailliage), art. 35 : « En ligne
« directe, nul enfant ne peut venir à succession de ses père
« ou mère, ayeul ou ayeule, qu'en rapportant ce qu'il auroit
« eu et reçu en avancement d'hoirie ou autrement, ou en
« moins prenant, sans que les père ou mère, ou autres ascen-
« dants puissent en dispenser. Et néanmoins où celui
« auquel on auroit donné vouldroit se tenir à son don, faire
« le pourra, en s'abstenant ou renonçant à la succession de
« père ou mère, ayeul ou ayeule, la légitime réservée aux
« autres enfans. »

3° Coutumes de la châtellenie de Hesdin, art. 34 : « Si enfans mariez veulent venir à la succession des biens, meubles délaissez par leur père et mère, à l'encontre de leurs frères et sœurs demeurez à marier, convient qu'ils rapportent les deniers et biens meubles qui leur auroient été donnés par leur père et mère par mariage, pour d'iceux faire partage comme des autres biens délaissez par leurs dits père et mère. »

Cette coutume ne prévoit que le cas de rapport de deniers et biens meubles ; on n'est donc pas tenu de rapporter les immeubles. Sans doute, les avantages accordés à l'un des enfans consistaient plus généralement en rentes ou deniers qu'en immeubles.

La coutume de Saint-Pol est sur ce point plus explicite encore. Elle dit à l'article IV du titre IV :

« En matière de succession entre cohéritiers, on est tenu de faire rapport de ce qu'on aurait eu par avancement de mariage, d'hoirie ou autrement de celui dont procède la succession pour chose mobilière.

« Mais s'ils ne vouloient partir qu'à la succession immobilière, ils ne seroient tenus de rapporter fors héritages, qui auroient esté donnez en avancement de succession. »

La coutume de Lallœu a deux articles.

Art. XVII : « Par la dite coutume, on ne peut être héritier et légataire dans la même succession. »

Art. XVIII° : « Par la même coutume de tout temps observée, nuls enfans ou petits-enfans ne peuvent venir à la succession de leurs pères, mères, ayeuls ou ayeules, au autres ascendans, qu'en rapportant ce qu'ils ont eu et reçu en avancement d'hoirie ou autrement, ou en moins prenant ; et néanmoins où les dits enfans ou petits-enfans veulent

« se tenir à leurs dons, faire le peuvent, en s'abstenant et
« renonçant à la succession des dits pères, mères, ayeuls
« ou ayeules, ou autres ascendans. »

La coutume d'Arras ville rejette le rapport à l'instar de la coutume générale. Elle en parle ainsi en son article 20 : « En
« succession, entre plusieurs héritiers pour succéder, l'on
« n'est tenu de rapporter ce que l'on a eu auparavant le tres-
« pas de celuy dont procède la succession, et n'a collation
« lieu, si elle n'a été expressément conditionnée. »

On peut dire que la coutume d'Artois est sur cette question du rapport, tout à fait hors le droit commun, à ce point que Maillart déclare (1) : Le rapport est si exactement observé
« dans la plupart des coutumes de Flandre, que l'on y tient
« pour maxime certaine, que *l'on n'y peut faire chers enfants*,
« c'est à dire, que l'on n'y peut avantager un enfant venant
« à la succession, au préjudice de l'autre. »

En Artois, au contraire, à part les dérogations contenues dans quelques coutumes locales, il fallait, pour que le rapport à succession eut lieu, qu'il fut stipulé dans l'acte de donation par le donateur.

Un point spécial a été soulevé qui n'a pas été fixé par la coutume. On sait qu'en Artois, il y a autant de successions différentes que de sortes de biens. Ceci posé, on suppose un homme ayant reçu de son père des deniers sujets au rapport. Le père meurt ; le fils, donataire des deniers, renonce à la succession mobilière et ainsi garde son don ; pourra-t-il, dans ces conditions, venir à la succession immobilière de son père ?

La coutume de Saint-Pol, dans l'article que nous avons cité plus haut, se prononce pour l'affirmative. Desmasures, qui

(1) Art. 148, n° 23, titre XII les rapports.

a étudié le cas (1), se prononce lui aussi pour l'affirmative. Il cite même en sa faveur un arrêt de 1634 rendu contre Philippe du Saulchoy.

Voici un cas particulier rapporté par Maillart (2) : « Si au lieu d'ordonner le rapport de la chose donnée en mariage à un enfant, au cas qu'il voulut venir à la succession des donateurs, l'on stipuloit au contraire, que cet enfant, même mineur, renonçât à la succession des donateurs, cela tient droit, encore que régulièrement l'on ne renonce pas à une succession non acquise : la raison de la première résolution est que les donateurs peuvent devenir pauvres ; ainsi l'enfant marié ne court aucun risque de cette pauvreté postérieure, puisqu'il prend la chose donnée présentement, et assurément. »

En dépit de toutes les critiques, l'article 148 demeura en vigueur jusqu'aux dernières années de l'ancien régime. La nécessité du rapport, lorsque le donateur a gardé le silence, entre dans nos lois, en même temps que le principe de représentation que nous avons étudié plus haut. Lorsque les habitants de Pernes demandent à être régis par la coutume générale, les Etats s'adressent au roi pour obtenir de lui que la coutume soit reformée en ce qui touche la représentation et le rapport.

Nous avons dit à propos de la représentation quelle lutte surgit au sein des Etats et quelle opposition rencontra la volonté royale avant d'aboutir à l'édit de 1775. Il consacra le rapport à succession, alors qu'il aboutissait à une transaction sur la question de la représentation (3).

(1) Titre XII les rapports.

(2) Art. 1^{er} § n° 38.

(3) Voir aux documents justificatifs. Edits de 1774 et 1775.

CHAPITRE IV

Projet de partage des fiefs possédés par les roturiers et des anciens manoirs (1) des coutumes d'Hesdin et de Saint-Pol.

La coutume d'Artois admettait le partage égale des rotures ; elle assurait, comme nous l'avons dit plus haut, les quatre quints des fiefs à l'ainé des enfants, n'attribuant aux cadets qu'un seul quint. Evidemment, il dut plus d'une fois venir à l'esprit des cadets de solliciter que la règle d'égalité qui présidait au partage des rotures s'appliquât aux biens fiefs, d'autant que de nombreux jurisconsultes qualifiaient d'odieux le droit régnant.

La première requête en ce sens qui figure aux archives des Etats est de 1741. Elle émane du comte de Créquy-Frohans, officier de la garnison d'Arras. Le comte de Créquy-Frohans était alors engagé en un interminable procès avec le comte de Créquy-Canaples son frère aîné, qui visait, disait-il, à le dépouiller même des quelques biens que lui attribuait la

(1) « Ceux qui d'ancienneté, comme parlent les coutumes dont il s'agit » (*Hesdin et Saint-Pol*) sont ou bâtis ou clos, et par nouveaux manoirs, « ceux qui ne sont ni l'un ni l'autre depuis un aussi long espace de temps ». (MERLIN, au mot *manoir*, dans GUYOT.)

coutume. Dans sa détresse, il s'adresse aux Etats par l'entremise du marquis de Béthune. Il leur fait remettre un long mémoire auquel il joint une émouvante supplique au roi (1). Dans le style ampoulé de l'époque, avec des réminiscences de l'histoire romaine mêlées à des considérations philosophiques, il demande le partage égal de tous les biens, même des fiefs.

Ce novateur se présentait au nom de tous les cadets et cadettes injustement dépouillés. Sa plainte ne fut pas entendue. Les Etats la reçurent, la classèrent vraisemblablement dans leurs archives. Car nous n'avons trouvé dans leurs registres aucune trace de délibération. En 1742, mention est faite du dépôt du mémoire ; et les choses en restent là. Il n'est plus question du partage des fiefs jusqu'à l'Assemblée générale de 1785.

La réforme proposée n'est plus aussi radicale. Il s'agit d'accorder le partage égal dans les successions des fiefs possédés par les seuls roturiers. La mesure égalitaire s'étendrait aux anciens manoirs que les coutumes du bailliage d'Hesdin et de la sénéchaussée de Saint-Pol attribuaient entièrement à l'aîné.

L'Assemblée décide de prendre le projet en considération, mais elle agit avec circonspection, éclairée par les errements qui ont marqué la réforme de 1774. Elle décide donc la nomination d'une commission comprenant trois membres de chaque ordre qui étudieront le projet de réforme. Il n'est pas possible de laisser aux députés à la cour le soin de régler une question de cette importance.

Le corps de la noblesse, du reste, insiste pour une étude approfondie. Il estime que le roi n'a pas le droit de toucher aux coutumes des provinces et que les députés à la cour n'ont

(1) Voir nos pièces justificatives : II, III et IV.

pas pour mission de bouleverser le droit de la nation artésienne, mais celle d'expédier ses affaires courantes. Les commissaires nommés sont pour le corps du clergé M. l'abbé d'Hénin-Liétard, M. Delys, chanoine de l'église d'Arras, M. Chrétien, chanoine de la collégiale de Lens ; pour le corps de la noblesse, M. le baron d'Aix, M. le marquis de Croix et M. de Hauteclouque de Wail ; pour le corps du tiers-état : M. Liborel et M. Lefebvre, tous deux avocats et échevins de la ville d'Arras, et M. Jacques, avocat et procureur syndic de la ville de Saint-omer (1).

Les commissaires présentent à l'Assemblée générale de 1786 leur rapport en date du 27 septembre 1786 (2). Ils estiment que pour éviter les tâtonnements qui ont marqué en 1773 et 1774 l'entrée dans nos loix de la représentation, qu'il importe de demander, avant toute décision, l'avis du Conseil provincial d'Artois, des tribunaux de la province et spécialement du baillage d'Hesdin et de la sénéchaussée de Saint-Pol particulièrement intéressés.

L'Assemblée est unanime à se rallier à l'avis donné par sa commission mais laisse toutefois percer qu'elle verrait avec faveur le partage des anciens manoirs faire loi désormais à Hesdin et à Saint-Pol.

Un questionnaire est donc adressé à toutes les juridictions de la province. Nous possédons la réponse du « baillage royal et gouvernance » d'Arras. Elle est donnée sous forme de projet d'édit (3) Les officiers de cette juridiction ne voient que des avantages à la réforme proposée et les développent longuement dans le préambule de leur projet.

(1) Série C. Etats d'Artois. Assemblée de 1785.

(2) Voir pièces justificatives, n° X.

(3) Voir pièces justificatives, n° XI.

Le Conseil d'Artois ne répondit pas par écrit. Son sentiment fut exprimé verbalement aux commissaires des Etats qui le rapportent en ces termes à l'Assemblée générale de 1787 : « Le Conseil a dit sur cette communication, ensemble
« sur les avis et projets de loi, remis par les officiers de la
« gouvernance d'Arras et en général sur le partage proposé,
« que la compagnie après l'avoir attentivement examiné et
« discuté sous tous ses rapports l'avoit regardé comme absolument impraticable, comme contraire au droit public, aux
« dispositions de la coutume dont il bouleversoit l'ensemble.
« contraire surtout à l'essence des fiefs nobles et seigneuriaux
« comme inutile et superflu par les moyens que cette coutume donne aux pères d'établir l'égalité en leurs enfans ;
« assertion fondée sur une multitude de raisons et de moyens
« tant généraux que particuliers, dont la réunion et la discussion par écrit auroit donné lieu à trop de détail.

« Qu'à l'égard des anciens manoirs régis par les coutumes
« de Saint-Pol et d'Hesdin ; le silence gardé jusqu'ici par les
« baillages et sénéchaussée de ces deux parties de l'Artois
« dont l'intérêt à cet égard est immédiat et qui se trouvent par
« conséquent les plus à portée de donner les éclaircissements
« nécessaires, n'avoit permis au Conseil provincial et supérieur que de prendre des aperçus sur cet objet que la facilité apparente de l'exécuter étoit peut-être un motif de plus
« pour se tenir en garde contre ce que cette facilité offroit de
« séduisant qu'il ne falloit pas perdre de vue que les coutumes de ces baillages, ayant été rédigées et homologuées
« dans un tems qu'on ne peut guère encore regarder comme
« ancien et l'ayant été sans opposition, sans réclamation
« contre le droit, qui donne les anciens manoirs à l'ainé, on
« devoit croire que ce droit avoit une baze dans des usages et

« des motifs justes et légitimes, et auxquels on ne pouvoit
« renoncer sans une plus ample et entière connoissance de
« cause.

« Qu'à la vérité, cette prérogative des aînés de toutes les
« conditions et de tous les états paraissoit contraire à la po-
« pulation en réduisant les cadets, dans les campagnes, à
« n'avoir pas même un morceau de terrain dans l'intérieur
« des villages du lieu de leur origine, pour y bâtir et s'y loger :
« mais que d'un autre côté, on pouvoit reconnoître par le fait
« que la plupart et même la presque universalité des commu-
« nautés régies par les coutumes de Saint-Pol et d'Hesdin
« étoient plus riches, ou du moins plus aisées que les autres :
« qu'il y avoit un exemple frappant à cet égard relatif au mi-
« lieu du comté de Saint-Pol, mais où les anciens manoirs
« se partagent, parce qu'ayant toujours fait partie de l'Artois
« royal, il est soumis à la coutume générale ; où effectivement
« la population est plus grande, population néanmoins, qui
« n'a d'autre avantage, que de former une multitude de pau-
« vres et de répandre chaque année sur la province et sur
« celles voisines cinquante à soixante mendiants. » (1)

Après avoir entendu le rapport de sa commission et pris con-
naissance des avis absolument contradictoires de la gou-
vernance d'Arras et du Conseil d'Artois, l'Assemblée décida
qu'il y avoit lieu à une nouvelle étude et nomma, en consé-
quence, une nouvelle commission. Elle avoit pour mission de
donner, à l'assemblée générale suivante, un avis définitif et
d'établir s'il y avoit lieu un projet d'édit à soumettre à la signa-
ture royale.

Les commissaires désignés sont pour l'ordre du clergé :

(1) Archives départementales, série 6. Etats d'Artois. Assemblée gé-
nérale de 1787 (c).

M. l'abbé d'Arrouaise, M. Delehelle de Vicques, chanoine de l'église d'Arras, M. Chrétien, chanoine de Lens ; pour l'ordre de la noblesse : M. le marquis de Salperwick, M. de Briois, de la mairie d'Angre, et M. le marquis de Fléchin ; pour l'ordre du tiers-état : M. Delegorgue, M. le Febvre et M. Delepouve, tous trois avocats et échevins de la ville d'Arras.

L'assemblée générale de 1788, qui devait être la dernière de nos assemblées provinciales, délaissa complètement la question du partage des fiefs. Il n'y a nul rapport des commissaires, nulle délibération. Aussi bien d'autres affaires et autrement importantes sollicitaient l'attention des Etats : les mesures récentes prises par les ministres et notamment celles concernant les protestants constituaient des attentats contre les privilèges les plus sacrés de la province. Les Etats déclarèrent que nul ne pourra avoir juridiction en Artois, s'il ne professe la religion catholique, apostolique et romaine. Ce fut la suprême résolution des trois ordres. A la veille d'être noyée dans le sang, la Nation artésienne, par la voix de ses députés, disait une dernière fois son attachement à la religion traditionnelle, aux droits et usages qu'elle tenait de ses comtes, et qu'avoient respectés, dans la suite des siècles, les ducs de Bourgogne, les rois d'Espagne et, après la capitulation de 1640, les rois de France, auxquels elle s'était loyalement donnée.

CONCLUSION

La coutume d'Artois comptait parmi les plus spéciales du royaume. Elle se séparait nettement de la coutume de Paris, comme du droit écrit et se rattachait aux usages des pays du Nord. Elle fut toujours chère aux populations qui aimaient en elle leur droit particulier, le souvenir à demi effacé du temps où le comté d'Artois se gouvernait lui-même. Mais, peu à peu, cette coutume ne suffit plus. On s'aperçoit que plusieurs de ses dispositions sont abusives ou odieuses. Et les Etats, représentants de la nation artésienne, font, en dépit de leurs défiances du pouvoir central, appel à l'autorité royale. Aussi bien, avec les transactions commerciales devenues plus nombreuses, un besoin d'unité se fait sentir avec une force chaque jour plus vive.

Les coutumes particulières, qui étaient innombrables au début de la domination française, disparaissent l'une après l'autre ; ou bien le Roi refuse de les rédiger et le Parlement leur dénie toute autorité ; ou bien, ce sont les bourgades elles-mêmes qui, comme Pernes-en-Artois, renoncent spontanément aux usages des ancêtres. L'autorité royale profite des circonstances pour intervenir. Elle règle un point litigieux concernant l'aliénation des propres par la déclaration de 1722.

Elle introduit en 1774 la représentation et le rapport à succession. Dès lors, la législation de l'Artois est comme bouleversée. Les fiefs, qui ne se quittaient point dans la succession du grand-père, suivront désormais les règles de la succession paternelle.

Le Parlement de Paris introduit la légitime de droit, en dépit du Conseil provincial d'Artois.

L'esprit public change. L'artésien traditionnaliste et routinier prête aux novateurs une oreille attentive.

Les juriconsultes appellent de leurs vœux la refonte du vieux droit. Brunel présente aux Etats tout un plan de réforme. Mais cette réforme elle-même doit se faire sur des bases nouvelles. L'esprit public s'éprend du principe d'égalité que prêchent les philosophes et une fraction du clergé. Le corps même de la noblesse, si attaché qu'il soit aux formes traditionnelles, incline vers les idées nouvelles.

Ce sont encore des doléances respectueuses. Et pourtant, dans tous les ouvrages, toutes les brochures, tous les plaidoyers de l'époque, un ardent désir de changements se fait jour.

La monarchie capétienne se laissait bercer par le souffle qui passait. Elle s'était, durant sa longue vie, adaptée à tant de situations différentes qu'il semblait qu'elle dût encore guider heureusement la France à ce tournant nouveau de son histoire. La nation n'avait qu'un Roi, qu'un gouvernement. Elle ne devait avoir qu'une loi. Le code unique, Louis XV, dans son ordonnance sur les donations, le faisait prévoir. Mais, sûre de son éternité, la Royauté voulait n'effacer les Coutumes que peu à peu, laisser mourir doucement les privilèges des provinces, faire du code nouveau une grande Cou-

tume que le peuple saluerait comme l'héritière de ses vieux usages.

Mais, le souffle égalitaire se fit brusquement tempête. Il emporta dans la mort les coutumes, les ordonnances et les déclarations, les Parlements et les gouvernances ; le Conseil d'Artois avec les Etats, les privilèges des villes avec ceux de l'Eglise et de la Noblesse. De la législation successorale consacrée par les siècles, plus rien aujourd'hui ne subsiste. Et du vocabulaire de nos vieux auteurs, à peine retrouverez-vous parfois quelques traces dans le langage pittoresque et fruste de nos vieux paysans.



APPENDICE

Articles des Coutumes générales concernant le régime successoral

ARTICLE 9. — Au Viscomtier appartiennent les droits d'espaves, hoiries et successions de bastards qui meurent intestats, non délais-sans héritier légitime de leur chair.

ARTICLE 40. — En Artois, on n'use point de aulbanité.

ARTICLE 44. — Tous arrentemens sont partables par égale portion entre les héritiers des preneurs ou de leurs ayans cause esdits arrentemens. N'est qu'ils soient nommément baillez pour les tenir en fief, auquel cas lesdits arrentemens sortissent nature de fief.

ARTICLE 71. — Pour acquérir droit réel en aucuns héritages soit à tiltre de succession, don, achat, échange ou autre aliénation, il est requis faire appréhension de fait. A sçavoir en tant qu'il touche successions, les relever des seigneurs immédiats desquels ils sont tenus et mouvans, mais à autre tiltre, il les faut appréhender en évoquant ceux à qui ce touche, par dessaisine et saisine, faite par devant les hommes et en la court du seigneur dont tels héritages sont tenus. Ou par mise de fait par la justice du seigneur, ou autre souveraine et compétente tenue et décrétée de droit. Autrement sans appréhension par relief, mise de fait ou par dessaisine et saisine, nul ne peut valablement par succession ny autrement transmettre ne transporter héritages de son chef en autre personne.

ARTICLE 76. — Et pour vendre et charger nommément ou aliéner son héritage patrimonial, il est requis observer l'une des trois voyes pour ce introduites par la coutume. A sçavoir que ce soit par le gré et consentement de l'héritier apparent, ou que ce soit par rem-

ploy : à sçavoir en remployant les deniers de la vendue desdits héritages en héritage de telle nature et valeur, et sortissant la cotte et ligne comme l'héritage vendu. Ou tiercement que telle vente, charge ou aliénation soit faite par nécessité jurée par le vendeur, et prouvée suffisamment par deux tesmoins dignes de crédeuce.

ARTICLE 77. — Et suffit du consentement de l'héritier principal apparant pour l'aliénation des fiefs patrimoniaux sans qu'il soit avec ce requis le consentement des autres héritiers apparans à succéder au quint des dits fiefs, mais quant aux héritages patrimoniaux cottiers, est requis le consentement de tous les héritiers apparants. Autrement n'auroit lieu que pour la part et portion de ceux qui auroient à ce baillé leur consentement.

ARTICLE 79. — Chacun peut valablement donner en advancement d'hoirie et de succession à son héritier apparant, ses fiefs terres et héritages patrimoniaux et d'acquest.....

ARTICLE 80. — Que dons faits en advancement d'hoirie et de succession, soient de fiefs patrimoniaux ou d'acquest, s'entendent que ce soit à la charge du quint aux puisnez. Et quant aux dons faits des cotteries, se doit entendre pour la part du donnataire qu'il pourroit avoir ab intestat.

ARTICLE 84. — Au propriétaire de plusieurs fiefs ou héritages patrimoniaux ayans plusieurs héritiers, est loisible de leur gré et consentement faire partage, et division d'iceux ses fiefs et héritages, sans toute surcens iceux fiefs diviser ou desmembrer. Et iceux héritiers après son trespas peuvent appréhender chacun sa part et portion et n'est deu au seigneur que droit de relief.

ARTICLE 85. — Le propriétaire d'aucuns héritages acquis en peut faire partage à ses héritiers apparans sans leur consentement. Pour par lesdits héritiers y venir après le trépas du partageur, en payant relief seulement, lequel partage est tenu pour tiltre universel.

ARTICLE 90. — Il est loisible à chacun, légater et donner par testament, et non autrement, sans appeller son héritier, les fruits, profits et revenues de trois ans, de partie ou de tous ses fiefs et autres héritages, soient patrimoniaux ou autres, pour par le légataire en jouyr incontinent après le trépas dudit testateur.

ARTICLE 91. — Il est permis à chacun, donner par disposition

dernière et non autrement, au desceu et sans le consentement de son héritier un quint de tous ses fiefs, par don d'aumosne, pour par le légataire en jouyr paisiblement comme de sa chose.

ARTICLE 92. — Le mort saisit le vif son plus prochain héritier, habile à luy succéder, en faisant les droits et devoirs à ce pertiens.

ARTICLE 93. — Représentation n'a lieu en matière de succession.

ARTICLE 94. — En succession de père ou de mère, en héritages féodaux, soient patrimoniaux ou d'acquest, au fils aîné appartiennent tous iceux fiefs ; à la charge du quint tant seulement qui succède et eschet à tous les puisnez par égalle portion, si appréhender le veulent.

ARTICLE 95. — Fiefs ne se quittent, sinon en succession de père et de mère, et non en succession de grand père ou grand mère ny autrement.

ARTICLE 96. — En succession de fiefs, le masle exclut la femelle, en pareil degré.

ARTICLE 97. — Si un trépassé ne délaisse que filles, l'aînée a pareils droits es fiefs comme avoit l'aîné fils.

ARTICLE 98. — Le fief procédant d'acquest succède au prochain héritier dudit acquesteur, sans avoir regard s'il est prochain dudit costé paternel, ou maternel, sauf qu'en un mesme degré, le masle exclut la femelle.

ARTICLE 99. — En succession de fiefs eschéant en ligne collatérale, l'aîné masle en pareil degré ou en faute de masle à l'aînée femelle appartiennent iceux fiefs, et sans charge de quint.

ARTICLE 100. — Le masle en ligne collatérale, soit qu'il soit l'aîné de la femelle ou non, en succession de fiefs fourclost la femelle en pareil degré.

ARTICLE 101. — Pour acquérir droit réel et de propriété en héritages succédez et escheus, il est requis les relever ou appréhender soit le gros du fief, ou le quint, ou portion d'iceluy, et les droiturer des seigneurs dont ils sont tenus et mouvans.

ARTICLE 102. — Le quint ou portion de quint se droiture à pareils relief et droiture comme le relief principal. Et est chacune portion tenue à pareille prérogative comme le principal.

ARTICLE 103. — Si aucuns des puisnez délaissent à appréhender leur part et portion de quint, telle part non appréhendée demeure au gros du fief.

ARTICLE 104. — Si le quint ou portion de quint relevé ou appréhendé succède à l'aisné comme à l'héritier du puisné, mort sans hoirs en ligne directe, iceluy quint ou portion de quint ne se reconsole au gros du fief, mais demeurent fiefs nouveaux, comme ils estoient es mains du puisné, et à pareils droits et reliefs.

ARTICLE 105. — Héritages patrimoniaux en succession tant de ligne directe comme collatérale, succèdent aux plus prochains héritiers, du lez et costé dont ils viennent ou procèdent. Et esdits héritages patrimoniaux, l'on n'a regard à la double ligne, mais seulement à la ligne dont l'héritage procède. Autre chose est des meubles, catheuls, debtes, acquests, et généralement pour tous biens non tenans cotte ne ligne, parce que lors la duplicité se considère, et a lieu double ligne.

ARTICLE 106. — Héritiers en pareil degré succèdent en coterie et es meubles par égale portion.

ARTICLE 107. — En succession de fils ou de filles, en deffaut d'hoir, descendant de ligne directe, les père et mère sont leurs héritiers, en toutes choses, sauf en héritages patrimoniaux, qui ne remontent point.

ARTICLE 108. — Tous héritages patrimoniaux suivent cotte et ligne.

ARTICLE 110. — Si un possesseur d'aucuns fiefs ou héritages va de vie à trespas, sans délaissier aucuns héritiers en ligne directe ; mais délaissant seulement oncle et cousins germains, l'oncle précède et exclud les cousins germains en la succession desdits fiefs et héritages.

ARTICLE 133. — Chacun peut valablement vendre, engager ou donner, aliéner ses biens, fiefs, terres et héritages par luy acquestez, où et à qui que bon luy semble, sauf la femme au mary, et le mary à la femme. Et généralement disposer par disposition testamentaire ou autre de tous acquests et conquests.

ARTICLE 138. — Toutes donations d'héritages sont réputées acquests aux donnataires, sauf donation en advancement d'hoirs et de succession, si les héritages donnez sont appréhendez en vertu desdites donations.

ARTICLE 146. — Catheuls en matière de succession, sortissent nature de meubles.

ARTICLE 147. — L'héritier succédant en manoirs amassez et autres héritages, peut avoir et retenir les granges, mareschaussées et autres biens réputez catheuls estans esdits manoirs, en payant à l'héritier mobilier à qui elles appartiennent, la valeur et priserie d'icelles. Qui se doit estimer comme si le tout estoit démoly en un mont : Et ne les peut-on démolir sans premier avoir sommé l'héritier desdits manoirs de payer ladite priserie.

ARTICLE 148. — En matière de succession entre cohéritiers, on n'est tenu de faire rapport de ce qu'on auroit eu par advancement d'hoirie ou autrement de celui dont procède la succession.

ARTICLE 149. — Religieux et Religieuses professes, sont reputes morts civilement, et ne peuvent venir à succession ne la religion pour eux et si auparavant leur profession ils n'ont disposé de leurs biens, iceux biens, soient meubles ou immeubles, succèdent et appartiennent à leurs héritiers ab intestat, sans ce que le monastère y puisse prétendre aucun droit successif, ny autre.

ARTICLE 150. — Bastards ne succèdent à père et mère ne autres leurs parents. Sauf à leurs enfans ou neveux descendans d'eux en ligne directe par mariage.

ARTICLE 151. — Les prochains parens des Evêques, Prélats et autres gens d'Eglise séculiers leur succèdent ab intestat, et non les Eglises.

ARTICLE 152. — En matière de succession les biens meubles suivent le corps et son principal domicile.

ARTICLE 154. — Le créancier d'un trespasé s'adresse bien contre l'héritier des immeubles, pour toute sa dette.

ARTICLE 185. — L'héritier immobilier du trespasé poursuit par le créancier du trespasé doit estre acquité par l'héritier mobilier

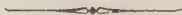
ARTICLE 186. — Les héritiers immobiliers d'un trespacé sont en leur regard soumis à purger les debtes d'iceluy trespasé selon leur contingent en la succession.

ARTICLE 187. — Héritiers d'un trespasé mobiliers, sont capables des debtes et contracts du trespacé comme aussi sont les héritiers des acquests, ou autres biens disponibles ou qu'ils soient

situez, lesquels héritiers sont tenus acquitter l'un l'autre par égale portion. Mais, le créancier peut s'adresser contre un seul héritier pour tout sa dette, sauf audit poursuit son recouvrier sur les autres cohéritiers à chacun sa part et portion.

ARTICLE 189. — Si l'héritier n'appréhende qu'héritages patrimoniaux, combien qu'il soit tenu aux créanciers, en soy portant tel, doit payer, entretenir et accomplir les debtes, contracts et obligations du trespasé deüement contractées, en ayant son recouvrier contre l'héritier mobilier, comme dit est, néantmoins en appréhendant seulement les héritages patrimoniaux il n'est tenu d'entretenir et garantir la vente et charge de l'héritage patrimonial que le trespasé auroit vendu ou chargé, sans l'observance de l'une des trois voyes comme debte non deüement contractée.

ARTICLE 201. — En Artois, Bastards issus de noble génération de par père, et leurs enfans sont tenus et reputez nobles jouysans de privilège de noblesse en toutes choses.



PIÈCES JUSTIFICATIVES

données dans l'ordre chronologique

PIÈCE JUSTIFICATIVE N° I

DECLARATION DU ROI

Pour l'exécution des Articles LXXIV, LXXV et
LXXVI de la Coustume générale d'Artois

donnée à Paris le 14 Mars 1722

LOUIS par la grâce de Dieu, Roy de France et de Navarre :
A tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Nous regardons comme un des principaux de nos devoirs de maintenir la justice et d'assurer la tranquillité des familles par l'observation des loix, et c'est dans cette vûë que nostre Procureur en nostre Conseil Provincial d'Artois Nous ayant fait représenter que depuis quelques années, il s'est mû plusieurs difficultez sur l'exécution des articles LXXIV, LXXV et LXXVI de la Coustume générale dudit pays, Nous avons jugé à propos de les faire cesser entièrement, en déterminant le véritable sens de ces articles, conformément à l'esprit général de la Coustume et à l'usage pratiqué de tout temps en Artois. Suivant l'article LXXIV, les Sentences, les promesses et généralement toutes les obligations personnelles n'engendrent aucune hypothèque sur les héritages du condamné, prometteur ou obligé ; l'article LXXV requiert, pour valablement charger ou hypothéquer héritages, l'observation de l'une des trois voyes qui y sont prescrites ; sçavoir la mise de fait, le rapport d'héritages ou la main assise ; et l'article LXXVI porte, que pour vendre, charger nominément ou aliéner son héritage patrimonial il est requis d'observer l'une des trois voyes pour ce introduites sçavoir

le consentement de l'héritier apparent, le remploi des deniers de la vente en héritages de même valeur et sortissant la cotte et ligne comme l'héritage vendu, ou la nécessité jurée par le vendeur et prouvée suffisamment par deux témoins ; il est évident que la disposition de l'article LXXVI regarde seulement les aliénations du patrimoine au nombre desquelles sont les Rentes perpétuelles non rachetables et les autres charges réelles qui aliènent l'héritage jusqu'à concurrence : l'expression de charger nommément de cet article est différente de celle de charger ou hypothéquer de l'article LXXV, laquelle ne signifie que la simple hypothèque, toujours spéciale en Artois, où elle peut s'acquérir sur les héritages patrimoniaux pour toutes créances et obligations personnelles, par l'une des trois voyes dudit article LXXV seulement, sans qu'il soit nécessaire d'observer conjointement l'une des trois voyes de l'article LXXVI. L'hypothèque n'est point une aliénation et n'a d'autre effet que celui d'assurer le créancier et lui donner la préférence sur les créanciers postérieurs en hypothèque, ou les simples chirographaires, mais sans lui transférer aucune propriété des biens hypothéqués, sans rien ajouter aux obligations personnelles, dont les rentes rachetables font partie, et qui ne constituent que des droits mobiliers en Artois, suivant l'article CXL. Il est évident pareillement que l'héritier patrimonial, en Artois, est tenu indistinctement du paiement de toutes les obligations personnelles du défunt et qu'il ne peut se dispenser de les acquitter sous prétexte que l'article CLXXXIX ne le soumet qu'au paiement des dettes dûement contractées, et le décharge d'entretenir et garantir la vente et charge de l'héritage patrimonial faite par le défunt, sans l'observation de l'une des trois voyes, comme dette non dûement contractée ; l'expression de vente et charge contenue audit article ne se pouvant entendre que de la charge réelle ou aliénation de l'héritage, et non de la charge de la simple hypothèque, en sorte que l'usage de condamner les héritiers patrimoniaux au paiement des obligations personnelles du défunt, soit qu'elles soient hypothéquées ou qu'elles ne le soient point, sauf leur recours contre les héritiers mobiliers et ceux des autres biens disponibles, est non seulement immémorial avant les différentes rédactions et réformations de la Coutume générale d'Artois, mais encore conforme à l'esprit et aux textes de la Coutume : Article LXXVII, CXI, CXII, CXIII, CXIV, CXXIII, CLXXXIV, CLXXXV, CLXXXVI, et CLXXXVII et confirmé par un grand nombre de Jugemens et Arrêts : Nous avons d'ailleurs été informés qu'il s'est créé pour des

sommes très considérables de dettes de cette nature, qui n'ont jamais été contestées, si ce n'est depuis quelques années, et que les conséquences de cette nouveauté sont d'autant plus dangereuses que presque toutes les familles de l'Artois y sont intéressées et qu'elle tend à détruire la bonne foy du commerce et des contrats ; de pareilles considérations avoient déjà porté le feu Roy, de glorieuse mémoire, notre très honoré Seigneur et Bisayeul, à ordonner par sa Déclaration du 19 avril 1695, l'exécution des contrats de rentes constituées et des obligations passées auparavant, ou qui le seroient à l'avenir, sans l'observation de l'une des trois voyes de l'article LXXVI. Mais notre Procureur en notre dit Conseil Provincial d'Artois, nous a aussi remontré que la même Déclaration portant par une clause précédente que ces obligations pourroient être faites avec l'hypothèque de tous les biens du débiteur, cette clause est directement contraire aux Articles LXXIV et LXXV de la Coutume et qu'il n'y a pas lieu d'introduire en Artois un nouveau genre d'hypothèque, que par une autre clause, la même Déclaration excepte les contrats et obligations qui emporteroient une entière aliénation du patrimoine, ce qui augmenteroit le nombre des procès, au lieu de les prévenir ; que ces inconvéniens ont empêché d'en poursuivre la publication et enregistrement, en sorte qu'elle est demeurée comme non avenue, à quoi étant nécessaire de pourvoir en donnant une explication simple et sans équivoque au texte de la Coutume, sans y déroger ni rien changer à l'usage qui en est le plus fidèle interprète. Scavoir Faisons, que pour ces causes et autres à ce Nous mouvans, après avoir fait examiner en notre Conseil, les Mémoires qui y ont été présentés à ce sujet, de l'avis de Notre très cher et très aimé Oncle, le Duc d'Orléans, petit-Fils de France, Régent, de Notre très cher et très aimé Oncle, le Duc de Chartres, Premier Prince de notre Sang ; de notre très-cher et très-aimé Cousin, le Duc de Bourbon ; de notre très-cher et très-aimé Cousin, le Comte de Charollois ; de notre très-cher et très-aimé Cousin, le Prince de Conty, Princes de notre Sang ; de notre très cher et très aimé oncle, le Comte de Toulouse, Prince légitime, et autres grands et notables Personnages de notre Royaume, et de notre certaine science, pleine puissance et autorité Royale. Nous avons par ces présentes lignes de notre main, dit, déclaré et ordonné, disons déclarons et ordonnons, voulons et Nous plait, que les Art. : LXXIV et LXXV de la Coutume générale d'Artois, concernant les obligations personnelles et les voyes d'acquérir hypothèque, soient observées et exécutées. Ordonnons pareillement que les Sentences, pro-

messes, rentes constituées à prix d'argent, et toutes autres obligations personnelles qui ont été ci-devant passées et qui le seront à l'avenir, hypothéquées ou non, auront leur entière exécution contre les héritiers des biens patrimoniaux situés en notre dite Province d'Artois, encore que l'une des trois voyes marquées par l'Article LXXVI de lad. Coutume n'y ait été et n'y soit observée, lequel Article LXXVI continuera d'être exécuté pour les ventes, charges réelles et autres aliénations des héritages patrimoniaux. Si donnons en Mandement à nos amis et féaux conseillers les Gens tenans notre Cour du Parlement à Paris, Conseil Provincial d'Artois et autres nos Officiers et Justiciers qu'il appartiendra, que ces Présentes ils ayent à faire lire, publier et enregistrer, et le contenu en icelles, garder et observer sans y contrevenir ni souffrir qu'il y soit contrevenu, en quelque sorte et manière que ce soit ou puisse être, nonobstant toutes ordonnances, déclarations et autres choses à ce contraires, auxquelles nous avons expressément dérogé et dérogeons par ces dites Présentes : Car tel est notre plaisir, en témoin de quoi, Nous y avons fait mettre notre scel. Données à Paris le quatorzième jour de mars, l'an de grâce mil-sept cent vingt-deux, et de notre Règne le septième, signé Louis et plus bas, par le Roi, le Duc d'Orléans, Régent présent Phelypeaux. Et scellée lu grand Sceau de cire jaune.

Registrées, oui ce requérant le Procureur Général du Roi, pour être exécutées selon leur forme et teneur, et copie collationnée envoyée au Conseil Provincial d'Artois, pour y être lue, publiée et enregistrée ; enjoint au Substitut du Procureur général du Roi d'y tenir la main, et d'en certifier la Cour dans un mois, suivant l'Arrest de ce jour. A Paris, en Parlement, le dix-sept Avril, mil sept cent vingt-deux.

Signé GILBERT.

PIÈCE JUSTIFICATIVE N° II

« Accordez-moy, Monsieur, de vouloir bien remettre ce paquet à l'Assemblée des Etats. Je me promets que tous ceux qui, comme vous, ont une famille et des sentimens feront une très sérieuse attention à ce qu'il contient.

J'ai l'honneur d'être avec respect, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur.

(Signé) : DE CRÉQUY-FROHANS.

Permettez mes respects à madame la marquise de Béthune.

A la Citadelle, ce 29 9bre 1741. »

(ARCHIVES DU PAS-DE-CALAIS. — Série C. *Etats d'Artois. Coutumes. Liasse n° 179.*)

PIÈCE JUSTIFICATIVE N° III

A Messeigneurs les Etats de la province d'Artois

Mes Seigneurs,

Le comte de Créquy-Frohans vous remontre très humblement, qu'il est un triste exemple des excez ou les ainez se livrent envers leurs cadets ; car non contens de ce que par des coutumes abusives, ils absorbent presque toutes les successions, la parcelle qu'elles ont laissé à leurs cadets leur fait encore envie, et leur cupidité les porte à s'en emparer, sans aucun respect divin ni humain ; pour y parvenir ils foulent aux pieds tous les sentimens d'humanité, toute bienséance, et toutes bonnes mœurs ; ils font de la chicane un champ de bataille pour terrasser leurs cadets, et ils y parviennent ordinairement parce que les cadets n'ont pas comme leurs ainez les moyens de paître (sic) cet hydre.

Loin d'adoucir l'iniquité évidente des coutumes qui les comblent de biens aux dépens de leurs cadets ; loin de les protéger, et de leur donner largement ce qui leur appartient, comme chose sacrée réduite a un absolu nécessaire ; ils ont l'inhumanité de le

leur arracher encore, et de détruire en cela autant qu'ils le peuvent leur existence.

Ce n'est point ici une vaine déclamation, c'est un exemple présent que vous avez messeigneurs devant les yeux, si vous avez agréable d'examiner le mémoire cy joint vous sentirez ce qui se passe dans la plupart des familles, par ce qui s'est passé pendant plusieurs années entre mon frère et moy ; les divers excez ou il s'est abandonné à mon égard, doivent faire ouvrir les yeux à tous les pères de famille, et leur faire désirer quelque règlement qui puisse protéger les cadets, contre l'oppression de leurs aînez, sinon on les verra de plus en plus périr d'indigence et de misère aulieu que selon le vœu de la nature tous les rejettons de la souche en doivent être alimentez et pourvus ; et en d'autant plus grand nombre que la souche est plus vertueuse.

Tout au contraire la noblesse qui ne devoit faire état que de la vertu se laisse séduire des dogmes du vice ; une famille nombreuse luy déplait, parceque dès avant sa naissance elle est déjà sacrifiée au faste qui doit à l'avenir faire le mérite de l'aîné ; et la substance qui doit alimenter les divers rejettons, est prédestinée à suffire pour un seul d'entre eux, aux besoins imaginaires que les vices ont créé.

O coutume jusques à quand tes crimes seront-ils commis avec sécurité à l'ombre des usages que l'ignorance ou la violence des siècles précédens a étably, et qui ont passé abusivement en force de loy ? La raison souvent ta rivale ne guidera-t-elle jamais les hommes lors que tu les égares ? Quoy donc les pères de famille ne sont-ils pas liés par un des plus sacrez sermens à l'obligation indispensable de pourvoir tous leurs enfans ? Verront-ils avec indifférence des exemples frappans de la destruction des familles, et laisseront-ils par leur faute aux siècles futurs le soin d'y apporter le remède, lorsque l'occasion de le faire se présente naturellement et sans aucun inconvénient.

Non seulement la loy naturelle lie tous les pères à leurs enfans par les nœuds de l'amour paternel qui tient lieu de domaine à la tendre enfance ; mais la renaissance du genre humain étant un dépost précieux que Dieu a confié aux pères de familles ; ils sont comptables envers luy de ce sacré dépost, en ce qu'il exige d'eux des soins pour sa conservation ; il veut bien même pour cette fin, s'associer concourir et travailler perpétuellement avec eux afin que le genre humain soit conservé.

Il fait plus, sa bonté veut bien donner à l'homme cette occasion

de luy marquer quelque reconnoissance de ses biens faits ; car un père de famille qui travaille pour sa famille rend en quelque sorte à Dieu une partie de ce qu'il en a reçu pour concourir autant qu'il le peut à la conservation du genre humain qui est son ouvrage. C'est pourquoy l'education d'une famille est un vray culte envers Dieu, avec qui les pères de famille concertent chaque jour les Moyens de conserver le genre humain.

Mais en vain la raison, l'amour paternel, la religion et Dieu même s'unissent ils pour la conservation des familles, si des coutumes abusives s'opposent directement à la loy naturelle sans le partage des successions, et font passer toute la vertu de la souche dans un seul de ses rejetons au détriment de tous les autres.

C'est donc à vous o pères de famille, de reclamer l'autorité du monarque qui est votre législateur né, contre les coutumes abusives qui tendent à la ruine du dépot que Dieu vous a confié. Sa divine Majesté ne nous a point assemblé au hazard, la tenue annuelle des Etats a pour fin le bien public, qui embrasse une infinité d'objets, entre lesquels il n'en est pas de plus intéressant que celui de la conservation des familles, car le monde entier n'est luy-même qu'une vaste multitude de familles dont la conservation fait la sienne.

Statuez donc maintenant messeigneurs ou qu'il est juste qu'une famille entière périsse afin que son aîné soit opulent, ou qu'en vertu du serment de fidélité que vous devez à Dieu pour la conservation de la famille, qu'il a mis sous votre protection et en vertu d'un autre serment de fidélité au roy et au bien public, il est indispensable de réclamer l'autorité du roy notre souverain pour réprimer ou au moins temperer un si grand abus.

Tous ceux qui par état, ou par cas fortuit ne sont point pères de famille, ne sont pas moins tenus envers Dieu pour la conservation de son ouvrage, du même serment que les pères de famille, mais leur serment ne tombant pas directement sur un dépot particulier tombe sur celui de leurs proches, ou de leurs amis, qui ont laissé des orphelins qu'ils peuvent secourir. Ainsy il n'est personne qui n'ait un véritable et pressant interest de religion à réprimer l'abus manifeste des coutumes qui dépouillent une famille entière de la subsistance pour la transférer à son aîné, qui ne s'en contente pas encore, et qui la promène de tribunal en tribunal pour dévorer jusqua la dernière goutte de son sang.

O Curius que ta modération a peu d'imitateurs, et quel vaste abîme entre la soif de l'or et le mépris que tu en as fait ! Tu es

plus grand pour ta sobriété que pour avoir vaincu tous les ennemis de ta patrie, le mépris de toi des ambassadeurs samnites et ton repas de racines en son vase de terre t'élevaient plus que trois Consuls, et tes victoires en ce qu'il est plus grand de se vaincre que de vaincre les autres.

Dans nos mœurs l'or et la vertu, en concurrence, n'offrent plus qu'un petit nombre de Curius ; se persécuter les uns les autres, même entre proches, sans respecter aucun degré de proximité pour un peu plus ou moins d'or est, à la honte de notre siècle, l'image des familles. Mais comment concevoir que le goût de plaider soit si grand pendant que la justice est si lente si coûteuse et si difficile à obtenir ; une seule réflexion développe cette énigme. Plus la justice est difficile à obtenir plus la mauvaise foi du demandeur augmente, et plus la nécessité de plaider devient pressante ; et comme, entre proches, la vision du tien et du mien se présente plus fréquemment qu'entre étrangers, la désunion et l'implacabilité des familles passe en usage, et se nourrit par la lenteur de l'administration de la justice.

La plus part d'entre vous, messeigneurs, sont pères de famille, et les loix naturelles qui n'auront pas d'autres boines que les derniers siècles, vous impriment à tous au fond du cœur le désir de conserver les cadets aussy précieusement que les aînez. Mais il est temps de mettre un frein à la cupidité de ces derniers, sinon, c'en est fait des autres, et vos familles à l'avenir de plus en plus désolées reprocheront à votre mémoire d'avoir négligé de les protéger contre la violence des aînez dans un cas où il ne vous en auroit coûté que de donner votre suffrage à la plus juste de toutes les demandes.

Mais je me confie que ma crainte est vaine car l'homme généreux n'est point tiède entre le bien et le mal qui se présentent avec évidence ; dès l'instant que l'aimable vérité le fait sentir, épris de la beauté il la saisit de tout son pouvoir, il se transforme en elle, il ne vit plus que pour elle ; en un mot, il est de la nature de l'homme, non seulement de céder à la vérité, mais de combattre et de prodiguer au besoin son sang pour elle. C'est pourquoy, plein de confiance en votre vertu, messeigneurs, le suppliant vous demande très humblement qu'il vous plaise mettre en délibération si le project de requeste au roy cy joint tend au bien public et où le résultat de la délibération sera pour l'affirmative. En ce cas vu qu'un même serment de fidélité respectif lie les sujets à leur souverain et luy à eux pour une seule fin qui est le bien pu-

blic, il vous plaise, en conséquence, pour remplir votre serment en concourant à ce bien public, demander au roy au nom des Etats, qu'en attendant la rédaction des coutumes il luy plaise régler une portion convenue pour les aînez avant que les aînez puissent exercer leurs prérogatives. Sans doute sa Majesté convaincue de l'équité de la demande par le suffrage d'un corps aussy respectable que le vôtre, messeigneurs, et pareillement fidèle à son serment de protection envers les sujets, fera droit sur la demande. Alors la paix et l'humanité renaitra dans les familles, parce que les fondemens de l'existence des cadets ne seront plus entièrement détruits, comme ils le sont actuellement, par l'iniquité manifeste de certains points de coutumes passés abusivement en force de loy, et par la lenteur et les grands frais de l'administration de la justice, qui ouvrent une vaste carrière aux aînez, pour opprimer leurs cadets, qui n'ont ny la puissance ny souvent l'intelligence de se défendre, car depuis que la forme emporte le fond, la droite raison est terrassée, et la balance de Thémis n'est plus qu'un symbole imaginaire de la justice qui n'est plus.

C'est par cette raison que vous avez encore vu, messeigneurs, tout récemment, deux autres frères l'aîné et le cadet en venir également aux mains ; ces exemples présens et quantité d'autres qu'on ne cite pas pour n'offenser personne font sentir la nécessité du règlement que le suppléant propose. Si il peut avoir lieu, il se croira trop heureux que quelques troubles qu'il a essuyé puissent être l'occasion de tarir la plus abondante source des larmes qui se répandent dans les familles et principalement de celles du sexe que la nature a moins pourvu de force, et qui, par conséquent, est plus en butte à la violence des aînez.

(Signé) : Le comte de Créquy-Frohans au nom des cadets et cadettes de la province. »

« Souffrez, Messeigneurs, que des trois membres qui composent le corps des Etats je récusé les aînez qui n'ont pas encore consommé leur partage avec leurs cadets, parce que s'ils étoient reçus à délibérer sur cette matière, ils seroient juges et parties de leur propre cause.

(Signé) : Le comte de Créquy-Frohans audit nom. »

(ARCHIVES DU PAS-DE-CALAIS. — Série C. Etats d'Artois. Coutumes. Liasse n° 179.)

PIÈCE JUSTIFICATIVE N° IV

AU ROY

Sire,

Entre les matières sur lesquelles les très humbles sujets de votre Majesté en sa province d'Artois ont eu à délibérer dans leur assemblée dernière, il s'en est présentée une qui leur a paru mériter leur attention ; ils ont observé que les fréquens exemples de discorde dans les familles procèdent de ce que les coutumes, dans le partage des successions, ont trop oublié les cadets, et ont en quelque sorte considéré les fiefs comme des états souverains sur lesquels ils n'ont laissé aux cadets que de légers appannages.

Dans l'origine, lorsque les fiefs étaient vastes, quelques parcelles démembrées suffisaient à la subsistance des cadets. Mais depuis que, par succession de temps, les fiefs se sont éclissés et divisez, les démembrements de la plupart de ceux d'aujourd'hui sont devenus insuffisans, et comme le droit naturel oblige indispensablement les pères à pourvoir tous leurs enfans, lorsque les portions de quint ne suffisent pas à fournir aux cadets une honneste subsistance, elle doit être prise sur les autres quints du fief jusqu'à ce qu'il y suffise, ou soit partagé également ; car il n'en est pas des fiefs comme de la couronne de votre Majesté, Sire, qui est nécessairement indivisible, parce que les peuples n'ont besoin que d'un chef, et lorsqu'on leur en a donné plusieurs comme Charlemagne a fait en divisant les états, la terre s'est couverte de sang, et on l'a vu ruisseler dans les campagnes tant que le partage de la couronne a subsisté ; mais les successions des familles ne sont pas de ce genre ; *ce sont les représentations des pères que la nature a assujety à pourvoir tous leurs enfans, depuis l'origine du monde, et les coutumes qui s'écartent de cet axiome sont nécessairement abusives et leur rédaction est d'une nécessité urgente à cause de l'importance de la matière.*

Les très humbles sujets de votre Majesté n'ignorent pas les difficultés qui se présentent à la rédaction générale des coutumes, souvent désirées et rarement accomplies ; néanmoins comme l'objet qu'ils ont en vue intéresse non seulement leur province, mais encore toutes les familles du Royaume, et, par conséquent, toutes les provinces qui le composent, ils ont estimé que sans toucher

au fond des coutumes, on pouvoit en tempérer l'abus par un expédient très simple, qui seroit d'accorder aux puisnez de toutes les familles le fond d'une portion congrüe avant que leurs aînez pussent exercer leurs prérogatives outre que ce tempéramment restituerait aux cadets une partie de la justice qui leur est due, il n'enverroit encore racine à une infinité de procès, qui déchirent les familles, en ce qu'un cadet diroit à son aîné : « je ne veux pas entrer dans les questions épineuses des coutumes, donnez-moy le fond de ma portion congrüe, ou partageons également, optez ».

Avec ce petit fond de subsistance, qui ne seroit plus consumé en procès, les cadets seroient plus en état de se présenter au service de votre Majesté et de se soutenir plus honorablement dans leurs emplois.

Si l'état ecclésiastique par des raisons de pure dévotion infiniment moins intéressantes que la conservation des familles, a fait régler une portion congrüe pour les curés dont la dixme étoit trop médiocre, à plus forte raison les humbles sujets de votre Majesté croient devoir la requérir d'en régler une pour la subsistance des cadets mâles ou femelles.

Ce considéré, Sire, plaise à votre Majesté et à son Conseil. ordonner, qu'en attendant la rédaction des coutumes, il soit prélevé sur toutes les successions ouvertes en ligne directe, en cette province, le fond d'une portion congrüe telle qu'il plaira à votre Majesté et à son Conseil de le fixer pour chacun des cadets mâles et femelles, sans en excepter les roturiers qui possèdent quantité de fiefs, ou autres biens sur lesquels les aînés exercent aussi des prérogatives. Et où les aînés estimeront que le fond des successions, sera insuffisant à remplir le fond des portions congrües de chacun des cadets, ils seront tenus d'opter ou de partager également avec eux, sans exercer leurs prérogatives, ou de leur fournir le fond de leur portion congrüe à dire d'experts ; et en attendant le fond, de leur en payer, par provision, les courans de trois mois en trois mois, par forme d'alimens ; sans préjudice aux cadets de partager dans la succession, selon la coutume, lorsque leurs portions héréditaires surpasseront la portion congrüe. Ordonner, en outre, que ce règlement sera suivi dans toutes les successions actuellement ouvertes, et dont le partage n'est pas encore consommé, à l'exception des fruits écueus jusqu'à présent, lesquels demeureront réglés selon les coutumes des lieux.

(ARCHIVES DU PAS-DE-CALAIS. — Série C. *Etats d'Artois. Coutumes. Liasse n° 179.*)

PIÈCE JUSTIFICATIVE N° V

Lettres-patentes du Roi, qui ordonnent que la représentation aura lieu à l'avenir dans l'étendue de la province d'Artois, et que les habitants de la ville de Pernes seront régis et gouvernés par la coutume générale d'Artois.

Registrées au Conseil supérieur d'Arras, le 7 décembre 1773.

Louis, par la grâce de Dieu, roi de France et de Navarre : à tous présens et à venir salut.

Les maires et échevins de la ville de Pernes-en-Artois nous ont fait représenter que leurs habitans sont régis et gouvernés depuis longtemps, par une coutume locale et particulière, qui n'a jamais été revêtue du sceau de notre autorité ; en sorte que les articles qu'elle contient, loin de servir de règles et de loix à cette partie de nos sujets et assurer le repos de leurs familles, devenaient pour eux, une occasion de trouble et de discorde, et donnoient naissance à une multitude de procès, capables d'entraîner leur ruine ; ils nous ont, en même tems, fait représenter que le défaut d'homologation de leur coutume les assujettissait à se conformer à la coutume du comté de St-Pol, d'où relève la dite ville de Pernes ; que les dispositions de cette coutume, qui attribue à l'ainé les anciens manoirs cottiers ou rotures, étoient un obstacle qui éloignoit tous les citoyens de former aucun établissement en la ville de Pernes ; que chaque père de famille redoutoit même d'y construire une maison solide et commode, dans la crainte d'enrichir l'un de ses enfants au préjudice des autres ; que d'ailleurs la coutume de St-Pol n'admettoit point la représentation même en ligne directe ; et qu'il seroit bien affligeant pour les habitans de la ville de Pernes d'être privés d'une faveur que nous avons accordée presque à tous ceux des autres villes de notre province d'Artois. Pourquoi, ils nous auroient supplié de leur accorder nos lettres-patentes, à l'effet d'ordonner qu'à l'avenir, la représentation aura lieu en la ville de Pernes, et qu'au surplus, ladite ville sera régie et gouvernée par la coutume générale de notre dite province ; et voulant traiter favorablement les dits habitans, et leur donner une nouvelle mar-

que de notre affection, nous nous sommes déterminés volontiers à leur accorder la grâce qu'ils nous ont demandée. Nous avons même crû qu'il étoit de notre bienfaisance de la rendre commune à tous les habitans de la province, et de remplir sur cet objet, leurs vœux, qui nous ont été différentes fois présentés par les députés des Etats ; par ce moyen, le sort des habitans des campagnes sera le même que celui des habitans des villes ; nous donnerons aux uns et aux autres une preuve qu'ils ont un droit égal à notre amour et à notre tendresse ; et ils recevront tous un nouveau témoignage de notre satisfaction du zèle qu'ils témoignent pour notre service.

A ces causes et autres à ce nous mouvant, de l'avis de notre Conseil et de notre certaine science, pleine puissance et autorité royale, nous avons par ces présentes, signées de notre main, dit, déclaré et ordonné, disons, déclarons et ordonnons, voulons et nous plaît ce qui suit :

ARTICLE PREMIER

La représentation aura lieu à l'avenir dans toute l'étendue de notre province d'Artois, à l'infini en ligne directe, et aux termes de droit, en ligne collatérale.

II

Les habitans de la ville de Pérenes seront régis et gouvernés à l'avenir par la coutume générale d'Artois.

Si donnons en mandement à nos amis et féaux conseillers les gens tenans notre Conseil supérieur d'Arras, que ces présentes ils aient à faire lire, publier et registrer, et le contenu en icelles garder, observer et exécuter de point en point nonobstant tous us, coutumes, édits, déclarations, arrêts et réglemens à ce contraires ; auxquels nous avons dérogé et dérogeons par ces présentes : car tel est notre plaisir ; et afin que ce soit chose stable et ferme à toujours nous y avons fait mettre notre scel.

Donné à Versailles au mois d'avril, l'an de grâce mil sept cent soixante treize, et de notre règne le cinquante-huitième. Signé Louis. Plus bas, par le roi, Monteynard, à côté, visa de Meaupou et scellés du grand sceau en cire verte.

Registrées au greffe de la Cour, ouï ce requérant le substitut de l'avocat général du Roi, pour être exécutées selon leur formé et teneur, et copies collationnées envoyées aux baillages, sénéchaussées et autres sièges du ressort, pour y être lues, publiées et

registrées ; enjoint aux substitués du procureur général du Roi esdits sièges, d'y tenir la main et d'en certifier la Cour dans le mois, suivant l'arrêt de ce jour. A Arras, au Conseil supérieur, le sept décembre mil sept cent soixante-treize.

Signé DEVELLE. »

(ARCHIVES DU PAS-DE-CALAIS, *Conseil d'Artois*. — B. 34, f° 397 v°.)

PIÈCE JUSTIFICATIVE N° VI

Edit du Roi qui ordonne qu'à l'avenir, en Artois, les enfants ou petits enfants ne pourront venir à la succession de leurs pères et mères aïeuls ou aïeulles et autres ascendants, qu'en rapportant ce qu'ils auront reçu en avancement d'hoirie.

Donné à Versailles au mois de mars 1774.

Registré au Conseil supérieur d'Arras le 13 août 1774.

LOUIS, par la grâce de Dieu, roi de France et de Navarre : à tous ceux présents et à venir, salut. Par nos lettres-patentes du mois d'avril mil sept cent soixante-treize, registrées en notre Conseil supérieur d'Arras le sept décembre suivant, nous avons ordonné qu'à l'avenir la représentation auroit lieu dans toute l'étendue de notre province d'Artois, à l'infini, en ligne directe, et aux termes de droit en ligne collatérale ; et que la ville et les habitants de Pernes en-Artois seroient régis par la coutume générale de cette province : Nous avons ainsi pourvu à deux objets également dignes de notre attention, soit en faisant céder au sentiment de la nature et au vœu de la province d'Artois la disposition de la coutume générale de ladite province, qui rejette toute représentation en succession, soit en affranchissant la ville de Pernes de l'empire d'une coutume particulière, dont les dispositions à l'égard des anciens manoirs excitoient depuis long-temps, les plaintes des habitants de la dite ville.

Mais, il nous a été représenté que la coutume générale d'Artois renferme une autre disposition qu'il n'est pas moins important de faire cesser ; que cette coutume n'admet point le rapport entre cohéritiers ; que le rapport en directe étant de droit commun et

une suite ordinaire du droit de représentation, il est de notre sagesse, après avoir ordonné la représentation en Artois, d'y établir, au moins sous certaines modifications, la nécessité du rapport ; qu'enfin la nouvelle grâce que nous accorderons, sous ce point, aux habitans de la province d'Artois en général, sera, en quelque sorte, un acte de justice, de notre part, pour les habitans de la ville de Pernes en particulier, puisque le rapport entre cohéritiers a lieu dans la coutume du comté de Saint-Pol, qui régissoit la dite ville de Pernes avant nos lettres-patentes du mois d'avril mil sept cent soixante-treize. A ces causes et autres, à ce nous mouvant, de l'avis de notre Conseil et de notre certaine science, pleine puissance et autorité royale, nous avons, par le présent édit perpétuel et irrévocable, d't, déclaré et ordonné, disons, déclarons et ordonnons, voulons et nous plaît, qu'à l'avenir, dans toute l'étendue de notre province d'Artois, nuls enfans et petits-enfans ne puissent venir à la succession de leurs pères et mères, aïeuls ou aïeules ou autres ascendans, qu'en rapportant ce qu'ils auront eu ou reçus en avancement d'hoirie ou autrement, ou en moins prenant, si les dits pères, mères, aïeuls, aïeules ou autres ascendans n'ont expressément disposé au contraire, par l'acte de donation ou par testament. Si, donnons en mandement à nos amés et féaux les gens tenans notre Conseil supérieur d'Arras, que le présent Edit ils aient à faire lire, publier et registrer et le contenu en icelui garder, observer et exécuter selon la forme et teneur ; car tel est notre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre scel. Donné à Versailles, au mois de mars l'an de grâce mil sept cent soixante-quatorze, et de notre règne le cinquante-neuvième.

Signé Louis. Plus bas : par le roi. Signé le duc d'Aiguillon ; à côté, visa, signé de Meaupeou, et scellé du grand sceau en cire verte. »

Registré au greffe de la cour, ouï, ce requérant le procureur général du Roi, pour être exécuté suivant la forme et teneur, et copies collationnées envoyées aux baillages, sénéchaussées et autres sières du ressort, pour y être lu, publié et registré ; enjoint aux substituts du procureur général du roi, d'y tenir la main et d'en certifier la Cour dans le mois, conformément à l'arrêt de ce jour.

A Arras, au Conseil supérieur, le treize avril mil sept cent soixante-quatorze.

Signé DEVELLE. »

(ARCHIVES DU PAS-DE-CALAIS. — *Conseil d'Artois*. B. 35, f° 126 v°.)

PIÈCE JUSTIFICATIVE N° VII

MÉMOIRE présenté par M^{rs} du Corps de la Noblesse
concernant la représentation établie par les lettres
patentes du mois d'avril 1773 et édit du mois de
mars 1774.

MEMOIRE

Les députés et commissaires nommés par le corps de la noblesse des Etats d'Artois de l'Assemblée générale de 1773, pour examiner les lettres patentes du Roi données à Versailles au mois d'avril 1773 et qui ordonnent que la représentation aura lieu à l'avenir dans l'étendue de la province d'Artois et que les habitans de la ville de Pernes seront régis et gouvernés par la coutume générale de la même province et rendre compte des avantages ou inconvéniens qui pourroient en résulter en général ou en particulier pour les différens ordres de citoyens, après s'être fait représenter les dites lettres ainsi que l'Edit donné au mois de mars 1774 qui ordonne qu'à l'avenir en Artois, les enfans ou petits enfans ne pourront venir à la succession de leur père et mère, ayeul ou ayeule ou autres ascendans qu'en rapportant ce qu'ils auront reçu en avancement d'hoirie. Ensemble les procès-verbaux de rédaction de plusieurs coutumes des villes des bailliages de cette province et autres pièces relatives à l'objet dont il s'agit, ont cru devoir les envisager sous deux points de vue différens, ils se sont occupés d'abord de la forme sous laquelle, elles sont parvenues à la Province et ensuite des inconvéniens qui pourront résulter pour l'ordre de la Noblesse, de l'anéantissement d'un point de coutume regardé jusqu'à présent par la plupart des membres qui le composent, non seulement, comme le plus ferme soutien de l'autorité paternelle, mais même comme le seul moyen de perpétuer à un corps spécialement destiné à la défense de la Patrie, la facilité de conserver dans leurs maisons des B'ens qui transportés dans des familles étrangères nécessitent l'extinction de celles qui en sont privées, en leur ôtant la faculté de se soutenir avec la décence et la dignité dûes à leurs naissances.

Par rapport au premier article ils estiment que cette forme

inusitée avant 1771 et renouvelée depuis pour la troisième fois, toujours concernant la législation donne une atteinte d'autant plus cruelle aux privilèges de la Province, qu'elle paroît avoir été sollicitée par le corps chargé par essence de veiller à leur conservation ; que d'ailleurs par ce seul intitulé, on peut inopinément métamorphoser nos usages et notre administration, en nous ôtant jusqu'au motif d'une réclamation ; C'est pourquoi, les Commissions croient que le Corps de la Noblesse est fondé à dénoncer cet abus aux deux autres Corps : il doit se flatter qu'ils se réuniront tous à demander que les dites Lettres Patentes soient retirées ; qu'il plaise à Sa Majesté de nommer un Commissaire pour entendre tous les intéressés et suivre les mêmes formalités qui ont été usitées dans tous les tems et notamment en 1739, lors de la rédaction des Coutûmes particulières de différentes villes et Bailliages de cette Province, pour être ensuite statué ce que Sa Majesté jugera convenir.

A l'égard de la représentation accordée par les dites lettres patentes et les modifications détaillées dans l'Edit du mois de mars 1774, les Commissaires pensent que la généralité des habitants jouissant des ressources que le Commerce les Arts et les métiers leur procurent, la représentation n'a pour eux aucun des inconvéniens contre lesquels la noblesse croit devoir réclamer puisque la plupart étant par leur industrie, leurs talens ou leur économie, les Artisans de leur fortune, ils sont presque toujours dans le cas de mettre un frein à la légèreté ou à l'inexpérience de leurs enfans ; mais l'ordre de la Noblesse se trouvant privé de ces avantages, aient au contraire un intérêt particulier de conserver ses biens dans ses familles, les Commissaires sont d'avis qu'il ne doit point acquiescer au changement d'un point de Coutume demandé à son insçu ; mais au contraire qu'il doit réclamer contre une innovation qui lui procureroit le plus grand préjudice ; à moins que désirant prouver à ses concitoyens à quel point il se prête à ce qui peut leur être avantageux, ils se restreignent simplement à demander que la représentation n'ait lieu à son égard qu'avec les modifications reprises dans les articles 73 et 74 de la coutume particulière du Bailliage de Saint-Omer qui accorde seulement la représentation pour les meubles cateux, rentes et biens de nature grossière en renvoyant les fiefs et autres biens de nature féodale, à la coutume générale d'Artois qui n'admet pas la représentation.

Fait et délivré en l'hôtel des Etats d'Artois le quatorze juin mil

sept cent soixante quatorze, Signé, le Marquis de Coupigny, le Baron de Wismes, le Marquis de Verquigneul, le Comte de Brandt de Marconne, le Comte de Chanteraine, le Marquis de Salperwich et le Marquis de Croix.

Lecture faite de l'avis cy-dessus en la Chambre de la Noblesse résolu de l'adopter.

Fait en la dite Chambre de la Noblesse des Etats d'Artois le quinze juin mil sept cent soixante quatorze. Signé. Herman.

Lecture faite du d't mémoire le Corps du Clergé est d'avis de supplier Sa Majesté de surseoir à l'exécution des lettres Patentes du mois d'avril 1773 et Edit du mois de mars 1774 jusqu'à ce qu'il ait été statué par Sa Majesté sur les représentations du Corps de la Noblesse.

Le Corps de la Noblesse a adopté l'avis du Clergé.

Le Corps du Tiers-Etat déclare que la présente Assemblée n'est point compétente pour prendre connoissance de cette affaire.

Fait et arrêté en la dite Assemblée à la main convoquée au dit jour quinze juin mil sept cent soixante-quatorze dont la fin et séparation le dit jour trois heures après midi.

Il est ainsi ./:

Signé : HERMAN.

PIÈCE JUSTIFICATIVE N° VIII

Mémoire.

Les états de la province d'Artois ne peuvent se dispenser de faire au Roi de très humbles représentations sur les lettres patentes du mois d'avril 1773 et sur l'édit du mois de mars 1774.

Ces lettres patentes paroissent avoir été données à la sollicitation des habitans de la petite ville de Pernes-en-Artois, pour obtenir que la représentation eut lieu dans son district et pour être régis par la coutume générale de la province, au lieu de l'être par une coutume locale.

Les mêmes lettres étendent la représentation à toute la province d'Artois, où elle étoit inconnue.

L'édit fait à la coutume générale une autre innovation, non moins importante, en introduisant dans cette province, la nécessité des rapports entre conterrains contre la disposition de l'article 140 qui les excluait.

La forme dans laquelle ces changements ont été faits, est seule capable de jeter l'anarchie dans la province.

Les coutumes sont la base du repos des familles ; c'est d'elles que chaque citoyen tient les droits qui lui appartiennent ; c'est sur la foi de ces loix coutumières que les successions, les mariages et tous les autres actes ont été régies : elles sont le résultat des conventions sur lesquelles les trois ordres assemblés se sont accordés à régier le sort de tous les habitants ; elles ne sont point l'ouvrage des souverains ; le prince n'y a donné que la sanction publique, en les revêtant du sceau de son autorité.

Bien différente des loix destinées à la police générale et à l'administration du royaume, elles ne prennent point leur source dans le pouvoir suprême, mais dans le consentement des peuples. Lorsqu'il a été question de les changer par écrit ou de les modifier, le souverain n'a jamais entrepris de les former, de les étendre ou de les restreindre ; il a laissé à l'assemblée des trois ordres de chaque nation, la faculté de régler les droits respectifs de chacune. Des lettres-patentes d'homologation ont été l'unique participation que le prince y a eue. La façon dont chaque coutume a été rédigée en est la preuve, nous en avons un exemple.

Lorsqu'il a fallu en 1739 réformer la coutume de St-Omer et une autre encore plus moderne dans les lettres-patentes du mois de juillet 1769, pour la réformation de la coutume de Ponthieu, ces coutumes ayant besoin d'être modifiées, le roi députa des commissaires du Parlement à l'effet de faire convoquer les trois ordres, pour être « en leur présence et de leur consentement, procédé à « rédiger, accorder, modifier ou abroger la d^e coutume ou partie « d'icelle. »

Les lettres-patentes de 1773 et l'édit de 1774 qui abrogent d'anciens statuts, par lesquels la province se gouvernoit, ont été données dans la forme des loix générales du royaume, sans le concours ni le consentement du peuple.

Ces lettres énoncent à la vérité, que c'étoit le vœu que les députés des Etats avoient plusieurs fois présenté au feu Roi, mais elles n'énoncent aucune résolution de l'assemblée des Etats, et les députés qui n'ont de mission que par elle, n'en avoient aucune

pour un objet d'autant plus important qu'il s'agissoit d'enlever à nombre de citoyens, les droits qui leur étoient acquis par l'ancienne loi, et de transporter ces mêmes droits à ceux qui ne pouvoient y prétendre.

Nos rois ont bien voulu ne jamais toucher aux coutumes que par le concours et du consentement même des peuples : l'Artois seul seroit-il privé de cet avantage ? Trois fois la coutume de cette province a été rédigée et reformée (le 3 juin 1509, le 26 Xbre 1540 et le 3 mars 1544), en présence des trois ordres, et trois fois ils ont rejeté la représentation et les rapports.

Ils avoient eu de puissants motifs pour justifier une opération aussi constante il falloit pour introduire la représentation et les rapports, réformer les articles qui leur étoient relatifs, et qui formoient une espèce de chaîne, c'étoit en quelque sorte une refonte de la coutume à opérer.

L'art. 93, qui rejette la représentation est suivi des art^{es} 94 et 97, dont d'une, en ligne directe, adjuge les fiefs à l'ainé mâle, et l'autre à défaut de mâle, les adjuge à la fille aînée, à la charge du quint pour les puînés. Les articles 96 et 98 disposent qu'en ligne collatérale et en succession des ayeux, les mâles excluent les femelles en pareil degré. Suivant l'art. 99 les fiefs appartiennent à l'ainé mâle en pareil degré, et à défaut de mâles à la fille aînée, sans charge de quint et par l'article 100, le mâle, soit qu'il soit l'ainé de la femelle ou non, prend les fiefs et exclut la femelle, en pareil degré.

Cette préférence des mâles, cette indivisibilité des fiefs en succession d'ayeux et en ligne collatérale, ne peut compâtrir ni avec la représentation, ni avec les effets du rapel pour cette sorte de biens qui intéressent singulièrement la noblesse.

La volonté du Roi n'a pas été d'enlever à cet ordre de citoyens, des avantages aussi précieux sans savoir de lui s'il consentoit à admettre la représentation pour ce genre de propriété, et dans ce cas avec quelles modifications il vouloit la recevoir. Justinien l'introduisit par la nouvelle 118 dans un tems où les Gaules n'étoient pas sous l'Empire des romains. Anciennement, dit Guiné, dans son traité de la représentation, la plus grande partie des coutumes la rejettoient entièrement ; dans la suite on a trouvé que c'étoit une espèce d'injustice de ne la pas admettre pour la ligne directe, et on l'y a admis presque partout, mais on a été longtems sans la vouloir introduire dans la ligne collatérale : enfin comme on a trouvé l'usage conforme au droit naturel et à l'inclination la plus

ordinaire des hommes, lorsqu'on a procédé à la réformation des coutumes, on l'a admise dans la ligne collatérale, aussi bien que dans la directe, mais en l'admettant, chaque coutume y a établi ses règles particulières.

Plusieurs l'ont restreinte aux enfants des frères, conformément à la novelle 118 de Justinien ; d'autres l'ont prorogée jusques aux cousins issus de germain, et quelques-unes lui ont donné un effet indéfini dans la collatérale, aussi bien que dans la directe.

Dans quelques-unes, on a voulu que l'effet de la représentation fut seulement de rapprocher le représentant au degré de la personne représentée, mais non pas de lui donner les avantages de son sexe ; d'autres, tout au contraire, ont voulu que le représentant ne fut pas seulement rapproché au degré de la personne représentée, mais aussi qu'il jouit de tous ses avantages et de toutes ses prérogatives personnelles.

Quelques-uns n'ont accordé ce droit que pour des personnes de certaine qualité ; d'autres ne l'ont accordé que pour certaines espèces de biens.

La différence relative à la nature des biens sujets à la représentation, n'est pas moins considérable que celle qui est relative à l'état des personnes, et ce sont principalement ces deux points qui intéressent la noblesse.

La coutume de Péronne admet la représentation aux termes de droit, mais elle établit une différence pour le préciput, selon la qualité des personnes.

A l'égard des nobles, la fille du fils aîné ne représente pas son père dans le droit de primogéniture, quand il y a un oncle de son père, art^e 192 ; à l'égard des roturiers c'est tout le contraire.

La coutume de Tournay qui admet la représentation en directe, l'exclut à l'égard des fiefs, art^e 2 du titre des successions.

Celle de Rhelms admet la représentation dans les deux lignes à l'infini quant aux rotures ; mais quant aux fiefs, elle ne l'admet en collatérale que jusques aux enfans des frères, art^e 39.

La coutume de la ville de Lille exclut toute représentation sinon à l'égard des meubles, art^e 10, titre des successions.

Dès que chaque peuple a mis à la représentation les modifications, qui lui ont convenu et que plusieurs ont persisté à la rejeter, comme en Boulonnois, art^e 76 ; Ponthieu, art. 8 ; et Hainaut, chap^e 77, art^e 5, quel motif pouvoit nécessiter une nouvelle loi qui admît absolument la représentation en Artois, tant en ligne directe que collatérale, sans même distinguer la nature des biens,

ni l'état des personnes ? Ce ne pouvoit être la raison d'uniformité on vient de démontrer, par la comparaison des coutumes, combien elles diffèrent ; ce ne pouvoit pas être non plus, le motif de justice, puisque c'étoit renverser, sans l'aveu du peuple, ses anciennes maximes pour l'ordre des successions, et introduire sans le consentement de l'ordre de la noblesse, de nouveaux moyens de diviser les biens des grandes maisons, et de les faire passer à des petits enfans, souvent contre le vœu du chef de famille.

Ce qui s'observe dans le pays d'Artois et la persévérance à y rejeter la représentation, démontre que les peuples du Nord de la France, ont voulu se gouverner par d'autres loix, que ceux du Midi.

On ne trouve pas seulement l'empreinte de cette législation dans leurs codes coutumiers, destinés à ne régier que le sort des particuliers : l'histoire nous montre que les souverains de ces régions suivoient les mêmes principes, et que ces principes étoient ceux de toute la partie de l'Europe, qui composoit la Gaule et la Germanie.

Il n'est point de maxime plus ancienne ni plus respectée que celle reçue avant la rédaction des coutumes et qui a été insérée dans la plupart : le mort saisit le vif, son plus prochain héritier habile à lui succéder ; elle paroît dériver de la loi salique tit. 62 *de avocae* qui appelle à la succession des père et mère, les enfans à l'exclusion des neveux et petits fils.

Aussi à la mort de Charlemagne, ce ne fut pas Bernard fils de Pépin aîné qui eut l'empire, mais Louis-le-débonnaire, fils puîné de l'empereur.

C'est par le défaut de représentation que le comté d'Artois fut transmis à Mahault par les arrêts de 1309 et 1318 ; le comté de Boulogne à Marguerite Alix de Brabant en 1232 ; le comté de St-Pol à Hugues de Chatillon, au préjudice des enfans de Guy de Chatillon, son frère aîné. Le droit allemand qui a la même source que celui de France, ne l'admit qu'à la diette de Worms en 1521, et les hollandais que 60 ans après.

La représentation n'est donc point une loi ancienne, générale et uniforme : chaque peuple a suivi sur ce point son génie particulier ; sa législation a été conséquente à cet article fondamental, que l'on ne peut détruire, sans ébranler l'ensemble de ses usages, auxquelles la représentation peut avoir des rapports très importants, et qui peuvent influer sur les autres usages d'une façon à jeter le trouble dans les familles.

Si Dumoulin a dit que l'exclusion de la représentation étoit une loi dure et injuste ce jurisconsulte s'est, dans ce moment, laissé séduire par le préjugé établi dans les provinces méridionales, et n'a pas fait attention que c'étoit le droit commun des autres régions voisines de l'ancienne Germanie.

Il est très facile de justifier les loix qui excluent la représentation ; en premier lieu elles contredisent et détruisent absolument celle qui veut que le plus prochain héritier soit saisi par la mort de celui dont la succession s'ouvre ; si les petits fils concourent avec le fils, si le neveu concourt avec l'oncle, ce n'est plus le plus prochain héritier qui est saisi ; il faut avoir recours à une fiction : la réalité disparoit et la maxime est sans force.

2° La faculté qu'ont les grands pères de rétablir les petits enfans dans le droit de leur père, est un remède toujours prêt à réparer le malheur qu'ils ont eu de perdre leur père : il devient le législateur de sa famille et conserve la liberté de laisser son héritage ou à ses autres enfans, ou aux enfans du fils qu'il a perdu. Il est par là le maître de récompenser ceux de ses descendans qui le méritent ou de punir ceux qui s'écarterent de leurs devoirs.

3° L'exclusion de la représentation est un des plus fermes appuis de la puissance paternelle : c'est un frein toujours propre à empêcher les enfans de contracter des mariages insensés ; ils sont contenus par la crainte de l'infortune, dont leur postérité est menacée, pour avoir bravé la plus sainte des puissances.

4° C'est encore un moyen de perpétuer la splendeur des maisons nobles, en empêchant souvent que les biens en soient trop divisés.

Tels ont été les motifs qui ont fait exclure la représentation dans les coutumes des peuples du Nord ; elle n'a rien que de conforme à la règle ; le mort saisit le plus prochain ; elle n'est point absolue ; elle s'en réfère elle-même à la volonté du père de famille, qui peut déroger ou lui laisser son empire ; elle n'a rien de tyrannique ; les peuples de l'Artois y sont singulièrement attachés, ainsi qu'à tous les articles dont cette loi est la baze.

L'obligation de rapporter est imposée par l'édit du mois de mars 1774 comme une suite de la représentation introduite par les lettres patentes du mois d'avril précédent ; mais les rapports ne sont prescrits qu'en ligne directe et la représentation s'opéreroit en collatéral comme en directe. L'édit ne s'explique ni sur la façon dont ces rapports se feront ni sur la nature des biens qui y seront sujets. Sa disposition laisse une ample matière de contestations, et la coutume, ne fera qu'augmenter les doutes, puisque tous les articles

dont elle est composée ne peuvent que contredire une loi nouvelle, qui contredit elle-même l'esprit général de la coutume.

Les rapports étoient inconnus dans les loix primitives des romains ; ils ne furent introduits que par le préteur : on ne les connoissoit pas dans l'ancien droit coutumier, et il s'en faut pas beaucoup qu'ils soient réglés d'une façon uniforme par les coutumes ; toute différent sur les biens qui y sont sujets, les personnes qui y sont obligées, le genre de succession où ils ont lieu, et sur les actes par lesquels les avantages ont pu être faits à l'un des héritiers.

La coutume de Chauny art^e 19 et 47, celle du Bourbonnois, art^e 308, les excluent à certains égards ; celle d'Artois n'est donc pas la seule qui les ait rejetés : on pourroit dire la même chose de toutes les coutumes qui ne sont pas d'égalité parfaite et dans lesquelles l'héritier peut s'en tenir à ce qu'il a reçu, quoiqu'excédent de beaucoup la part qu'il pouvoit prétendre.

La différence des lignes en apporte même dans l'obligation des rapports ; tel ne peut être héritier et donataire en ligne directe, qui peut l'être en ligne collatérale.

Ces coutumes mettent encore des différences dans ceux qui peuvent demander le rapport ; elles en mettent dans le cas où le rapport est prohibé lorsque l'héritier avantagé renonce à la succession.

Chaque nation de la France a donc modifié à son gré les différentes manières de faire ces rapports ; l'édit lui-même offre un moyen facile d'éluder cette obligation de rapporter, qu'il a d'abord jugé si légitime, puisqu'il laisse aux pères et mères, la faculté de prohiber ce rapport, par l'acte, qui contiendra leur libéralité.

Il ne statue d'ailleurs que d'une façon incomplète sur cette matière, en ne faisant qu'ordonner en général le rapport en succession directe. Comme il introduit un droit nouveau et contraire au plan général de la coutume, il étoit nécessaire qu'il prévît les cas particuliers que cette nouveauté doit occasionner et qu'il prescrivît la façon de les décider. Il falloit au moins appeler les trois ordres pour peser avec eux les avantages et les inconvénients d'une innovation qui doit produire des effets aussi considérables et aussi importants pour eux.

C'est dans l'espérance d'obtenir cette grâce que les états d'Artois osent adresser leurs très humbles représentations au roi : ils se promettent de ses bontés et de sa justice que les statuts généraux de la province ne seront changés qu'en la présence et du consentement des trois ordres de la nation, dans une assemblée convoquée

en la forme ordinaire, et présidée par les commissaires du roi. Ils espèrent enfin qu'il plaira à Sa Majesté de révoquer les lettres-patentes du mois d'avril 1773 et l'Edit du mois de mars 1774. »

(ARCHIVES DU PAS-DE-CALAIS. Série C. *Etats d'Artois. Coutumes.* Liasse 179.)

PIÈCE JUSTIFICATIVE N° IX

Edit du Roy qui ordonne que les habitans de la ville de Pernes seront régis par la Coutume générale de l'Artois.

Louis, par la grâce de Dieu Roy de France et de Navarre, à tous présens et avenir, salut. Les Maires et Echevins de la ville de Pernes en Artois nous ont fait représenter que leurs habitans étoient régis et gouvernés depuis longtemps par une coutume locale et particulière qui n'avoient (sic) pas été décrétée par aucune loy des Rois nos prédécesseurs, en sorte que les articles qu'elle contient, loin de servir de règles et de loix à cette portion de nos sujets et assurer le repos de leurs familles, devenoient pour eux une occasion de troubles et de discorde que même le défaut d'autorisation de leur coutume les assujettissoit à celle du Comté de Saint-Pol d'où relève la ditte ville de Pernes ; que les dispositions de cette dernière coutume attribuant à l'ainé la totalité des anciens manoirs cottiers ou rotures éloignant les citoyens de former établissement dans cette ville, que chaque père de famille redoutoit d'y construire une maison solide et comode dans la crainte d'enrichir l'un de ces enfans au préjudice des autres, que d'ailleurs la coutume de Saint (sic) n'admettoit pas la représentation même en ligne directe au bénéfice de laquelle ils souhaiteroient pouvoir participer s'il nous plaisoit leur accorder cette grâce, se soumettant au surplus à être régis et gouvernés par la coutume générale de l'Artois les députés des Etats ayant pris en considération les demandes et suppliques que nous ont adressées à ce sujet les Maires et Echevins de la ditte ville, mais ont également représenté que le vœu général des gens des trois états de notre ditte province seroit

depuis longtemps que la rigueur de la coutume générale d'Artois qui exclut indemnement et sans distinction la représentation en matière de succession par l'article XCIII ainsi que le rapport par l'article CXLVIII peut être corrigée en laissant néanmoins subsister indemnement et entier les dites dispositions à l'égard des biens fiefs possédés par les personnes nobles et ce qui en dépend, et que si nous jugions à propos d'admettre la représentation et le rapport en ce qui concerne les autres natures de biens, il seroit de notre justice de donner à cet égard à la loi un effet rétroactif à l'année mill sept cent soixante quatorze époque à laquelle est le rapport (s.c) ont commencé à s'introduire dans la dite province, nous avons examiné avec attention ces différentes représentations et nous avons cru qu'il étoit de notre sagesse d'un côté de faire cesser toutes les difficultés qui pouvoient être élevées jusqu'à présent par rapport aux habitants de la ville de Pernes et d'un autre, de leur accorder d'être régis et gouvernés à l'avenir par la coutume générale de notre province d'Artois ; mais désirant entrer dans les vues qui nous ont été proposées par les députés des Etats et concilier les vœux des dits Etats par rapport à l'exécution des articles XCIII et CXLVIII de la coutume générale de la province d'Artois nous nous sommes déterminés à expliquer nos intentions sur tous ces objets et à donner à la noblesse de la dite province des marques de notre affection et de la satisfaction que nous avons eue dans les différentes circonstances de son zèle pour notre service :

A ces causes, et autres à ce nous mouvans, de l'avis de notre Conseil et de notre certaine science, pleine puissance et autorité, dit, déclaré et ordonné, disons, déclarons et ordonnons, voulons et nous plaît ce qui suit :

ARTICLE I

Les habitants de la ville de Pernes seront régis et gouvernés à compter du premier janvier 1774 par la coutume générale d'Artois.

II

Les dispositions des articles XCIII et CXLVIII continueront d'être observées dans notre province d'Artois à l'égard des biens fiefs possédés par les personnes nobles et de ce qui en dépend

sans préjudice de l'exécution des coutumes particulières de notre ditte province duement autorisée qui auroient admis la représentation pour les dits biens fiefs.

III

A l'égard de tous autres biens la représentation aura lieu nonobstant la disposition de l'article XCIII de la ditte coutume générale et dans toute l'étendue de notre province d'Artois à l'infini, en ligne directe et en ligne collatérale aux termes de droit et ce à compter du dit jour 1^{er} janvier 1774.

IV

Voulons qu'à compter de la même année nuls enfans et petits-enfans ne puissent venir à la succession de leurs pères, mères, ayeuls ou ayeules ou autres ascendans qu'en rapportant ce qu'ils auront eu ou reçu en avancement d'hoirie ou autrement ou en moins prenant si les d'ts pères, mères, ayeuls ou ayeules ou autres ascendans n'ont expressement disposé au contraire par acte de donation ou par acte de dernière volonté et ce nonobstant la disposition de l'article XLVIII de la coutume générale de notre province d'Artois.

V

N'entendons néanmoins préjudicier aux contestations qui auroient été introduites par rapport à l'exécution des articles XCIII et CXLVIII de la coutume générale d'Artois lesquelles seront jugées comme elles l'auroient été par le passé en conformité des dits articles.

VI

Avons dérogé et dérogeons à tous édits, déclarations, lettres patentes et réglemens en tout ce qu'ils pourroient être contraires aux dispositions de notre présent édit.

Si donnons en mandement à nos amés et féaux conseillers les gens tenans notre Cour de Parlement à Paris que notre présent édit ils aient à faire lire, publier et registrer et le contenu en icelui garder observer, et exécuter selon sa forme et teneur, Car tel est notre plaisir.

Et afin que ce soit chose (ferme) et stable à toujours nous y avons fait mettre notre scel.

Donné à Versailles au mois d'aoust l'an de grâce mil sept cent soixante-quinze et de notre règne le deuxième.

Signé :

Louis

et plus bas :

par le Roy :

le Maréchal de Félix du Muy.

Visa :

Hue de Miromesnil.

et scellé du grand sceau de cire verte en lacs de soye rouge et verte.

Registré ouï ce requérant le général du Roy (sic) pour être exécuté selon sa forme et teneur et copies collationnées d'icelui envoyées au Conseil Provincial d'Artois et aux gouvernances, Baillages et officiers municipaux, pour y être lu, publié, et enregistré, enjoint aux substituts du Procureur Général du Roy d'y tenir la main et d'en certifier la Cour dans le mois suivant l'arrêt de ce jour, à Paris, en Parlement, toutes les Chambres assemblées, le vingt-neuf aoust mil sept cent soixante-quinze.

Signé :

LE BRET

PIÈCE JUSTIFICATIVE N° X

Rapport des commissaires des Etats.

Les députés généraux et ordinaires et les commissaires nommés par l'assemblée générale dernière, sur l'art. 29 des points relatif au projet d'introduire le partage égal des fiefs dans les coutumes générales et particulières de cette province et celui des anciens manoirs amazés et non amazés, situés sous l'empire des coutumes d'Hesdin et de St-Pol afin de donner leur avis à cet égard, tant en la forme qu'au fond.

Estiment que la susd. coutume générale n'ayant été décrétée et homologuée par le souverain qu'après avoir été envoyée et communiquée aux gens des trois Etats, vue et visitée mûrement par les anciens praticiens et coustumiers du pays, en présence de l'un des conseillers du conseil d'Artois, revue visitée et débattue par les

chefs, président et gens du Conseil privé, en la présence des députés et commissaires nommés par le dit Conseil d'Artois, pour ce mandés expressément par ordonnance de la Reine douairière de Hongrie, gouvernante des Pays-Bas comme il conste du placcart donné à Bruxelles le 3 mars 1544.

Qu'en ayant été, de même par rapport aux coutumes particulières et locales du bailliage d'Hesdin et du comté de St-Pol, suivant ce qui est porté aux ordonnances ou lettres patentes de Philippe 4 des 20 juillet 1627 et 22 mai 1631, contenant que ces coutumes après avoir été rassemblées par les officiers et hommes de fiefs dudit bailliage d'Hesdin et de la sénéchaussée de St-Pol, n'avoient pareillement été décrétées qu'après un avis donné par les président et gens tenant le d. Conseil d'Artois, en conséquence des devoirs faits par les commissaires de cette Cour pour la vérification des dites coutumes, il est important, dans les circonstances actuelles, de se conformer, autant qu'il est possible, à ce qui a été fait alors.

Qu'à la vérité, il ne s'agit point ici de la rédaction de toute une coutume, soit générale soit locale ; mais que comme le changement d'un article d'une loi quelconque, qui a été suivie et exécutée pendant plus de deux siècles, peut avoir des effets que la commission pourroit ne pas prévoir, et qu'au surplus, il est naturel et juste que les choses se délient de la manière qu'elles ont été formées et établies, il est essentiel de prendre les précautions convenables pour que le partage proposé ne soit introduit que sous une forme et par des dispositions telles que la loi à obtenir à cet égard ne soit sujette à aucun inconvénient et n'ait pas besoin, après sa publication, de correction ou d'ampliation, comme il est arrivé à l'égard des lettres patentes du mois de Xbre 1773, qui ont accordé la représentation.

Pourquoi les dits députés ordinaires et commissaires estiment (avant de se livrer à un examen ultérieur, et même pour profiter des lumières de ceux qui, par état, par leurs connoissances et par l'étude spécial qu'ils ont fait des coutumes dont est question) que le projet à eux renvoyé doit être préalablement communiqué au Conseil provincial et supérieur d'Artois, pour lui demander son avis sur le fait de savoir s'il est avantageux, ou non, d'introduire dans les coutumes générales et particulières de cette province, le partage des fiefs patrimoniaux et d'acquêts en faveur des roturiers ; d'introduire pareil partage dans les coutumes particulières et locale du bailliage d'Hesdin et du comté de St-Pol à l'égard des anciens manoirs amazés et non amazés. Au cas de l'affirmative, de prier

les magistrats de cette cour de bien vouloir communiquer aux Etats leurs observations pour la formation d'une loi qui établisse et ordonne ce partage, de manière à concilier cette disposition nouvelle avec les autres dispositions des dites coutumes : qu'il en doit être fait de même à l'égard des officiers des baillages, gouvernances et villes de l'Artois, notamment de ceux du bailliage d'Hesdin et de la sénéchaussée de St-Pol, pour avoir aussi leurs observations.

Lesquelles avec les autres pièces et mémoires, après avoir été revues par la commission, seront rapportées avec son avis, y joint même un projet de déclaration, s'il échet de le former à l'assemblée générale de 1787, pour être par elle résolu définitivement ce qu'il appartiendra.

Fait et arrêté en l'hôtel des Etats d'Artois, le vingt-sept septembre mil sept cent quatre vingt six. Signés (copie).

(ARCHIVES DU PAS-DE-CALAIS. Série C. *Etats d'Artois, Coutumes.*)

PIÈCE JUSTIFICATIVE N° XI

Projet de loi pour la division des fiefs des anciens manoirs et des fiefs parmi les roturiers en Artois

Louis, etc.

Nos augustes prédécesseurs aiant permis que les roturiers de leurs dominations, puissent acquérir et posséder des immeubles fiefs, la faveur auroit été plus grande, si en même temps, ils avoient ordonné la division de ces biens, dans cette classe si utile de leurs sujets. Nous trouvons aujourd'hui l'occasion d'étendre cette grâce en accueillant avec bienveillance la demande que nous ont fait les Etats de notre province d'Artois de permettre la division des fiefs et des anciens manoirs dans les familles roturières qui sont sous l'empire des coutumes du pays qui ne l'admettent point.

Nous nous prêterons d'autant plus volontiers aux vœux patriotiques des dits Etats que le partage égal des biens d'un chef de famille roturier parmi ses enfans étant un droit de la nature, ses

puîsnés qui, jusqu'à ce moment ont été privés des plus grandes ressources pour s'établir, pourront, par l'annéantissement du droit d'ainesse, devenir plus que jamais utiles à leur patrie ; aussi espérons-nous de voir en Artois, fleurir de plus en plus l'agriculture, les manufactures, le commerce, les arts et l'industrie ; on verra multiplier et circuler avec plus d'étendue, les utiles productions de cette contrée ; en nous déterminant à déroger aux loys particulières relatives aux fiefs et aux anciens manoirs régis par les coutumes générales et particulières de cette province. Nous avons en vue le bien-être de ses peuples, dont la fidélité et le zèle pour leurs souverains ont, dans tous les temps, été reconnus. Aussi, pour leur donner d'autant mieux des marques de notre bienveillance, nous ferons tout ce qu'il est en nous pour écarter toutes les entraves qui pourroient gêner l'exécution de la loi que nous nous empressons de porter surtout relativement aux droits de francs-fiefs, que nous voulons ne pas avoir lieu principalement dans les réglemens de famille, nous nous conformerons en ce regard aux dispositions de la coutume générale d'Artois. Mais si nous accordons le droit de partager les successions féodales, roturières, entre tous les enfans sans aucun droit d'ainesse, nous n'entendons point que l'on divise les grands fiefs aiant justice et seigneurie, et jouissant des droits honorifiques, parce que leur démembrement ne pourroit être qu'un préjudice notable à la propriété de ceux qui les possèdent pour n'y point porter atteinte, autant qu'il est possible et ne point blesser l'égalité que nous croyons devoir introduire dans les successions roturières, nous laisserons à l'aîné la totalité du fief seigneurial, en en donnant néanmoins à ses puîsnés leur juste part suivant l'évaluation à en faire, soit en argent comptant, soit en rentes héritières et rachetables à son choix ; nous ferons plus, si cet aîné ne pouvoit ou ne voulut pas retenir le dit fief, il pourra le faire liciter dans la forme de droit, pour le prix être partagé par égale portion entre lui et ses cadets.

Néanmoins pour ne point nous écarter du vœu de ces mêmes coutumes, nous entendons que les rentes créées pour l'aîné tiennent la même nature de propre que l'immeuble fief qu'il retient, et nous avons encore prévu le cas où le besoin forceroit les puîsnés d'employer tout ou partie du prix du fief licité ou retenu par l'aîné, et nous leur avons laissé la faculté d'en faire tel usage qu'ils trouveront convenir en affirmant la nécessité de l'aliénation, conformément à l'art. 76 de la coutume générale d'Artois.

A ces causes, etc.

Art. 1^{er}

Voulons qu'à compter de l'enregistrement et publication des présentes, les anciens manoirs régis par les coutumes de Saint-Pol et d'Hesdin, de même que les fiefs simples n'ayant justice et seigneurie, régis par les coutumes générales et particulières de notre province d'Artois, soient dans toutes les successions de roturiers, en directe ou collatérale, partagés également sans préciput ni droit d'ainesse entre tous les héritiers de ceux qu'ils délaisseront.

2

Les fiefs patrimoniaux ayant justice et seigneurie appartiendront à l'ainé mâle et à défaut de mâle à l'ainée femelle, néanmoins ils seront tenus de donner à leurs puînés la valeur de leur part, en deniers comptans, ou en rentes héritières rachetables au denier vingt par estimation à en faire entre eux lesquelles rentes ou deniers tiendront nature de propre aux dits puînés, lesquels seront tenus de les employer en acquisition de fonds.

3

Au cas que les aînés ne voudroient point prendre les fiefs suivant l'estimation comme il est dit à l'art. précédent, en ce cas, il leur sera libre de faire liciter les dits fiefs ayant justice et seigneurie dans la forme de droits, pour le prix à provenir être partagés également entre tout les ayant droit ; lequel prix leur tiendra nature de propre comme dessus.

4

Il sera néanmoins libre aux puînés qui se trouveront obligés par l'état de leurs affaires, d'employer le prix à provenir des fiefs ci-dessus, soit que l'ainé leur en paie l'estimation soit qu'ils aient été licités d'en faire la déclaration au greffe du conseil d'Artois ou du baillage dont les dits fiefs ressortissent médiatement ou immédiatement, et d'y affirmer la nécessité conformément à l'art. 76 de la coutume générale d'Artois.

Soit que l'ainé retienne la totalité du fief seigneurial, en en payant à ses puînés la valeur de leur part, comme est cy-dessus dit, soit que le fief soit licité et qu'il soit adjugé à l'un des ayans droits, il n'écherra à notre profit aucun droit de francs-fiefs.

Voulons aussi que le même droit ne nous soit point dus dans aucuns réglemeut de famille quelconque, soit que les propriétaires de fiefs les donne à leurs héritiers en avancement d'hoirie et de leur succession, soit qu'ils renoncent à leur profit à tout droit de viage ou d'usufruit qu'ils pouvoient y avoir sur iceux, soit de toute autre manière.

Avons dérogé et dérogeons à tous édits déclarations, lettres patentes même aux coutumes générales particulières et municipales de l'Artois, en tout ce qu'ils pourroient être contraires aux présentes dispositions. Si donnons, etc.

Collationné par le greffier du baillage roial et gouvernance d'Arras soussigné et trouvé concorder à la minute remise ès-archives de ce siège, conformément à l'arrêté des officiers du vingt-trois de cemois. A Arras, ce trente-un octobre mil sept cent quatre-vingt-sept.

(Signé): MATHON. »

(ARCHIVES DU PAS-DE-CALAIS. — Série C. *Etats d'Artois. Coutumes.* Liasse n° 79).

VU :

Le Doyen,

F. LARNAUDE.

VU PAR LE PRÉSIDENT DE LA THÈSE

le 30 Avril 1914,

E. CHÉNON.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

L. LIART.

TABLE DES MATIÈRES

BIBLIOGRAPHIE	V
-------------------------	---

Introduction.

Notions générales sur la Coutume d'Artois	IX
---	----

I

Les personnes appelées à succéder

CHAPITRE I. — Les Enfants. — La Représentation. Historique de la question. — Décisions royales	3
CHAPITRE II. — Le Rappel à succession. — Existence du rappel. — Différentes espèces de rappel. — Effets du rappel. — Le rappel et le droit d'ainesse.	17
CHAPITRE III. — Autres successions. — Petits Enfants, Ascendants, Collatéraux, Etrangers.	34
CHAPITRE IV. — Les non successibles. — Les Religieux, les Bâtards, le Conjoint, le Fisc	36

II

Les Biens

NOTIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE I. — Les Propres en général. — Quels biens sont propres	47
CHAPITRE II. — Les Fiefs. — Droits de l'ainé, des puînés, des filles. — La <i>succession féodale du grand-père.</i> — La <i>succession féodale en ligne collatérale.</i> — Privilège de Masculinité.	50
CHAPITRE III. — Les Cotteries. — Les Cotteries en <i>ligne descendante.</i> — <i>Ascendants et collatéraux.</i> — La règle : Propres ne remontent. — <i>Ligne collatérale</i> : Les patrimoniaux suivent cote et ligne. — Le rapprochement de ligne.	66

CHAPITRE IV. — Les Biens disponibles. — Le privilège du double lien. — <i>Meubles et Cateuls.</i> — Le sort des Meubles. — Les Cateuls sortissent nature de meubles	74
--	----

III

Garanties données aux héritiers

PRINCIPES GÉNÉRAUX

CHAPITRE I. — La Légitime. — Existence de la Légitime. — Controverse. — Elle est tranchée par le Parlement.	91
CHAPITRE II. — Les Réserves coutumières. — Le legs du quint datif. — Le legs de trois années de revenu	103
CHAPITRE III. — Restrictions à l'aliénation des Propres. — Dérogation au principe de la libre disposition. — Les coutumes locales. — <i>L'obligation générale de tous ses biens.</i> — Controverse. — Intervention royale.	110
CHAPITRE IV. — Les Trois Voies. — <i>Consentement de l'héritier apparent.</i> — <i>Le remploi.</i> — <i>La nécessité jurée.</i>	123

IV

L'héritier en face de la succession

CHAPITRE I. — Acceptation de la succession. — Le principe : <i>Le mort saisit le vif.</i> — Pas d'héritiers nécessaires. — Délais d'acceptation	139
CHAPITRE II. — La Contribution aux dettes. — Comment chaque héritier contribue aux dettes de la succession.	143
CHAPITRE III. — Le partage des successions. — <i>Le Rapport à succession.</i> — Sa non obligation. — Décisions royales.	147
CHAPITRE IV. — Projet de partage des fiefs et anciens manoirs. — Une initiative curieuse. — Projet discuté en 1785	154
Conclusion	161
Appendice. — Texte des Coutumes	165
<i>Cartes.</i>	
Pièces justificatives.	171

Arras, Imp. de la Société du Pas-de-Calais
J. ELOY, DIRECTEUR
